



PB-PP
BELGE(N) - BELGIQUE



JOURNAL DE L'ALPHA N°210

LA PARTICIPATION



3^e TRIMESTRE 2018

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL

N° D'AGRÉATION : P201024

BUREAU DE DÉPÔT : BRUXELLES X

LIRE ET ÉCRIRE COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

RUE CHARLES VI, 12 - 1210 BRUXELLES

La participation

Devenir « nous, acteurs »



Le **JOURNAL DE L'ALPHA** est le périodique de Lire et Écrire.

Créée en 1983 par les mouvements ouvriers, Lire et Écrire agit au quotidien, en Fédération Wallonie-Bruxelles, pour :

- attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics sur la persistance de l'analphabétisme, sur l'urgence d'en combattre les causes et d'y apporter des solutions;
- promouvoir le droit effectif à une alphabétisation de qualité pour tout adulte qui le souhaite;
- développer l'alphabétisation populaire dans une perspective d'émancipation, de participation et de changement social vers plus d'égalité.

Le Journal de l'alpha a pour objectif de produire et de diffuser réflexions, débats et pratiques de terrain sur des thèmes pédagogiques et politiques liés à l'alphabétisation des adultes.

RÉDACTION Lire et Écrire Communauté française asbl
Rue Charles VI, 12 - 1210 Bruxelles - tél. 02 502 72 01
journal.alpha@lire-et-ecrire.be - www.lire-et-ecrire.be/journal.alpha

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION Sylvie-Anne GOFFINET

COMITÉ DE RÉDACTION Aurélie AUDEMAR, Daniel FLINKER, Guillaume PETIT

COMITÉ DE LECTURE Nadia BARAGIOLA, Catherine BASTYNS, Frédérique LEMAÎTRE, Cécilia LOCMAINT, Véronique MARISSAL, Christian PIRLET

ÉDITRICE RESPONSABLE Sylvie PINCHART

ABONNEMENTS Belgique : 30 € - Étranger : 40 € (frais de port compris)

COMMANDE AU NUMÉRO Belgique : 10 € - Étranger : 12 € (frais de port compris)

À verser à Lire et Écrire asbl - IBAN : BE59 0011 6266 4026 - BIC : GEBABEBB

DÉPÔT LÉGAL : D/2018/10901/03

Les textes publiés par le Journal de l'alpha n'engagent que leurs auteurs.

Les auteurs du Journal de l'alpha ont la liberté de décider si la nouvelle orthographe est ou non appliquée, en tout ou en partie, à leur texte. Ils sont libres également d'adopter ou non, en tout ou en partie, l'écriture inclusive.

Sommaire

ÉDITO

Pratiques participatives sur le chemin du changement social 7

Sylvie PINCHART, directrice

Lire et Écrire Communauté française

Participation et gouvernail : tous sur le bateau 10

Des membres du GT réseau de Lire et Écrire

et des apprenants membres d'un groupe réseau

**Se mobiliser pour une société plus juste : création du jeu
« Les messagers de l'alpha »** 25

Laurence D'HOND, Jérôme LEGROS et Denis MANNAERTS – Cultures&Santé

Geneviève GODENNE et Anne-Françoise POLLÉ – Lire et Écrire Namur

L'expérience du maillon de l'Anjou 33

Participation, engagement, émancipation ou prise de pouvoir ?

Françoise BOSSÉ, accompagnatrice bénévole du maillon de l'Anjou

Betty DÉZALAIS (Parcours - Par et Pour les acteurs de la cité)

et Séverine HUCHIN (Mμ - Les ressources en soi)

facilitatrices de démarches participatives

Avec la participation de Gérard BOUCHET, François BRIZAY, Yvette CLAUSSE,

Christophe DOISNEAU, ambassadeurs

et de Julie BOUCHER, accompagnatrice bénévole

Maillon de l'Anjou, Chaîne des Savoirs (France)

**Campagnes de sensibilisation : pourquoi Rosa ne parle pas
en « je » mais résonne en « nous »...** 44

Cécilia LOCMANT – Lire et Écrire Communauté française

Bénédicte MENGEOT – Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage

La démocratie en toutes saisons 61

*Oui, s'il s'agit de s'accorder dans la diversité, de transcender
les différences*

Aurélié AUDEMAR – Lire et Écrire Communauté française

Comment l'ASBL Formosa s'initie à la participation... 69

Leïla LOUAHED, chargée de projets – Formosa ASBL

**Adapter nos pratiques aux milieux populaires : à la recherche
d'une participation de qualité** 78

Esther FILION, intervenante communautaire et formatrice
coordonnatrice à Engrenage Noir (Québec)

L'égalité, fondement ou illusion de la participation ? 94

Julien CHARLES, chargé de recherches et de formations au CESEP
et chargé de cours invité à l'UCLouvain

**Un atelier citoyenneté où les participants font l'expérience
de la démocratie profonde** 103

Rencontre avec Muriel BERNARD, médiatrice culturelle – Article27 # Bruxelles
et Joëlle DUGAILLY, formatrice – Collectif Alpha Saint-Gilles
Propos recueillis et mis en forme par Sylvie-Anne GOFFINET
Lire et Écrire Communauté française

> Article en ligne (www.lire-et-ecrire.be/ja210)

L'empowerment, un concept à s'approprier en alpha ?

Sylvie-Anne GOFFINET – Lire et Écrire Communauté française

**Quand des bénévoles participent à l'accueil de « nouveaux
habitants » dans une bibliothèque municipale** 125

Sabine MANIAS, responsable de la bibliothèque municipale
de La Charité-sur-Loire (Bourgogne, France)

Avec la participation de Françoise GERBIER et d'Annick LOYE, bénévoles

Sélection bibliographique 131

Eduardo CARNEVALE – Centre de documentation du Collectif Alpha



ÉDITO

Pratiques participatives sur le chemin du changement social

Ce *Journal de l'alpha* est consacré à la participation en tant que pratiques démocratiques.

Les pratiques qui y sont relatées ont en commun de s'attacher concrètement au renforcement du pouvoir de penser, de dire et d'agir des personnes en processus d'alphabétisation. Cette montée en pouvoir se décline sous différents modes :

- construire une pensée complexe et critique, développer un point de vue propre ;
- exprimer ce point de vue, le porter à l'extérieur, le mettre en débat avec d'autres acteurs, interpeler, revendiquer ;
- se fixer des objectifs, mettre en œuvre des stratégies d'action, accueillir l'inattendu ;
- s'engager dans un changement personnel, collectif (du groupe, de l'association), social (du quartier, de la société) ;
- obtenir le changement espéré... ou pas, ou gagner tout autre chose.

Ces pratiques peuvent sembler modestes au regard des grands défis socio-économiques, politiques et culturels actuels. Se limiter à ce constat serait oublier que l'enjeu de telles pratiques est d'importance : la persistance de l'analphabétisme témoigne de la répartition inégale des ressources économiques et culturelles, des moyens et leviers de l'action politique et du changement social. Et si les personnes en situation d'illettrisme sont le plus souvent confrontées aux difficultés d'exercer leurs droits fondamentaux – travail, logement, formation... –, elles ne sont pas les seules, loin de là. L'illettrisme n'est qu'un facteur parmi d'autres de relégation par rapport à ce qui nous concerne tous et toutes : la société telle qu'elle fonctionne, telle que nous y vivons et y agissons. La visée de transformation nous implique donc

tous et il serait de mauvais compte d'en faire peser la seule responsabilité sur les personnes les plus à la marge et sur les acteurs qui s'engagent à leur côté. Échanger, débattre, créer des alliances, mener des actions en commun, avec les mouvements ouvriers, les plateformes de lutte contre la pauvreté, les inégalités scolaires ou le racisme..., pour l'accueil des migrants, l'interculturalité..., mais aussi sensibiliser, exiger, coopérer avec des acteurs politiques et publics – communes, écoles, organismes de la formation ou de l'emploi... – sont des voies d'action privilégiées par Lire et Écrire.

Engagement exigeant qui nécessite un regard (auto)réflexif et (auto)critique tant sur le contenu de ce qui se construit et se réalise que sur la manière de le faire. Les pratiques présentées dans ce numéro en témoignent largement. Elles ont en commun de questionner le pouvoir : qui décide de quoi, avec qui, pour quoi et comment ? D'une part, le pouvoir du-de la formateur-riche ou de l'animateur-riche, sa place et son rôle dans le groupe : quelle position adopter et quelles compétences professionnelles mobiliser pour que puisse avoir lieu ce partage du pouvoir ? L'association n'est pour sa part pas en reste : quelle place donne-t-elle à ces processus ? dans quelle mesure est-elle en capacité d'explicitier son cadre¹ et de le faire évoluer au regard des processus participatifs impliquant apprenant-e-s, travailleur-euse-s, volontaires, conseil d'administration, partenaires ?

Cet engagement auprès des publics populaires nécessite une certaine liberté d'action et une capacité à donner place à l'imprévu. Ce qui n'est simple ni au niveau d'une association, ni au niveau d'un pouvoir public subsidiant une action. Comme le dit Christian Maurel dans une interview donnée à *Agir pour la culture*² : « *Les structures d'éducation populaire sont prises dans une ambigüité, une contradiction, dans les ambivalences des actions socioculturelles au sens large du terme. C'est-à-dire qu'elles sont à la fois des espaces de transformation des rapports sociaux et des espaces de reproduction des rapports sociaux. Elles sont les deux à la fois.* »

1 Cadre étant ici compris au sens large : organisationnel, institutionnel, pédagogique, stratégique...

2 Christian MAUREL, *L'éducation populaire, à la fois grain de sable et goutte d'huile du système*, in *Agir par la culture*, n°27, automne 2011, pp. 24-25 (www.agirparlaculture.be/pdf/apc_27.pdf).

Les pratiques engagées n'en sont que plus précieuses. Chacune d'entre elles mobilise une intelligence collective, des connaissances et des compréhensions nouvelles, de l'expertise remontant « du bas vers le haut », des expressions créatives, des solidarités, des fiertés retrouvées, de l'autonomie, des rencontres parfois improbables, des réussites et des échecs... Ces pratiques jalonnent et construisent les chemins individuels et collectifs que chacune de nous décide de prendre à différents moments de sa vie, chemins d'émancipation individuelle et collective.

En guise de conclusion, un mini-plaidoyer pour renforcer les articulations entre processus participatifs de terrain et espaces décisionnels et institutionnels : comprendre où cela coince, expliciter les conflits et tensions, clarifier la position des acteurs, partager l'expertise, construire de nouvelles modalités d'action. Il y a là un véritable enjeu démocratique au sens premier du terme et une responsabilité des associations, des acteurs de la société civile et politique de ne pas disqualifier la voix des plus exclus.

Sylvie PINCHART

directrice

Lire et Écrire Communauté française

Participation et gouvernail : tous sur le bateau

Des membres du groupe de travail « réseau des apprenants » de Lire et Écrire, tous animateurs d'un groupe réseau au niveau local, se sont réunis pour échanger sur les enjeux, la méthode, les pratiques, les difficultés et les freins à la participation des apprenants. Quelques-uns ont aussi mis la question de la participation en débat dans leur groupe d'apprenants membre du réseau :

- Pourquoi êtes-vous venus dans ce groupe, qu'y trouvez-vous ?
- Avez-vous déjà été engagés volontairement à faire quelque chose dans votre village ou dans votre quartier ?
- C'est quoi être un citoyen engagé ?
- Être dans un groupe réseau, qu'est-ce que cela vous apporte ?

Voici le fruit de tous ces échanges.

Par des membres du GT réseau de Lire et Écrire
et des apprenants membres d'un groupe réseau

- En 2014, le mouvement Lire et Écrire¹ lance un projet « réseau des apprenants » avec les objectifs suivants :
- favoriser et soutenir l’engagement individuel et collectif des personnes analphabètes en tant qu’acteurs-clés de la lutte contre l’illettrisme ;
 - proposer un espace de construction d’une parole collective au réseau sur un problème de société qui fait sens avec l’expérience d’analphabétisme des participants ;
 - permettre au réseau de porter cette parole collective dans les lieux décisionnels (internes et externes au mouvement) pour favoriser le changement social ;
 - permettre à Lire et Écrire d’enrichir son positionnement pédagogique et politique à partir de l’expérience et du point de vue des personnes engagées dans le réseau.

Pour atteindre ces buts, divers projets sont menés et développés dans différentes régionales wallonnes et centres alpha bruxellois de Lire et Écrire. Tous les groupes qui travaillent dans le réseau se réfèrent à la méthode des intelligences citoyennes². Et leurs animateurs se réunissent une fois par mois environ en groupe de travail pour échanger les bonnes pratiques, construire des animations, ramener les problèmes qui se posent. Deux fois par an, les groupes d’apprenants se rencontrent pour présenter leurs actions et réfléchir à l’engagement citoyen.

Pourquoi avons-nous accepté ou nous sommes-nous proposés pour être animateur-riche-s d’un groupe réseau ?

Chacun d’entre nous a témoigné sur les raisons qui l’ont amené à s’engager : « *On me l’a proposé et j’avais eu l’occasion de participer à une rencontre des apprenants. Cela permet d’avoir des espaces d’actions. Dans le groupe, les*

¹ Voir : www.lire-et-ecrire.be/Le-mouvement-Lire-et-Ecrire

² Voir : Majo HANSOTTE, *Le Juste, l’Injuste et les Intelligences citoyennes*, in *Journal de l’alpha*, n°192, 1^{er} trimestre 2014, pp. 12-31 (www.lire-et-ecrire.be/ja192) ; Majo HANSOTTE, *Mettre en œuvre les intelligences citoyennes*, *Le Monde selon les femmes*, 2013 (www.rcentres.qc.ca/files/mettre-en-oeuvre-intelligences-citoyennes.pdf).

apprenants sont volontaires, cela donne une dynamique tout à fait différente et c'est très motivant. »

« Se lancer dans des projets, on ne sait pas où ça va nous mener. C'est un gros défi. On va vers l'inconnu, on sort de sa zone de confort. Ce qui me motive, c'est le changement, c'est ouvrir les horizons. »

« Je me suis engagée parce que j'y croyais. J'ai toujours eu l'impression que je pouvais changer le monde. Il y a peu de personnes qui y croient comme moi. Mais malgré tout, j'ai envie de continuer. J'ai toujours eu l'impression qu'on pouvait réaliser de grands bouleversements même si, dans la pratique, je me rends compte que ce n'est pas ça. Et donc ce projet des intelligences citoyennes, ça me correspond tout à fait. »

« Avant, j'étais formatrice, j'ai commencé très classiquement. Puis, j'ai accompagné des apprenants dans la préparation d'un chef-d'œuvre³. Dans ce projet, je me suis rendu compte que les gens changeaient quand ils avaient un défi et qu'ils arrivaient à le surmonter. Apprendre à lire et à écrire, on peut travailler 20 ans avec les mêmes personnes, ce ne sera jamais parfait. Ce que je peux leur apporter à Lire et Écrire, c'est la confiance en soi, le collectif, et arriver à mener ensemble des choses concrètes. Je suis persuadée que c'est le plus important. »

« On m'a proposé de reprendre le groupe car la personne qui s'en occupait l'année passée n'était pas disponible. Et j'ai accepté pour relever le défi de mobiliser les apprenants. »

« Participer à un groupe de travail qui va déboucher sur des actions concrètes avec les apprenants. »

« C'est le fait de donner une place aux apprenants à l'extérieur de l'association qui fait qu'il y a un regard qui change : eux-mêmes changent leur regard sur leur personne et le regard des autres change aussi. »

³ Travail multidisciplinaire de recherche personnelle sur un thème choisi par l'apprenant et présenté devant un jury en vue de l'obtention du CEB (Certificat d'Études de Base).

« Mon expérience de travail montre que, oui, le changement est possible. Ce sont de longs processus. Mais les gens qui n'ont jamais eu de voix sont capables de prendre leur avenir en main, de décider des choses, de revendiquer des choses, de changer leur vision et de faire changer celle des autres. On est un petit grain de sable, une petite goutte d'eau, le colibri qui fait sa part et, tous ensemble, on peut arriver à des choses magnifiques. »

« C'est une belle aventure, il faut profiter des espaces pour le faire. »



Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt.

Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre.

Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu.

Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit :
« Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! »

Et le colibri lui répondit : *« Je le sais, mais je fais ma part. »*

Légende amérindienne

Pourquoi êtes-vous venus dans ce groupe, qu'y trouvez-vous ?

Les apprenants ont de leur côté témoigné du pourquoi ils participent à un groupe réseau dans leur régionale ou leur centre alpha. Voici ce qu'ils ont dit :

- « *Agir ensemble et avancer ensemble.* »
- « *Défendre nos droits et les revendiquer.* »
- « *Chercher des idées ensemble, des solutions.* »
- « *Parler, s'exprimer sur les problèmes sociaux.* »
- « *Se questionner, s'informer, comprendre.* »
- « *Défendre des causes.* »
- « *Rencontrer de nouvelles personnes.* »
- « *Je n'aime pas l'injustice.* »

Expériences de participation

Nous avons échangé sur le mot participation. Que nous évoque-t-il ? À quoi nous renvoie-t-il ? Que mettons-nous derrière ce mot ?

Nous sommes tous d'accord pour dire que dans notre société, l'individualisme est de plus en plus prégnant. Les politiques actuelles et l'État social actif rendent les gens responsables de leur situation et les culpabilisent, empêchant la solidarité, ce qui fait qu'ils ont du mal à se mobiliser, à participer. C'est plus dur qu'avant. Des personnes n'ont plus ni l'envie ni l'énergie de bouger. La précarité, les contraintes, les angoisses du quotidien leur coupent les ailes. D'autres, comme les sans-papiers, n'osent pas se mettre en danger : les risques encourus sont trop grands. D'autres encore pensent que l'engagement, la participation citoyenne ne sert à rien.

L'indignation peut être à la base de la participation. Il y a à la fois l'espoir de changer et de la révolte : « *Je ne peux pas accepter telle situation !* ». La colère est un moteur de l'engagement.

Pour s'engager, oser le faire, nous pointons certains préalables :

- de la motivation, de l'envie ;
- une prise de conscience des injustices ;
- comprendre le contexte, analyser les mécanismes d'exclusion, de domination et d'oppression ;
- une impulsion qui vient de l'extérieur ;
- un certain niveau d'autonomie pour pouvoir s'impliquer ;
- de la confiance en soi et croire qu'un changement est possible ;
- se sentir concerné.

Nous travaillons ces préalables au sein des groupes pour susciter la participation citoyenne. Se reconnaître citoyen, c'est déjà une étape. C'est prendre conscience qu'on a un certain pouvoir. Cela ne va pas de soi de se rendre compte qu'on est citoyen, qu'on fait partie d'un collectif. C'est notre rôle en tant qu'animateurs de susciter cette envie, cette impulsion. Nous permettons aussi de découvrir, d'analyser et critiquer le contexte sociopolitique actuel, d'aborder la dimension historique des luttes pour une société plus juste. Et nous montrons que d'autres dans le monde luttent aussi. Nous sommes un maillon dans la chaîne et notre action, si petite soit-elle, si insignifiante semble-t-elle, peut être utile. C'est d'autant plus important que nous travaillons avec des personnes exclues.



Faire partie d'un groupe, se reconnaître dans ce groupe : une étape préalable à l'engagement citoyen.



Seconde étape : se reconnaître comme faisant partie d'un réseau à l'échelle de l'ensemble du mouvement Lire et Écrire.

La participation est un processus qui prend du temps : certaines personnes arrivent démolies et doivent d'abord se reconstruire, reprendre confiance. Le groupe leur rend une identité sociale qui va au-delà de ce que la société renvoie comme balises, comme normes : emploi, famille,... Or ces normes renvoient une image négative aux apprenants (chômeurs, assistés, immigrés,...). Participer à une groupe « réseau » permet d'être reconnu, de prendre un peu de pouvoir, de s'inscrire dans autre chose. C'est mettre du bleu dans un monde de plus en plus gris et croire qu'un autre avenir est possible. C'est exister. Se mettre en action permet de sortir de l'ombre. C'est oser.

La participation est un droit. C'est aussi une liberté pour chacun. Et un choix. Lire et Écrire suscite, propose : personne n'est obligé de s'engager dans le projet « réseau ». Pour choisir, certains préalables, entre autres ceux que nous avons déjà cités, doivent être remplis. Par ailleurs, en situation de précarité, il est difficile de pouvoir faire des choix. Cependant, pauvres, riches, grands, petits, travailleurs, chômeurs, hommes, femmes, belges, étrangers, tout le monde a sa place dans cette perspective.

Participer à un projet citoyen permet de répondre à un besoin de rencontres et d'échanges avec autrui, à l'envie d'apprendre des autres. Et c'est parce que les apprenants mènent des actions avec d'autres qu'ils reprennent confiance en eux. Cela peut être un cercle vertueux. Nous observons que la fierté émerge.

Participer à un projet citoyen exige une certaine persévérance : poursuivre malgré les échecs, continuer à y croire. Tous, apprenants, animateurs, partenaires peuvent s'essouffler.

Avez-vous déjà été engagés volontairement à faire quelque chose dans votre village ou dans votre quartier ?

Voici les engagements citoyens dont ont témoigné quelques apprenants :

- « *Rendre des services gratuitement (confection de vêtements, coiffure...).* »
- « *Faire une collecte de fonds pour organiser le mariage d'une personne sans ressources, pour payer les frais médicaux (maladie, accouchement...).* »
- « *Envoyer des vêtements au Maroc (enfants, adultes, layette de bébé).* »
- « *Cotiser pour construire une petite maison à une famille pauvre.* »
- « *Proposer un emploi à une personne dans le besoin...* »

C'est quoi être un citoyen engagé ?

Au sein des groupes locaux, chacun s'est ensuite exprimé sur ce que l'engagement citoyen signifie pour lui :

- « *C'est celui qui fait des manifestations pour défendre quelque chose, pour aider les autres, qui ne peut pas dire non face aux problèmes des autres.* »
- « *Ce serait de travailler ensemble avec les personnes dans le besoin pour les rendre plus indépendantes, plus libres en leur donnant le moyen de travailler et de gagner leur vie. Ce serait entre autres : leur donner accès à l'eau qui leur permettrait de pratiquer l'agriculture et l'élevage.* »
- « *C'est se battre pour ses droits.* »
- « *C'est tenir son engagement dans un projet.* »
- « *C'est connaître ses droits et en informer les autres citoyens, les sensibiliser.* »
- « *Être fier quand notre travail est reconnu.* »
- « *Faire changer le regard des gens sur les personnes en situation d'illettrisme, sur les allocataires sociaux.* »
- « *C'est participer aux magasins citoyens, les logements partagés par exemple.* »
- « *Je suis engagée auprès des malades, les problèmes du monde me touchent, j'ai beaucoup aimé l'hommage aux victimes des attentats que nous avons organisé avec notre centre l'année passée.* »

Les intelligences citoyennes : soutien à la participation ?

Nous travaillons tous en nous basant sur la méthode des intelligences citoyennes. Que nous apporte-t-elle ?

Un aspect important est le passage du « je » au « nous » et au « nous tous ». Chacun peut sortir de sa situation pour s'intéresser à celle des autres, chacun est capable de se mobiliser pour quelque chose qui ne le touche pas directement. Une histoire particulière injuste émeut, indigne, met le groupe en mouvement et devient le levier d'une action.

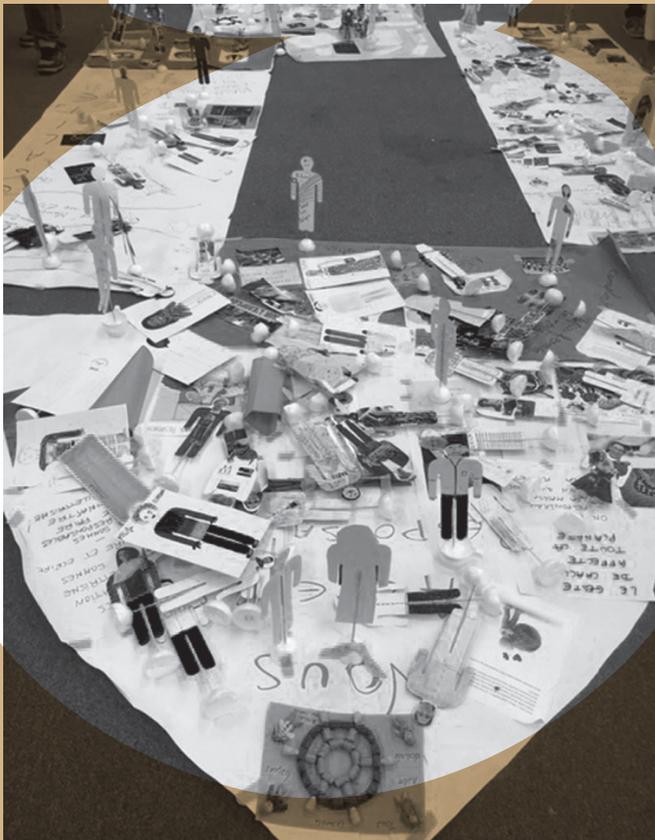
Un élément fondamental de la méthode est « le gouvernail ». Il permet d'explicitier que pour s'engager pour une société plus juste, quatre piliers sont fondamentaux. Ces piliers sont universels : ils ont fait l'objet de luttes par les hommes et les femmes, à travers l'histoire et chez tous les peuples. Il s'agit de :

- l'autonomie, dans le sens de « nous, acteurs responsables », c'est nous qui décidons de notre société et non une entité abstraite ;
- l'égalité ;
- la liberté ;
- la solidarité : solidarité personnelle, chaleureuse et solidarité institutionnelle, celle qui concerne la redistribution des richesses et la défense d'une justice sociale pour tous et toutes.

Ces quatre piliers sont liés, soudés. Comme le gouvernail qui dirige le bateau, si on met trop de poids sur l'un d'entre eux, on chavire... Travailler le gouvernail avec les apprenants est essentiel, c'est lui qui permet de passer du « je » au « nous tous », il permet de questionner les injustices avec le groupe, de penser ensemble nos actions citoyennes et d'évaluer notre travail.



Le gouvernail pour penser et agir...



Quelques actions menées par les groupes d'apprenants

À l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation du 8 septembre 2015, **Lire et Écrire Wapi** a fait le pari, le temps d'une matinée d'échanges, de plonger ses partenaires en « Absurdie »⁴. Pour y parvenir, l'association a pu compter sur la créativité des apprenants de Mouscron à l'origine du *Jeu du Pigeon*. Il s'agit d'un jeu pour :

- dénoncer des situations absurdes vécues par des personnes en difficulté face à l'écrit dans le cadre de leur recherche d'emploi ;
- permettre aux participants de prendre conscience ensemble de l'absurdité de certaines mesures mises en œuvre dans les politiques d'accompagnement, de contrôle et de sanction par rapport à la recherche d'emploi ;
- réfléchir et formuler des alternatives face au système et à ses dérives.



Le « Jeu du Pigeon », un jeu qui plonge les joueurs en « Absurdie ».

⁴ Voir l'article *Campagnes de sensibilisation : pourquoi Rosa ne parle pas en « Je » mais résonne en « nous »...*, pp. 44-60 de ce numéro.

À Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage, le groupe *Agir collectivement* mène des actions pour répondre au regard négatif porté par les actifs sur les chômeurs et en particulier sur les personnes peu ou pas scolarisées. En 2015, le groupe a choisi l’affiche photographique comme moyen d’expression pour sensibiliser et conscientiser un large public. Une fois les affiches créées, les apprenants ont écrit en atelier d’écriture des textes biographiques ainsi qu’un texte d’introduction pour la campagne du 8 septembre.

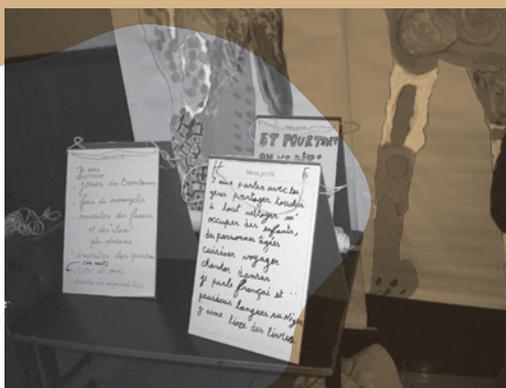


Des affiches pour dénoncer la chasse aux chômeurs et interpeler l’opinion publique.

Au Centre alpha de Molenbeek Dubrucq, beaucoup d’apprenants ont témoigné du mauvais accueil qu’ils reçoivent dans les institutions publiques parce qu’ils ne maîtrisent pas suffisamment la langue française. Suite à toutes ces plaintes, le groupe réseau de Molenbeek a décidé d’agir pour transformer les représentations négatives et discriminatoires de la société vis-à-vis des personnes analphabètes en interpellant l’échevine de la Jeunesse, de la Cohésion

sociale, du Dialogue interculturel et de la Lutte contre l'exclusion sociale. Lors d'une rencontre le 23 mai 2014, les apprenants ont posé des questions à l'échevine et lui ont fait des propositions, mais ses promesses de collaboration n'ont finalement jamais abouti...

À Namur, un groupe d'apprenants et d'anciens apprenants en alphabétisation, *Les Transform'Acteurs*, se réunit au sein de Lire et Écrire Namur. À partir d'injustices vécues, ils construisent des paroles et actions collectives comme les saynètes intitulées *On a éter abon ékol*. Elles dénoncent les inégalités à l'école et livrent ce message des *Transform'Acteurs* : « Nous ne voulons pas que les enfants qui sont à l'école aujourd'hui soient analphabètes demain. »



Deux autres actions de groupes réseau : en haut, une action du groupe du Luxembourg pour faire changer les représentations sur les illettrés ; en bas, une action du groupe de Saint-Gilles sur la mobilité à Bruxelles.

Être dans un groupe réseau, qu'est-ce que cela vous apporte ?

Dans leurs groupes respectifs, les apprenants ont témoigné de l'importance pour eux de participer à un groupe réseau :

« Plus de confiance en soi. »

« Être reconnu par les gens de mon quartier, de ma ville, par ma famille. »

« Oser m'exprimer plus. »

« Montrer que j'ai d'autres compétences. »

« Découvrir de nouvelles choses. »

« Je ne suis plus gêné de dire ou montrer que j'ai des difficultés en lecture et en écriture. »

« Je ne suis plus gêné de dire que je suis en formation à Lire et Écrire. »

« J'ose prendre la parole en dehors de Lire et Écrire. »

« Avoir plus de vocabulaire. »

« Être plus ouvert. »

« Faire de nouvelles connaissances même en dehors de Lire et Écrire, et donc dialoguer avec l'extérieur. »

« Travailler avec des apprenants d'autres groupes, d'autres apprenants d'autres Lire et Écrire [rencontres du réseau]. »

« Plus d'échanges, plus d'idées pour les projets. »

« Plus de courage. »

« Je suis la fierté de ma famille, de mes amis, de mes parents, de mes enfants. »

« Je suis fier de moi. »

Nos questionnements

En GT réseau, nous avons aussi réfléchi aux freins et difficultés que nous rencontrons dans notre travail. Adapter la méthode des intelligences citoyennes à des personnes en situation d'illettrisme est un véritable défi et nous pose souvent question, génère des incertitudes. Nous nous y attelons et le challenge a un côté passionnant, surtout lorsqu'on travaille en groupe d'animateurs où l'on peut déposer ses hésitations, ses faiblesses et construire ensemble des pistes.

La méthode des intelligences citoyennes préconise de partir des injustices vécues par les membres du groupe qui, à partir de là, s'approprient un des récits, puis imaginent et réalisent une action citoyenne, se mobilisant ainsi pour une société plus juste. Comment susciter l'émergence des injustices, les travailler au sein d'un groupe et arriver à mener à bien les actions proposées par les apprenants, en lien avec les enjeux institutionnels qui ne sont pas toujours perçus ou n'ont pas encore trouvé de réponse ? Comment faire remonter les voix des apprenants, leurs points de vue, leurs réflexions et analyses sur les injustices vécues – souvent renforcées du fait de leur illettrisme – jusqu'aux conseils d'administration et mouvements porteurs de l'institution ? Ceci, afin que ces voix soient relayées dans d'autres lieux, tels que les services publics, les organismes d'insertion, les CPAS, jusqu'aux Parlements pour que devienne effective la prise en compte des personnes analphabètes dans tous les espaces de la société !

**Des membres du GT réseau de Lire et Écrire
et des apprenants membres d'un groupe réseau**

Se mobiliser pour une société plus juste : création du jeu « Les messagers de l'alpha »

L'article rend compte d'une action collective menée conjointement par le groupe d'anciens apprenants en alphabétisation *Y'a pas d'âge*, par Lire et Écrire Namur et par Cultures&Santé. Cette action consistait à créer un jeu de plateau, *Les messagers de l'alpha*, permettant à des groupes alpha de sensibiliser des élèves à l'analphabétisme et à l'alphabétisation.

Notre propos s'articulera autour de la notion de participation, vue tantôt comme une modalité d'action permettant d'atteindre les objectifs visés en termes de réalisation concrète, tantôt comme une visée intimement liée à l'émancipation individuelle et collective inhérente à toute démarche d'éducation permanente.

Par Laurence D'HOND, Jérôme LEGROS et Denis MANNAERTS
Geneviève GODENNE et Anne-Françoise POLLÉ

« Y'a pas d'âge » : un groupe motivé

Le groupe *Y'a pas d'âge* est composé de cinq personnes d'une moyenne d'âge de 50 ans : Christine, Josiane, Sadik, Guy et Michel. Anciens apprenants en alphabétisation, ils se connaissent depuis quelques années et se réunissent régulièrement depuis 2007 avec une formatrice de Lire et Écrire Namur. Leurs difficultés en lecture-écriture ou en expression orale mais également le stigmate que la société peut leur renvoyer en lien avec leur situation peuvent encore constituer des barrières pour aller vers les autres et se sentir partie prenante de la société.

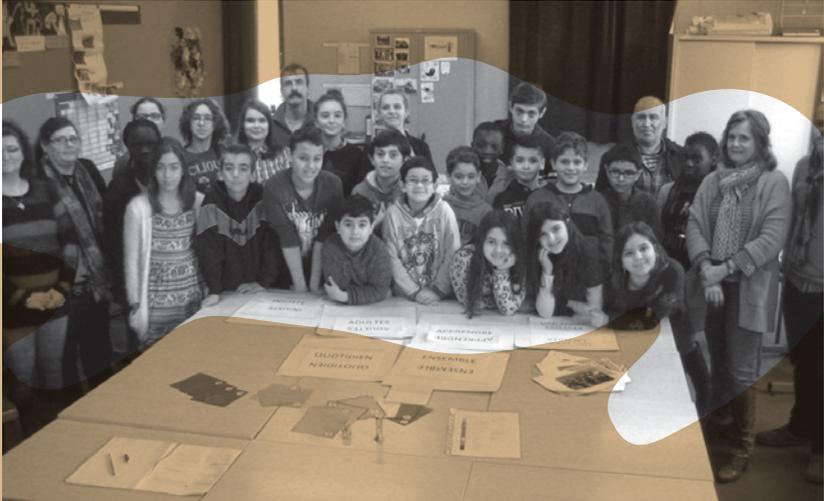
Le groupe se réunit régulièrement car il estime qu'il est important de sensibiliser un large public à la question de l'analphabétisme et de pouvoir expliquer qu'il est possible d'apprendre à tout âge. Témoigner dans des écoles lui tient particulièrement à cœur car c'est, pour ces citoyens, un lieu chargé de sens. Pour la plupart d'entre eux, c'est un endroit où ils ont été confrontés à des difficultés qui ont marqué leur enfance.

Fin 2012, riche de quelques expériences de sensibilisation et très motivé, le groupe souhaitait être soutenu dans la création d'un support pédagogique adapté au milieu scolaire, exploitable tant par lui-même que par d'autres apprenants souhaitant mettre en place des démarches similaires. Il a fait appel à Cultures&Santé, organisme d'éducation permanente spécialisé dans la coconstruction d'outils pédagogiques, dans le but de l'accompagner dans la création de ce support, de se préparer à le présenter et à l'animer.

À travers la mise en place d'ateliers autour de ces objectifs concrets, Cultures&Santé et Lire et Écrire Namur entendaient renforcer les capacités des membres du groupe à communiquer vers l'extérieur, afin qu'ils puissent éveiller d'autres citoyens aux situations qu'ils vivent ou qu'ils ont vécues, de porter une voix qu'on n'entend pas assez dans l'espace public, bref de devenir des « messagers de l'alpha ».

Créer un espace des possibles : le levier participatif

Le chemin qui a mené à la réalisation de l'outil et à son animation dans les écoles a duré trois années¹ et est passé par des étapes indispensables qui vont de la découverte de jeux de société à l'expérimentation de l'animation imaginée sur base d'un prototype, en passant par l'élaboration des contenus à intégrer dans l'outil.



Première expérimentation du prototype auprès des élèves de 5^e et 6^e primaires de l'école Saint-Joseph de Saint-Servais (Namur).

La participation a constitué le maître-mot de ce parcours. Dès les premiers pas, l'équipe de professionnels s'est mise au service du groupe et de ses attentes, avec un enjeu particulier, celui de mêler, en vue de créer un cercle vertueux, expertises du vécu et expériences professionnelles.

Il a ainsi été reconnu aux membres du groupe un pouvoir de décision qui a été exercé dans plusieurs domaines liés à l'élaboration de l'outil. Par exemple, les choix pédagogiques relatifs à l'outil ont été orientés en fonction de leur

¹ Durant cette période, deux chargés de production/animation de Cultures&Santé sont intervenus une fois par mois d'octobre 2013 à juin 2014, et deux fois par mois de septembre 2014 à juin 2015, au côté de la formatrice de Lire et Écrire Namur.

désir de disposer d'un jeu basé sur des témoignages, coopératif, se jouant en équipes, utilisable par différents types de public, comportant un défi à relever et de l'action... Le type de support a également été sélectionné par le groupe qui souhaitait un jeu de plateau, avec un dé et un sablier, un support facile à prendre en main et qui encourage le dialogue et la transmission de témoignages.

La dynamique participative s'est construite tout au long des ateliers. Créer un cadre de bienveillance, accueillant, laissant une place aux ressentis, respectant le rythme de travail choisi par le groupe a été crucial. En respectant ce principe, le rôle des professionnels devient celui d'accompagnateurs et de fertilisateurs de réflexion, se départant d'une posture professorale. Il s'agit ici de mettre en confiance, d'instaurer un contexte propice à l'échange, à l'apprentissage, de valoriser les atouts, les expériences de chacun.

Parallèlement à la création de l'outil à proprement parler, il a fallu que le groupe renforce certaines ressources psychosociales pour qu'il puisse interagir avec les personnes qui prendraient part au jeu. Grâce à cette approche participative et à des exercices de mises en situation organisés dans un cadre sécurisant, le groupe s'est, petit à petit, senti plus à l'aise pour s'exprimer, pour gérer certaines émotions négatives, pour acquérir de l'autonomie... Cela s'est vérifié à travers la mise en pratique de compétences – qui, au départ, n'étaient pas évidentes pour tous – telles que communiquer une consigne, relater une expérience, écouter une question provenant d'une assemblée et y répondre, ou se partager des rôles et responsabilités.

Un jeu édité, objet de fierté et facteur de confiance en soi

À l'automne 2016, grâce à l'apport des moyens de production de Cultures & Santé (écriture, graphisme, relecture), et du financement du ministère de la Culture et de l'Éducation permanente, 60 exemplaires des *Messageurs de l'alpha*² sortaient de l'imprimerie.

² Disponible en téléchargement sur le site de Cultures&Santé (www.cultures-sante.be/nos-outils/outils-education-permanente/item/416-kit-les-messageurs-de-l-alpha.html) et sur demande (sous conditions) auprès de l'asbl.

Quelques semaines plus tard, le groupe présentait le jeu et invitait différents publics à l'expérimenter : membres du Conseil communal des enfants de Fosses-la-Ville, professionnels de l'éducation au Salon de l'éducation à Charleroi, militants de l'Université populaire d'ATD Quart Monde, pairs et formateurs, lors de divers moments de découverte ou de formations. Le groupe a également eu l'occasion de le présenter à Berne, en octobre 2016, lors d'un colloque organisé par Lire et Écrire Suisse.

C'est certain, il y a eu des moments de découragement et d'impatience lors de cette longue aventure. Mais la détermination du groupe et l'esprit d'entraide ont permis de maintenir le cap, comme le dit très bien Michel : « *Le soutien du groupe et l'écoute des autres ont été importants. On avait un objectif et on a activé notre courage, notre volonté. C'était lent mais on était déterminé pour avancer.* »³ À la sortie du jeu, le groupe exprime beaucoup de fierté. Les participants se disent étonnés d'avoir contribué à un résultat d'une telle qualité. « *Lorsque le jeu a été fini, j'ai tout de suite eu envie de le montrer à ma famille. J'ai eu la fierté de le présenter à mon fils et à ma belle-fille. Cela me donne la force pour continuer.* » (Josiane). Parallèlement à ce sentiment de fierté, les membres du groupe ont également gagné en confiance. Ils ont plus de facilité à parler d'eux-mêmes et moins de gêne à évoquer leur situation. Ils « osent plus », notamment grâce au jeu qui se révèle un médiateur pour communiquer et leur donne plus d'assurance dans leurs activités de sensibilisation. Sadik nous dit qu'il a désormais « moins mal au cœur » d'évoquer son passé : « *J'ai plus confiance pour parler de ma vie. Je ne suis plus gêné de le dire, j'ose plus.* » Il y a donc une forme d'émancipation individuelle qui s'est créée à travers cette action collective. Josiane poursuit : « *De manière générale, ça m'a permis de ne pas me sentir comme une victime. Depuis le jeu, beaucoup de choses m'ont débloquée. [...] En ce moment, il y a comme un déclic dans ma tête. Je me dis : 'Ne reste pas renfermée, va vers les gens.'* »

³ Les paroles des membres du groupe *Y'a pas d'âge* ont été recueillies en juin 2017 afin de réaliser une évaluation du processus mené. Un rapport a été édité et peut être consulté sur le site de Cultures&Santé (www.cultures-sante.be/nos-outils/outils-promotion-sante/item/479-rapport-d-evaluation-y-a-pas-d-age.html).



Le but du jeu : créer collectivement des messages à partir de mots-clés qui se révèlent progressivement après le franchissement de plusieurs étapes (écoute de témoignages, quiz en lien avec l'analphabétisme, défis à relever...).



Présentation des « Messagers de l'alpha » à Berne, lors du colloque organisé par Lire et Écrire Suisse en octobre 2016.

Vers une émancipation collective

Mais au-delà de cette dimension individuelle, le changement que nous pouvons souligner relève du rôle que les membres du groupe jouent désormais dans la société. Si le jeu *Les messagers de l'alpha* représente un engagement vis-à-vis d'eux-mêmes (individuellement et en tant que groupe), il symbolise surtout un engagement pour les autres et les générations futures. En effet, cet outil traduit l'importance de témoigner des situations d'injustice qui persistent dans notre pays et invite d'autres apprenants à le faire également. Cette idée de partage et de transmission revient d'ailleurs dans les mots de Christine : « *On a ce rôle, en tant que groupe, de proposer un jeu qui permet de faire passer des messages et de laisser une trace. C'est pour ça qu'on apprend à d'autres apprenants ce qu'on fait. On a un rôle de transmission, en quelque sorte. L'outil doit vivre, être présenté à des formateurs.* » Ou dans ceux de Michel : « *On a un rôle de raconter aux enfants ce qu'on vit dans la société.* »

La réduction de l'analphabétisme exige l'activation de leviers politiques qui permettront d'enrayer les mécanismes qui amènent des adultes à ne pas savoir lire et écrire : la pauvreté, les disparités entre les écoles, l'accès inégalitaire aux ressources culturelles... Une prise de conscience de la part des citoyens de ces réalités et ce, dès le plus jeune âge, est nécessaire. Et le groupe Y'a pas d'âge l'a très bien compris. Mu par des valeurs de solidarité, il endosse clairement ce rôle d'éveilleur de consciences. Il n'est désormais plus réduit à l'étiquette de collectif d'anciens analphabètes caractérisés par certains manques. Doté d'atouts liés aux expériences vécues et conscient qu'il n'est pas seul à livrer ce combat, il se révèle contributeur de changement. Cependant, la route est encore longue dans une Belgique qui n'échappe pas au courant individualiste, à la responsabilisation exclusivement individuelle des situations de vie.

À travers ces quelques lignes qui relatent l'expérience de création du jeu *Les messagers de l'alpha* et les principes qui l'ont guidée, nous voulions surtout montrer l'importance de soutenir les dynamiques collectives qui créent du pouvoir de dire et d'agir, non seulement pour que les personnes qui y sont engagées se sentent mieux dans le contexte dans lequel elles vivent mais aussi pour le faire évoluer. Laissons à Michel la phrase de conclusion : « *Ce qui me fait du bien... c'est de témoigner d'une cause juste. Ce qui est une bonne raison pour aller vers l'autre.* »

Laurence D'HOND, Jérôme LEGROS et Denis MANNAERTS
Cultures&Santé
Geneviève GODENNE et Anne-Françoise POLLÉ
Lire et Écrire Namur

L'expérience du maillon de l'Anjou

Participation, engagement, émancipation ou prise de pouvoir ?

Nous, ambassadeurs et accompagnatrices du maillon de l'Anjou, anciens apprenants et formatrices, défendons le droit d'apprendre tout au long de la vie. Depuis le début des années 2000, nous nous réunissons, répondant d'abord à l'invitation d'Anne Vinérier pour travailler ensemble dans le cadre d'une recherche-action-formation autour de l'illettrisme. Par la suite, nous avons décidé de prendre collectivement la parole pour combattre l'illettrisme. Depuis, onze autres maillons se sont créés, dont un en Belgique, pour former la Chaîne des Savoirs. Comment nous sommes-nous engagés dans ce combat ? Comment il résonne pour soi et pour les autres ? Qu'est-ce que cette participation change pour nous, chez les autres et dans la société ?

Par Françoise BOSSÉ, Betty DEZALAIS et Séverine HUCHIN
Avec la participation de Julie BOUCHER, Gérard BOUCHET,
François BRIZAY, Yvette CLAUSSE et Christophe DOISNEAU

Comment pouvions-nous rédiger cet article autrement qu'en réfléchissant ensemble à ces processus mis en place de façon intuitive pour agir et atteindre nos objectifs ? Il nous fallait être aidés pour les faire émerger et devenir capables de vous les présenter. C'est ainsi que nous avons fait appel à Betty et Séverine, facilitatrices de démarches participatives. Elles nous ont accompagnés dans l'expression de nos points de vue par des jeux d'écriture, d'écoute, de questions/réponses.

Avons-nous écrit ensemble ? Non, il nous aurait fallu plus de temps. Nous nous sommes réunis pendant deux jours. Et, en ateliers d'écriture filmés et enregistrés, nous – Christophe, François¹, Françoise, Gérard, Julie et Yvette (quatre ambassadeurs² et deux accompagnatrices) – avons essayé de prendre conscience des processus mis en place dans notre maillon.

Si le maillon de l'Anjou était un animal, il serait ?

« Un papillon. C'est lui qui m'a donné la force de tirer en moi-même. Avant d'être un papillon, il a été un cocon. Le papillon est sorti, ça lui a permis de dévoiler beaucoup de choses. Pour moi, ça dépend pour chacun, ça m'a permis de m'envoler, même plus loin et d'aller encore plus loin. » (François)

« Ça serait plutôt un caméléon. Il y en a qui se cachent. Il peut changer de couleur, il triche, c'est un animal qui triche, qui se cache mais aussi qui se montre. Le caméléon, c'est un peu comme nous avec notre armure qu'on avait avant. » (Gérard)

« L'éléphant. Quand on est éléphanteau, on est vulnérable. Quand on grandit, on prend de la force. C'est comme le maillon, plus on est nombreux, plus on prend de la force pour témoigner et tout ça. L'éléphant, plus il grandit, plus il prend de la force pour défoncer des arbres. » (Christophe)

« Moi, j'aimerais bien le cheval, parce que le cheval, tu le guides pour commencer... mais il peut emmener une charge derrière lui. » (Yvette)

1 François est toujours membre du maillon de l'Anjou mais il a participé, là où il vit actuellement, à la création d'un nouveau lieu de formation, association qui a été reconnue maillon Loire-Estuaire par la Chaîne des Savoirs lors de son assemblée générale de 2017.

2 Dans la Chaîne des Savoirs, un ambassadeur est une personne étant ou ayant été en situation d'illettrisme et engagée pour défendre le droit de réapprendre partout, pour tous, tout au long de la vie.

« *Un dromadaire. Il est résistant, il peut rester longtemps sans boire par exemple. Il peut être seul mais souvent en caravane, portant les charges de façon complémentaire.* » (Françoise)

Si le maillon était une chanson, ce serait :

« *Une comptine comme 'une souris verte' qu'on apprend aux enfants. Puis ils grandissent et l'apprennent à nouveau à leurs enfants.* » (Christophe)

« *La chanson 'elle court, elle court, la maladie d'amour', la maladie d'amour d'écrire. C'est l'amour des mots, l'amour d'écrire.* » (Gérard)

« *Une chanson que l'on chante en canon : parfois, cela fait cacophonie mais il y a pourtant une mélodie.* » (Françoise)

Si le maillon était une recette de cuisine :

« *Ce serait un pot-au-feu, parce qu'on peut toujours rajouter des ingrédients.* » (Yvette)

« *Ce serait un 'gloubiboulga'. Ce plat que l'on fait à partir des différents ingrédients que l'on a dans le réfrigérateur !* » (Françoise)³

Ensuite, à trois têtes et six mains (Betty, Françoise et Séverine), nous avons essayé de faire émerger l'essence de la richesse de deux jours d'exploration et de porter ce « nous » dans la rédaction de cet article. Des images sont nées, chargées de sens. Nous vous les partageons.

« Avant d'être un papillon, il a été cocon. »

Pour commencer, il y a « moi », la personne qui devient apprenant. Je suis acteur et je décide d'apprendre. Je pose cet acte de prise de pouvoir sur ma vie. Pour cela, j'ai besoin d'une reconnaissance de ce que je suis, riche de mes expériences et des savoirs acquis. Si je ne les affirme pas moi-même comme savoirs d'expériences, les voir reconnus par un tiers me permet peu à peu d'accéder à de nouvelles connaissances. Engagé dans ce processus

³ Voir la vidéo « Si le maillon était » où Françoise explique pourquoi elle a choisi le dromadaire et le gloubiboulga comme images du maillon (en ligne : www.lire-et-ecrire.be/ja210).

d'apprentissage, j'ai franchi une porte et je peux aller à la rencontre des autres, peu à peu. Dans ces interactions, je constate qu'on a des histoires communes, des injustices semblables.

Nos combats individuels, en les partageant, nous entraînent dans un mouvement de colère collectif qui va peu à peu devenir une force pour agir. À nous tous, nous allons pouvoir rendre compte des injustices qui nous ont été faites et des questions de société qu'elles soulèvent.

« Parce que le cheval, tu le guides pour commencer... mais il peut emmener une charge derrière lui. »

Nos expériences communes résonnent : « *Il faut que ça cesse !* ». Nous ne voulons plus que d'autres soient confrontés à l'illettrisme. Avec le cumul des témoignages, notre parole devient volonté d'agir. Ce « nous », ce sont tous ces enfants qui, aujourd'hui, sortent de l'école sans bien savoir lire et écrire mais aussi ces nombreux adultes qui, en France, éprouvent des difficultés avec les savoirs fondamentaux.

Ce sont les premiers échos à nos témoignages, les regards qui changent, qui nous donnent la force et font tomber la honte d'être enfermé sur soi. Puis les premiers constats : « *Dès qu'on prenait la parole à un endroit, on faisait un petit maillon.* »

Il nous a fallu du temps, de l'écoute, de la confiance, se retrouver en réunion où chacun a la parole, est accepté comme il est, et surtout, mettre ensemble nos énergies pour mener des projets : articles, tables rondes, théâtre, films, projections, lectures...

En 2014-2015, nous avons par exemple coréalisé un documentaire, *Tourner la page*⁴. Non seulement nous avons créé les messages du film mais nous avons aussi appris à les écrire dans la forme qui convenait à un documentaire, appris à les mettre en images et en sons. Nous avons participé au montage. Aujourd'hui, les projections de ce film sont de nouvelles formes d'action pour interpeler et faire changer les regards. « *On en a fait du chemin !* ».

4 www.chainedessavoirs.org/sensibilisation/bande-annonce-du-film-tourner-la-page



Gérard commentant les différentes projections du film « Tourner la page » : ce qui a été réalisé et ce que nous envisageons comme nouvelles projections.

Nous avons d'abord eu envie d'agir sur notre environnement proche : famille, entreprise, école des enfants... Puis, nous avons observé que, quand ça bouge en nous, ça bouge aussi dans les sphères familiales, amicales. Cela nous entraîne à questionner les rapports à l'intérieur de nos familles et, pour certains, nos engagements : parents d'élèves, vie associative, etc.

Ensuite, vient le temps de l'engagement plus loin que soi. On a vu ce que lire et écrire nous permet et nous voulons que d'autres puissent aussi apprendre, quelle qu'en soit la raison.

Partir du « je » pour aller vers un « nous ».

Du « je » au « nous »

« Des témoignages qui font beaucoup d'effets du fait qu'on s'associe. »

« À chaque fois qu'on allait quelque part, on faisait des petits. »

« On est un peu parti à l'aventure. »

(Phrases tirées d'un atelier sur le thème : qu'est-ce qui fait qu'on s'associe ?)

« L'éléphant, plus il grandit, plus il prend de la force pour défoncer les arbres. C'est comme le maillon. »

Nous avons des échanges avec celles et ceux qui, ici ou ailleurs, ont des points communs avec nous. La confrontation de nos expériences permet d'élargir nos angles de vue et nous incite à agir, à faire ensemble. Nous trouvons la force d'interpeler la société au niveau local.

Peu à peu, ce « nous » s'élargit à d'autres maillons, à d'autres réseaux, puis à tous ceux dans le monde qui sont exclus de l'accès aux savoirs de base. C'est ainsi que nous nous sommes engagés dans des alliances avec les Réseaux d'Échanges Réciproques de Savoirs et avec ATD Quart Monde dans le cadre du Réseau Participation, Croisement des Savoirs et des Pratiques. Ces alliances nous ont permis de nous impliquer dans des mouvements plus larges pour ensemble changer et transformer la société.

Changer le cadre des formations d'adultes en accordant aux apprenants un rôle d'acteur essentiel, c'est ce qui nous motivait pour partir à Belém au Brésil en 2009 où nous avons participé à la 6^e Conférence Internationale de l'UNESCO sur l'Éducation des adultes (CONFINTEA VI), du 1^{er} au 4 décembre⁵. Dans l'atelier du 3 décembre, Gérard a pris la parole sur la sensation de réussite que l'on découvre en étant ambassadeur à la Chaîne des Savoirs, Stéphane a interpellé les chefs d'entreprise pour qu'ils changent leur regard sur les personnes en difficulté avec les savoirs de base, et François a témoigné sur le risque que prend un adulte en allant réapprendre⁶.

Ensemble, nous sommes entrés dans une spirale qui nous fait devenir de plus en plus acteurs et conscients des enjeux. Individuellement comme collectivement, nous prenons conscience de notre prise de pouvoir sur des enjeux politiques. Mais quelle force nouvelle lorsque cela résonne aussi pour ceux qui entendent et qui osent exprimer en retour les effets de la prise de parole des ambassadeurs ! Si bien que là où on ne nous donne pas de place, nous continuons à agir ; là où nous ne réussissons pas à projeter le film *Tourner la page*, nous continuons notre travail de sensibilisation, comme des lanceurs d'alerte !

Cet effet résonance a une visée politique parce que nous avons conscience que les choses doivent changer.

⁵ Voir : Anne VINÉRIER, *Les temps forts de Confinitea VI*, in *Journal de l'alpha*, n°175, septembre 2010, pp. 73-81 (www.lire-et-ecrire.be/ja175) ; François BRIZAY, Gérard BOUCHET, Stéphane GUINEHUT et François BOSSÉ, *La voix des apprenants français*, *ibid.*, pp. 104-106.

⁶ Voir la vidéo tournée à Belém où François invite les élus à prendre à leur tour des risques et celle où un participant canadien explique pourquoi le témoignage de François lui semble à ce point essentiel qu'il aurait dû pouvoir être entendu dès l'ouverture de la conférence (en ligne : www.lire-et-ecrire.be/ja210).

Une spirale des prises de pouvoirs

Un schéma s'est imposé à nous lors de la réécoute et de la relecture des notes et transcriptions des deux jours d'ateliers d'écriture : une spirale représentant les mouvements engagés au sein du maillon. Ce sont les résonances, les interactions et le dynamisme engendré qui nous transforment, nous ambassadeurs, accompagnatrices et la société.



J'agis au quotidien et sollicite « les plus hauts ». Analyse et mise en lumière des freins et décisions d'actions pour être entendus.

Agir sur la société – on élargit le réseau, on converge avec ceux plus éloignés de nos préoccupations. Le poids du nombre, pouvoir de changer, de transformer, pouvoir sur la société.

Se mettre en réseau – faire alliance avec ses pairs. On développe un réseau, d'un maillon à une Chaîne des Savoirs. On développe des outils de prise de paroles collectives (film, biographie...).

Le maillon – l'unon fait la force. On acquiert un pouvoir collectif. « Nous auteurs » parce que nous avons créé une parole collective. On exige que la société nous laisse de la place : plus seulement « prendre la parole » mais aussi « être entendus ».

Reconnaitre les injustices, conscience des inégalités – reconnaissance qui permet la confiance et qui permet de renaître.

Moi acteur – pouvoir sur sa vie, perception différente de soi et de son environnement.

« Le maillon, c'est une chanson que l'on chante en canon : parfois, cela fait cacophonie mais il y a pourtant une mélodie. »

Ensemble, nous avons regardé comment tout cela est rendu possible, quels en sont les ingrédients, quelles places, quels rôles sont pris par chacun : ambassadeurs, accompagnatrices ? Quelles alliances ?

Il resterait à approfondir la posture de l'accompagnant. Ce qui est apparu très vite, c'est que lui aussi prend des risques ! Les ambassadeurs, en prenant la place qu'ils revendiquent, prennent des initiatives comme ce jour où Yvette a sollicité un journaliste pour parler des 40 ans du mot illettrisme. C'est donc dans un nouveau travail de collaboration ambassadeurs-accompagnateurs qu'il conviendrait de se lancer pour présenter la posture de l'accompagnateur dans un tel processus.

Voici quelques points forts qui nous semblent se dégager de l'histoire du maillon :

- Partir de ce que chacun sait, du désir

Dans l'organisme de formation dans lequel nous avons appris, nous qui sommes les ambassadeurs du maillon de l'Anjou, des principes pédagogiques ont été écrits, principes que l'on retrouve aujourd'hui dans la charte de la Chaîne des Savoirs. Ainsi, c'est la personne elle-même qui choisit l'objectif de sa formation. Et le formateur reconnaît les savoirs de cette personne préalablement à toute démarche de formation. Ensemble, elles définiront les modalités – contenu, rythme, supports... – de la formation. Il est donc essentiel de toujours se préoccuper de savoir ce qui fait sens pour chacun.

- Les émotions et le vécu comme moteur de sens et d'actions

Ce rôle d'apprenant-acteur est ancré en chacun des ambassadeurs. Ainsi, les temps de réunion du maillon s'appuient à leur tour sur ce rôle essentiel que peut jouer chacun, chacune. La réunion commence donc par un tour de table pendant lequel nous partageons nos expériences vécues entre deux réunions, nos points de vue, nous faisons émerger les regards individuels pour les faire devenir parole collective. Nous apprenons à nous écouter, à nous connaître, sans jugement, avec bienveillance et un respect inconditionnel. Nous permettons à chaque personne d'aller au bout de ses idées. Parfois, « *on est ému, bloqué mais les autres écoutent, attendent, laissent le temps...* ». L'émotion, parce qu'elle est partagée, sert à construire quelque chose. Parfois la colère devient force et mise en mouvement.

L'illettrisme est toujours d'actualité

Les ambassadeurs de la chaîne des savoirs ont leur mot à dire

C'est le père Joseph Wresinski qui est à l'origine du mot illettrisme(1). Cela fait 40 ans que ce mot existe. Il est toujours d'actualité et pas prêt de disparaître selon les ambassadeurs de la chaîne des savoirs.

«En 40 ans qu'est-ce qui s'est passé? On a raté le coche et on n'a pas beaucoup progressé. L'illettrisme n'est pas prêt de disparaître du vocabulaire.», Yvette, Françoise et les autres ambassadeurs de la chaîne des savoirs sont très pessimistes. Mais ils ne baissent pas les bras. Ils expliquent pourquoi...

Le 17 novembre 1977, les ambassadeurs du Haut-Anjou étaient présents au vingtième anniversaire du Mouvement ATD Quart Monde. Le père Joseph Wresinski, président du Mouvement, avait pris la parole au Palais de la Mutualité à Paris. Il avait interpellé l'État sur sa mission de destruction radicale de la misère. Puis aux militants et délégués du Quart Monde, il avait fixé un objectif ambitieux mais pas irréalisable à ses yeux. «Notre objectif doit être, pour les dix ans à venir, qu'il n'y ait plus d'illettrés parmi nous, qu'aucun enfant non seulement ne manque de l'école mais qu'aucun n'y échoue.» Quarante ans après, le père



Les ambassadeurs du Segréen commenceront à rédiger leur livre début décembre à Candé.

Joseph Wresinski n'est plus parmi nous. Il est parti sans voir son vœu se réaliser. Depuis, d'autres militants ont repris le flambeau pour combattre la misère. Dans ce terreau toujours trop fertile des plus défavorisés a germé d'autres maillons. On les appelle les ambassadeurs de la chaîne des savoirs. Le premier maillon a vu le jour l'année 2002 à Segré avec une douzaine de membres. Quinze ans après, il existe

douze maillons, dont un en Belgique.

«Une dizaine à nous lever...»

«Nous étions une dizaine à nous lever pour prendre la parole et dire que l'illettrisme est toujours présent en France.» Yvette, Françoise, Jean-Claude, Christian et Sébastien ont beaucoup voyagé pour témoigner. Ils ont également participé à la réalisation d'un film documentaire sur l'illettrisme. En septembre 2016, leur court métrage «Tourner la page» réalisé avec le collectif angevin Platok a été mis à l'honneur à Rennes par la Fondation de France. Yvette, qui a été en situation d'illettrisme, intervient également à l'association Envol à Segré en tant que représentante active des apprenants. Là encore, elle est un maillon fort ! Avec les autres maillons, elle repart sur un nouveau projet. «Après le film, la Fondation

de France nous a encouragés à continuer. L'idée est de faire un livre à partir des témoignages de tous les maillons de la chaîne des savoirs. La Fondation nous aide financièrement», résume Françoise Bossé, l'accompagnatrice des ambassadeurs. Le projet est programmé sur trois ans avec trois étapes comprenant rédaction des textes, réalisation du recueil d'environ 30 pages et sortie du livre en 2019.

D'ici là, des rencontres auront lieu chez les uns et les autres pour continuer de parler d'illettrisme, d'écrire encore et toujours. Pour qu'au bout du compte le grand public change de regard mais pas de trottoir face au handicap.

Yannick Gohier

(1) Avant l'illettrisme, le mot le plus souvent utilisé pour qualifier les personnes qui ne savent ni lire ni écrire était analphabète.

L'illettrisme en chiffres

Selon l'agence nationale de lutte contre l'illettrisme, 7 % de la population adulte, âgée de 18 à 65 ans, ayant été scolarisée en France, est en situation d'illettrisme, soit 2,5 millions de personnes en métropole. La moitié a plus de 45 ans et plus de la moitié exerce une activité professionnelle. La lutte contre l'illettrisme touche donc de très près le monde du travail, de l'entreprise. 71 % d'entre elles parlaient uniquement le français à la maison à l'âge de 5 ans. La moitié des personnes concernées en situation d'illettrisme vivent dans des zones rurales ou faiblement peuplées, ce qui signifie que la politique doit s'organiser sur tout le territoire. 10 % vivent dans les zones urbaines sensibles.

- Laisser l'espace et le temps de l'expression des échos

Après la prise en compte de chacun-e par le partage d'expériences et, ce faisant, la prise de conscience de ce qui nous est commun, nous sortons de l'entre-nous pour entrevoir et réaliser des actions. Chacune des interventions, des projections se termine par une invitation à laisser une trace : des enfants dessineront, des adultes écriront dans notre « livre d'or ». Ces écrits donnent ensuite à réfléchir en maillon et parfois à rebondir, d'où cette image de spirale que nous aimerions dynamique.

- Réfléchir ensemble au sens de nos actions

Dans le cadre des projections du film *Tourner la page*, nous prenons le temps avant d'agir. Ces projections ne peuvent pas se dérouler n'importe où, n'importe comment car il convient de s'assurer que des formations adaptées existent ou peuvent se mettre en place à l'issue de l'action menée ! Nous prenons le temps d'analyser les choses après les avoir faites. Cela nous permet à la fois de regarder notre histoire mais aussi de l'accepter et, pour les personnes encore écartées des lieux de formation de base, de leur permettre de trouver les conditions d'une formation adaptée.

« Si ces deux jours de réflexion étaient un objet, ce serait un drone ou bien un miroir. »

Par l'action de réflexion, d'analyse réalisée tous ensemble, aidés par des personnes extérieures pour faire ce pas de côté, nous prenons aussi de la hauteur et, par ce jeu de miroir, nous nous voyons autrement, nous ne sommes plus les mêmes. « Je » est devenu un moi multiple, enrichi par l'implication de mon collectif dans un réseau. Et de ma place d'individu, je m'implique également dans les autres sphères auxquelles j'appartiens : groupe de parents d'élève, club sportif, collectif citoyen... Là où je suis, je fais bouger les lignes.

Vivre ce processus avec le maillon, cela représente beaucoup de temps pour parcourir ce chemin, mais ce temps nous a permis de devenir plus sereins.

Nous avons aussi développé des compétences pour savoir observer, analyser et se positionner face aux injustices et aux incohérences. Nous sommes moins soumis aux influences, nous réussissons à nous positionner pour nous exprimer. Face aux humiliations, nous réagissons.

Nous avons acquis des compétences pour lire aisément tous nos comptes rendus. Certains parmi nous ont aussi développé leurs capacités à prendre des notes.

Et vous, êtes-vous prêts à questionner les pouvoirs et faire bouger les lignes ?

Vous, apprenants et apprenantes, êtes-vous prêt-e-s à prendre du pouvoir sur vous-même et dans la société ? Vous, accompagnateurs et accompagnatrices, êtes-vous prêt-e-s à faire confiance et partager le pouvoir, à prendre le temps nécessaire et solliciter l'intelligence de chacune et de chacun ?

Nous vous souhaitons de belles expériences collectives vers la défense de vos droits, de nos droits !

Françoise BOSSÉ

accompagnatrice bénévole du maillon de l'Anjou

Betty DÉZALAIS

Parcours-Par et Pour les acteurs de la cité

et Séverine HUCHIN

Mμ-Les ressources en soi

facilitatrices de démarches participatives

Avec la participation de Gérard BOUCHET, François BRIZAY, Yvette

CLAUSSE, Christophe DOISNEAU

ambassadeurs

et de Julie BOUCHER

accompagnatrice bénévole

Maillon de l'Anjou, Chaîne des Savoirs (France)

À propos de la recherche-action-formation évoquée en début d'article, lire : Anne VINÉRIER, **Dire-lire-écrire des moments de son expérience au sein d'une formation-recherche-action**, in *Journal de l'alpha*, n°166, novembre 2008, pp. 69-76 (www.lire-et-ecrire.be/ja166)

Campagnes de sensibilisation : pourquoi Rosa ne parle pas en « je » mais résonne en « nous »...

Le personnage de Rosa, fil rouge de nos campagnes de sensibilisation 2015-2016, est à la fois l'incarnation de la réalité, puis du rêve et d'une prise de conscience des apprenants des différentes régionales de Lire et Écrire. Façonnée à partir de leurs témoignages, cette jeune femme illettrée aux prises avec le cynisme des politiques d'activation a été très vite reconnue par les apprenants comme « l'une des leurs ». En lui donnant vie, puis en lui autorisant le droit d'avoir un projet et d'émettre des demandes auprès d'un ministre, les apprenants sont passés d'un sentiment de fatalisme à une volonté d'action et de mobilisation.

Récit de cette aventure à travers le prisme du travail mené au sein des groupes de Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage.

Par Cécilia LOCMANT et Bénédicte MENGEOT

La naissance de Rosa

En 2015, dans le film d'animation qui va servir de fil rouge à la campagne de Lire et Écrire, on ne voit qu'elle : Rosa. Rosa, c'est une jeune femme en difficulté de lecture et d'écriture qui vient de perdre son travail et s'inscrit comme demandeuse d'emploi à l'Office régional de l'emploi. Obligée de « s'activer » sur un marché du travail quasi désertique, elle doit se battre ou se soumettre à des consignes absurdes entraînant des va-et-vient et des incohérences dans son parcours de réinsertion. Une voix off (celle de l'acteur Éric de Staercke) nous détaille de manière presque chirurgicale les étapes de ce parcours du combattant. Et à l'image, Rosa, en perpétuel mouvement, renvoyée d'un service à l'autre, traversant l'écran en tous sens, nous donne à voir, si nous en doutions encore, l'inhumanité du système auquel elle est confrontée.

– PREMIER SEMESTRE 2015 –

À l'origine de cette action, des constats toujours plus inquiétants qui ont poussé Lire et Écrire à ne plus centrer uniquement ses campagnes sur le droit à l'alphabétisation mais à élargir son propos à des réalités socioéconomiques plus larges, dont les politiques d'activation.¹ Que constate-t-on à l'accueil, dans les lieux de formation, lors des échanges avec les apprenants ? Que ces politiques d'activation ont des retombées très préoccupantes sur les conditions de vie des publics les plus fragilisés, dont les personnes analphabètes.

Pour dénoncer cette réalité vécue par des personnes en difficulté de lecture et d'écriture, le Groupe de travail en charge de la réalisation de la campagne de Lire et Écrire – qui rassemble des responsables de sensibilisation de ses différents régionales (GT campagne) – s'est tourné vers les personnes qui vivaient au quotidien cette violence pour récolter leurs témoignages. Mené dans l'ensemble des régionales de Lire et Écrire, ce travail de récolte allait ensuite servir à créer le court-métrage dont le personnage principal les incarnerait.

¹ Voir : Cécilia LOCMANT, *Lire et Écrire en campagne contre l'État social actif*, in *Journal de l'alpha*, n°198, novembre-décembre 2013, pp. 93-101 (www.lire-et-ecrire.be/ja198).

À Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage, nous avons recueilli le témoignage d'une ex-apprenante qui a vécu ce type de parcours surréaliste et dont le GT campagne s'est largement inspiré pour construire le personnage de Rosa. Ce témoignage met en exergue le fait que les apprenants sont ramenés à la case départ après un long processus de formation et en éprouvent un sentiment d'amertume plus fort encore puisqu'ils ont « cru » un moment être sur la voie de l'emploi.

Extrait du témoignage :

« En 2012, X. quitte Lire et Écrire pour suivre une formation dans une Entreprise de Formation par le Travail (EFT) à Mons dans le secteur de la boulangerie-pâtisserie. Pendant sa formation, elle apprend que le métier de boulanger-pâtissier est un métier en pénurie. Elle se dit qu'en se formant à ce métier, elle aura peut-être un peu moins de difficulté pour trouver du travail. Elle suit la formation pendant 18 mois. Elle s'épanouit, est ravie de son changement d'orientation, elle s'installe même seule (elle vivait toujours chez ses parents).

Depuis la fin de sa formation en septembre 2014, elle a trouvé très peu d'offres d'emploi demandant un boulanger-pâtissier... Elle se demande donc ce que veut dire « métier en pénurie ». Elle envoie des candidatures spontanées tant dans le domaine de la boulangerie-pâtisserie que dans l'horticulture (dans lequel elle avait travaillé précédemment).

En octobre, elle a un entretien avec un facilitateur de l'ONEm qui lui dit de chercher une autre formation !

En janvier 2015, elle arrive à la fin de son droit aux allocations d'insertion et elle émarge au CPAS. Elle n'envoie plus de candidatures car elle est très découragée. Elle se sent perdue, inutile car elle est toute seule chez elle, sans activité... ».

Une fois ces témoignages rassemblés, la matière brute du scénario en main, le GT campagne a rencontré le réalisateur du film (Atelier Graphoui) qui a écrit la trame du court-métrage, puis a créé les différents personnages qui allaient évoluer autour de Rosa (le conseiller emploi, le contrôleur, le formateur, la voisine, etc.) et Rosa elle-même. Différentes séances de travail ont alors permis de donner le ton juste et d'apporter les derniers rectificatifs pour rendre le film le plus proche possible des réalités de vie des apprenants.

Un film pour le grand public, mais pas seulement

— SEPTEMBRE 2015 —

Ce film, intitulé *Plongée en Absurdie*, a dès le départ été pensé pour être accessible à la fois au grand public mais aussi aux publics alpha. Le 8 septembre 2015, lors de la journée internationale de l'alphabétisation, date de lancement de notre campagne, le film a servi de support à des matinées-soirées débats organisées dans chaque régionale de Lire et Écrire en présence de représentants du monde journalistique, d'associations d'alphabétisation, de CPAS, de mandataires politiques, d'acteurs de formation, des syndicats et des institutions régionales de l'emploi.



Le film « Plongée en Absurdie » ou la dénonciation des impacts négatifs des politiques d'activation.

Ce film a aussi été le point de départ d'une série d'animations menées dans les différentes régionales avec des groupes d'apprenants, condition essentielle pour pouvoir mener avec eux un travail de sensibilisation et de mobilisation. Ce travail d'animation et d'exploitation pédagogique a pris différentes formes.

À Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage, l'implication des apprenants dans la campagne s'est concrétisée de la manière suivante :

Pendant plus de deux mois, un groupe d'apprenants a réfléchi à l'organisation et la mise en place de la journée d'échanges avec les acteurs sociaux (travailleurs de CPAS, FOREm, syndicats, acteurs de formation,...) sur les absurdités qui frappent doublement les personnes en difficulté de lecture et d'écriture.

Le 8 septembre 2015, tous ces acteurs furent conviés. Le décor fut directement planté avec le théâtre du Copion, compagnie de théâtre-action qui a présenté *Sous les chômeières*², un spectacle qui aborde les thématiques du chômage et de la recherche d'emploi.

Les participants ont ensuite été invités à découvrir projets et animations réalisées par les apprenants :

- projet *Phénix*³ : témoignages, points de vues et revendications de personnes en difficultés de lecture et d'écriture à la recherche d'emploi ;
- expo photos *Nouvelle cible* et caricatures avec écrits d'apprenants ;
- animation *Foire aux illusions* avec scénettes, pêche aux canards, jeu des anneaux, jeu de massacre autour de la thématique ;
- projection de la vidéo *Paroles libres* : documentaire présentant des portraits d'apprenants ayant pour devise : « Créer c'est résister. Résister c'est créer. »⁴

La matinée s'est poursuivie par la projection du court métrage *Plongée en Absurdie* qui a débouché sur un travail en sous-groupes (mélangeant apprenants et partenaires) afin de rêver à une société idéale. En fin de réflexion, chaque sous-groupe a produit un calicot et l'a présenté aux autres. Deux représentants syndicaux (CSC et FGTB) étaient présents pour échanger et débattre avec les participants.

De cette journée a découlé une volonté partagée de poursuivre la réflexion.

2 www.theatreducopion.be/spectacles-disponibles/sous-les-chomieres

3 Projet à travers lequel les apprenants ont exprimé l'ensemble des problèmes qu'ils rencontrent pour trouver un travail (en lien avec les pressions liés aux contrats d'activation et le contexte de pénurie d'emplois) et proposé des pistes de solutions. Ce projet s'appelait *Phénix* car, après un arrêt momentané, tel un phénix, les apprenants renaissent de leurs « cendres ».

4 Cette vidéo peut être visionnée sur le site Vimeo (<https://vimeo.com/138724753>). Voir aussi l'article qui en raconte le processus de création : Caterina MORABITO, « *Paroles libres* ». Réalisation d'un documentaire avec pour devise : « Créer c'est résister. Résister c'est créer. », in *Journal de l'alpha*, n°200, 1^{er} trimestre 2016, pp. 27-35 (www.lire-et-ecrire.be/ja200).



Le chant d'appel

Chers citoyens,

Il est plus que temps de se battre contre ce que la politique nous met sur le dos!

Je cite :

Promesses non tenues, création d'emploi : néant; chasse aux travailleurs sans emploi, sanctions abusives : que deviennent ces exclus?

Que les richesses soient redistribuées, que ceux qui ont fait des trous dans les caisses les rebouchent eux-mêmes!

Nous, les travailleurs avec ou sans emploi, nous ne sommes pas des fossyeurs!

Fini, les exploiters de la classe ouvrière, l'esclavage est aboli depuis longtemps, battons-nous, comme l'ont fait nos grands-parents, et parents! Soyons solidaires, ne cédon pas! Manifestons! Revendiquons!

Texte de Monique Demaret

Projet « Phénix » : illustrations des 1^{re} et 4^e de couverture du document réalisé avec les apprenants.



SIGNER UN CONTRAT D'ACTIVATION

- = PERDRE SON TEMPS À CHERCHER UN TRAVAIL INTROUVABLE
- = ACCEPTER DE SE FAIRE RABAISSE
- = SE CULPABILISER

Expo photos « La chasse est ouverte, nous sommes la nouvelle cible ».

« Rosa, c'est nous »

— SECOND SEMESTRE 2015 —

À l'issue de ces projections et animations, les apprenants se sont dits satisfaits et entendus. Oui, « Rosa, c'était bien eux ! ». Pourtant, même si nous avons réussi à mettre en mots et en images ce qu'ils vivaient, la plupart semblaient avoir intégré la situation décrite dans le court-métrage comme une normalité. Ce qui, à nos yeux, était très inquiétant et nécessitait d'approfondir ce travail d'éducation permanente. La campagne de 2016 allait s'y atteler en sondant avec les apprenants ce que serait cette fois non pas un parcours chaotique, mais un parcours respectueux des bénéficiaires.

De nouveau, l'idée d'un film a surgi, un film qui reprendrait le même scénario mais en présentant Rosa sous l'angle de ses compétences et de ses savoirs. En imaginant autour d'elle des interlocuteurs sociaux compréhensifs, un réseau d'aide efficace, l'idée était d'identifier les caractéristiques d'un accompagnement spécifique. Bref, de montrer qu'un bon accompagnement, c'est possible !

Par ailleurs et toujours aussi inquiétant, le contexte politique nous donnait toutes les raisons de poursuivre nos campagnes sur le thème de l'État social actif. L'actualité nous confirmait, notamment avec l'élargissement du PIIS (Projet Individualisé d'Intégration Sociale) à toutes les personnes bénéficiaires du revenu d'intégration⁵, les mesures toujours plus restrictives en matière d'allocations de chômage et les parcours d'accueil obligatoires pour les primoarrivants, que les mesures d'activation s'intensifiaient, touchaient durement notre public et, avec le PIIS, rendaient les aides sociales de plus en plus conditionnelles au point de faire voler en éclat le dernier filet de la protection sociale.

Imaginer l'utopie, pas si facile à faire

— PREMIER SEMESTRE 2016 —

L'implication des apprenants dans l'analyse de la situation que nous voulions mettre en scène via la campagne de 2016 nous semblait, de la même manière que lors de la campagne précédente, une condition indispensable pour construire un scénario réaliste. Après avoir décidé de retravailler avec le réalisateur de l'Atelier Graphoui, nous avons conçu un canevas d'animation, première étape d'une démarche d'appropriation de la campagne par les groupes en formation de Lire et Écrire. Nous avons également sondé quelques intervenants de première ligne chargés de l'accueil pour récolter leur vision de ce qu'ils estimaient être un bon accueil et/ou des conditions à mettre en place pour qu'il le devienne.

⁵ Voir : Magali JOSEPH, *Le PIIS en question(s)*, Lire et Écrire Bruxelles, avril 2017, www.lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/le_piis_en_question_s_.pdf

À Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage, une fois le contexte posé, le canevas d'animation a été utilisé dans les groupes d'apprenants afin de recueillir leur vécu sur les difficultés rencontrées lors de rendez-vous avec des institutions sociales. Ils ont ensuite imaginé des solutions et des facteurs favorisant le bon accompagnement tant à leur niveau qu'à celui de la structure d'accueil.

Voici deux textes issus des réflexions conçues par les apprenants :

Pour avoir un bon accompagnement, il faut une manière d'être...

Pour être bien reçu dans un bureau, il faut de la politesse.

Les gens ont peur de se renseigner parce qu'ils ont peur de la moquerie.

Pour être en confiance, ils ont besoin de : respect, gentillesse, confiance et confidentialité.

Le conseiller doit prendre le temps d'expliquer calmement, de répéter pour être sûr que les personnes ont bien compris.

Il doit être patient et avoir une attitude posée.

Il ne doit pas faire de remarques déplacées.

Il doit faire preuve de tact et d'empathie.

Il rédige une synthèse de l'entretien.

Il doit être capable de diriger la personne selon ses besoins au bon endroit.

Pour avoir un bon accompagnement, il faut une communication adéquate (contenu et forme)...

Il faut être ouvert et échanger nos informations entre nous.

Il faut mobiliser, sensibiliser toutes les structures adéquates.

Nous espérons que les explications reçues seront bonnes et positives.

Il faut essayer de sensibiliser notre entourage.

Il faut que les structures prennent le temps et les moyens pour tester les personnes dans le besoin et donc les orienter dans les services adéquats.

Il faut mettre les moyens pour suivre la personne qui est dans le besoin.

Parallèlement, deux structures partenaires nous ont fait part de leur vision du bon accompagnement : l'IFAPME et l'EFT Au Four et Au Moulin qui mettent en place des stratégies afin d'améliorer l'accès à leurs formations,

que ce soit au niveau de leur équipe, des groupes, et/ou en termes de partenariats, notamment avec Lire et Écrire.

Ces partenaires soulignent qu'il est important :

- de ne pas perdre de vue qu'il s'agit d'un processus évolutif, notamment en fonction des politiques mises en place, et qu'il faut s'adapter selon les besoins ;
- de continuer à travailler en partenariat ;
- de prendre l'apprenant en charge dans sa globalité, de mener une réflexion pédagogique avec les formateurs sur l'ensemble de la formation et avoir un suivi individualisé de la progression de chaque apprenant.

Cette récolte de témoignages a mis le focus sur certains incontournables comme : le temps à consacrer à l'entretien, la prise en compte du projet, l'écoute active, le sourire, un travail pour ceux dont c'est la demande... mais, d'un côté comme de l'autre, ces désirs se sont avérés difficiles à exprimer dans le climat général d'austérité et de perte de confiance. Pourtant, du côté du GT campagne, nous faisons le pari que l'utopie, et tout ce qu'elle recèle de « décalé », est porteuse pour interpeler l'opinion publique et rendre de l'espoir et « du pouvoir » aux apprenants. Comme les apprenants parlaient toujours du premier film en l'appelant « le film de Rosa », nous décidions cette fois de donner au film un titre mettant le focus sur ce personnage : *Rosa, la vie en rose*.

Le film « Rosa, la vie en rose » :
un accompagnement de qualité,
c'est possible.



En plus du film, nous imaginions une carte postale reprenant les demandes de Rosa, demandes formulées au nom de tous. Ce que Rosa (les apprenants) demandent, c'est : un accompagnement sur mesure, une formation en alpha et un emploi qui correspond à ses (leurs) compétences. Cet outil d'appropriation de la campagne par les apprenants constituerait en même temps un support leur permettant de se mobiliser et de prendre position en faveur du changement puisque ces cartes postales seraient remises aux politiciens concernés lors d'un évènement de clôture en mai-juin 2017. Lire et Écrire désirait permettre aux apprenants en alphabétisation de s'approprier les trois demandes de Rosa qui se trouvent sur la carte postale de sa campagne 2016 (recto) et de marquer leur soutien à ces demandes en signant la carte (verso).



Une campagne « cartes postales » autour des demandes de Rosa s'exprimant au nom de tous.

— 8 SEPTEMBRE 2016 —

Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage a proposé aux apprenants de s'exprimer sur la thématique « j'en ai marre d'être exclu de l'emploi, des formations, de la société ». Avec la mise en œuvre de la méthodologie des intelligences citoyennes *Le Juste et l'Injuste* (Majo Hansotte), un nouveau monde a pu être rêvé. En deux jours, avec la collaboration de différents artistes régionaux, danse, chant, affiches, photos et mises en scène ont vu le jour.



Expressions des apprenants sur la thématique « j'en ai marre d'être exclu de l'emploi, des formations, de la société » et le monde auquel ils rêvent.

Le 8 septembre 2016, c'est à bord d'un bus anglais que les partenaires sociaux ont été invités à embarquer pour découvrir les productions des apprenants et poursuivre la réflexion sur l'idéal à atteindre en termes d'accompagnement, d'emploi et de formation.

Partenaires et apprenants ont ensuite assisté à des improvisations, réalisé une fresque sur la thématique de campagne et finalement, s'ils le désiraient, ont signé une carte postale pour témoigner leur soutien à Rosa.



Le bus anglais et les animations lors de la Journée internationale de l'alphabétisation à La Louvière.

Au terme de cette journée, apprenants et partenaires ont mis en évidence bon nombre d'éléments et notamment que :

- la journée a permis de se rendre compte que les politiques d'activation touchent plus de personnes que ce qu'ils imaginaient ;
- il existe des points communs entre apprenants et partenaires sociaux : envie de travailler ensemble, volonté de pouvoir interpeler les politiques ensemble, colère, discrimination, volonté de développer des solidarités ;
- il y a trop de démarches écrites, trop de contrôles basés sur la menace, d'obligations de signer des contrats sans les comprendre.

Après cette journée, des questions subsistaient dans les groupes autour des revendications de Rosa. Il est apparu important de poursuivre la réflexion afin de décortiquer le message de la carte. Tous les apprenants ont participé à une matinée d'ateliers autour des thématiques : c'est quoi le PISS ? ; c'est quoi l'État Social Actif ? ; quel est le fonctionnement de la sécurité sociale ? ; tricotage et détricotage des droits sociaux ; pourquoi je signe la carte ou pas ? Et, à l'issue des ateliers, chacun a décidé de signer ou non la carte.

Chez le ministre avec des fleurs

– PREMIER SEMESTRE 2017 –

Lors du travail de construction d'une trame d'animation destinée aux formateurs pour permettre aux apprenants de s'approprier les outils de la campagne, le GT campagne butait sur les questions suivantes : à quoi vont servir ces cartes postales ? À qui vont-elles être remises ? Lors de quel type d'évènement ? Qui y sera présent ? Pour travailler dans les groupes et leur donner ces informations, nous devons disposer de contours plus précis pour cette activité. Et qui nous réclamaient ces clarifications ? Les apprenants eux-mêmes !

À Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage, ces questions ont été débattues dans les groupes. Les apprenants nous disaient : mais qui va donner ces cartes au ministre ? Qui va expliquer l'histoire de Rosa et ses rêves ? Certains ont manifesté l'intérêt de se rendre jusqu'au bureau du ministre avec les cartes afin d'exprimer leur vécu aux décideurs. D'autres ont préféré imaginer une action plus locale sur La Louvière. Néanmoins, la volonté partagée était d'interpeler tout un chacun, quel que soit son pouvoir d'action.

Ainsi, l'idée d'une action devant les bureaux de Lire et Écrire La Louvière a germé et s'est concrétisée le 12 juin 2017 avec l'installation d'un stand de fleurs et diverses animations : « phleuromaton⁶ », discussions, signatures de cartes, diffusions des deux courts métrages *Plongée en Absurdie* et *Rosa, la vie en rose*. Des Rosa se sont également disséminées sur le marché de La Louvière afin de sensibiliser le tout public via discussions, animations et signatures de cartes.

Vers et sur le marché de La Louvière afin de sensibiliser un large public.



⁶ Photomaton où les personnes étaient invitées à se faire prendre en photo avec un message relatif aux demandes de Rosa.

LA PARTICIPATION

Après une longue période de suspense, le ministre que nous avons ciblé (Willy Borsus, ministre de l'Intégration sociale) nous a enfin répondu. Il acceptait de nous recevoir. Le 14 juin 2017 à 11h30, Lire et Écrire se rendait avec une délégation de travailleurs et d'apprenants devant son bureau, les bras chargés de fleurs... Rosa était également sur les lieux à travers les différents responsables de la sensibilisation habillés en fleuristes pour l'occasion (dans *Rosa, la vie en rose*, Rosa a décroché un boulot d'horticultrice). Et, à travers elle (eux), nous choisissons une nouvelle fois l'utopie et l'humour comme outils d'interpellation pour dénoncer les dérives des mesures d'activation.

En tout, nous étions une cinquantaine de travailleurs (venus des différentes régionales de Lire et Écrire) et d'apprenants (principalement de Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage) à mener cette action. Cette occupation festive de l'espace public s'est concrétisée par la distribution de fleurs aux membres du cabinet du ministre et le dépôt dans ses locaux des milliers de cartes postales signées par tous ceux et celles qui ont soutenu notre campagne. À l'issue de

Les Rosa venues de toutes les régionales de Lire et Écrire porter les revendications des apprenants et de Lire et Écrire au ministre Borsus.



la rencontre, le ministre, qui nous a écoutés pendant plus d'une heure avec attention, nous a fait part de sa volonté de réfléchir à la manière d'intégrer nos problématiques et la question des personnes analphabètes dans l'évaluation de la mise en œuvre du PIIS, et a proposé de nous revoir dès la rentrée. En octobre 2017, une rencontre a effectivement eu lieu avec le nouveau ministre en place et le dossier est actuellement suivi par les instances de Lire et Écrire Communauté française.

Interviewé lors de notre rencontre avec le ministre, Steeve, un apprenant de Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage résume le pourquoi de cette mobilisation : « Rosa, elle est baladée de gauche à droite... Elle a perdu son emploi, elle trouvait pas de nouveau emploi. Elle a eu un enfant, puis un deuxième enfant. (...) Puis, elle a trouvé un emploi et elle a demandé si elle pouvait garder son emploi et aussi si elle pouvait rester à Lire et Écrire. Tu vois, si elle pouvait garder les deux trucs. C'est pour ça qu'on offre des fleurs. Pour après avoir ça... ».

– 8 SEPTEMBRE 2017 –

Si, sur le fond, l'investissement s'est avéré porteur, la mobilisation autour de la visite au ministre Borsus a monopolisé nos forces et a raboté le temps de préparation et de conception de la campagne suivante. Nous avons dès lors décidé de mener une campagne plus minimaliste autour du 8 septembre 2017 en ciblant comme destinataire le grand public avec la volonté de mettre en évidence le décalage entre le temps des politiques et le temps des apprentissages : les pouvoirs publics imposent une logique de rentabilité aux associations d'alpha, ce qui engendre un climat d'insécurité et d'angoisse parmi les personnes désireuses de s'engager dans un processus de formation.



La campagne 2017 : apprendre à lire et écrire, c'est possible mais ça prend du temps.

Le 8 septembre 2017, Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage était présente dans différentes communes de la région avec une série d'animations (puzzle, bINGO, rébus, micros-trottoirs,...) et d'outils, dont un film d'animation, *L'alpha pour*, réalisé avec les apprenants qui étaient également partie prenante de toutes les actions d'interpellation du grand public.



Le stand de la régionale : « ... oser poser des questions, interroger et s'interroger sur le monde qui m'entoure, sur mes problèmes ».

Et après ?

Les campagnes 2018 et 2019 seront liées aux élections communales, régionales et fédérales avec un rappel de la persistance de l'illettrisme autour d'un slogan : « En Belgique, un électeur sur dix a des difficultés pour lire et écrire. Ce n'est pas parce qu'on ne sait pas lire qu'on n'a rien à dire. » Une articulation du travail de campagne avec les groupes d'apprenants sera pensée selon différentes modalités en fonction des options et enjeux pris au niveau de chacune des régionales.

Cécilia LOCMANT

Lire et Écrire Communauté française

Bénédicte MENGEOT

Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage

La démocratie en toutes saisons

De la déconstruction d'injonctions sociétales à la réflexion et l'action citoyennes

Dans une société productrice d'inégalités et d'injustices, face à un nombre croissant d'électeurs abstentionnistes et de dégoûtés du monde politique, cet article chemine vers des pistes de réflexion sur la participation citoyenne à l'échelle de la société et de nos associations.

Par Aurélie AUDEMAR

En alphabétisation populaire, nous avons l'habitude de travailler la question des élections avec nos groupes, d'autant plus en périodes pré-électorales : découverte des partis politiques en campagne, lecture des programmes, rencontre avec des élus... Jusqu'aux modalités pratiques du jour J.

Ces aspects informatifs de l'organisation politique sont nécessaires pour pouvoir effectuer des choix d'électeurs. Cependant, la complexité des institutions rend difficile l'accès à la compréhension du système belge, européen et au-delà, d'autant plus lorsque l'on a des difficultés en lecture et en écriture. C'est pourquoi, tout au long de mon travail de formatrice en alpha, je me suis souvent demandé pourquoi, mes collègues et moi, mise à part la participation à quelques manifestations, attendions les élections pour nous intéresser de manière si intense à la participation citoyenne des apprenants, au fonctionnement démocratique de la cité, et surtout pourquoi tant se centrer sur le vote. Car, en y regardant de plus près, les personnes avec lesquelles nous travaillons semblent bien éloignées des lieux de décisions. Réduire la participation au vote semblait, au fil des réflexions, bien insuffisant pour que nous parvenions individuellement et collectivement à développer une « puissance d'agir », nous situer et oser nous engager avec les apprenants dans des combats citoyens.

Nous appuyant, sur les expériences d'associations d'alphabétisation, en Belgique, au Québec, en France et ailleurs qui questionnent leur fonctionnement et le fonctionnement démocratique en toutes saisons, nous avons commencé avec ce travail d'équipe à remettre en question nos représentations et penser une participation à notre portée...

Une des étapes essentielles consistait à sortir d'une vision moralisatrice de la participation et de la citoyenneté en questionnant ensemble, en équipe associative et avec les apprenants : pourquoi, alors que le droit de vote résulte de longues et dures luttes sociales, tant de gens ne votent pas, ne votent plus ou n'ont pas confiance en l'action des représentants politiques ? Pourquoi, dans nos sociétés dites démocratiques, les inégalités non seulement persistent mais augmentent ? Pourquoi des lieux de démocratisation des savoirs

comme l'école, alors qu'ils poursuivent des finalités d'inclusion sociale et d'égalité des chances, produisent de l'inégalité et excluent ? Quels sont nos rêves ? Que voulons-nous ? Quelles seraient nos revendications ? Que pouvons-nous faire pour que ça change ?

« L'éducation est une façon de se mêler des affaires du monde. »
(Paulo Freire)

Il faut voter, entend-on ici ou là, le vote est obligatoire. Remarquons que l'école aussi. Pour l'une comme pour l'autre institution à laquelle nous sommes contraints, l'argumentaire couramment avancé repose sur la logique suivante : si on ne va pas à l'école, on ne saura ni lire ni écrire, on n'aura pas les savoirs de base nécessaires à la vie adulte ; si on ne vote pas, on ne fera pas entendre sa voix, on ne comptera pas dans les prises de décisions politiques. Aller à l'école. Voter. Obéir aux professeurs. Choisir ses dirigeants. Être un citoyen.

Ces sophismes s'appuient sur l'ordonnance de s'intégrer aux institutions existantes. Il en va de la responsabilité individuelle. Ceux qui ne réussissent pas à l'école sont des imbéciles, des fainéants, réduits à un statut d'inadapté, de handicapé, pour lesquels nous inventons d'autres lieux. Les désobéissants aux règles établies par les dirigeants sont eux des traîtres, voire des criminels, car remettre en question l'ordre, oui, pourquoi pas, mais alors uniquement par la voix consultative.

Cette vision simpliste et hiérarchisante de l'humanité est ici caricaturée. Pourtant, c'est bien sur ces préceptes que se fonde la répartition inégale du pouvoir entre citoyens, que la division entre « intellectuels » et « manuels » s'opère, que le domaine de la pensée est réservé à quelques maîtres, qui pensent l'école, qui savent comment organiser la société, diriger les masses. Les nombreux autres remplissent le rôle d'exécutants que l'on consulte à intervalles réguliers.

« Ce que veulent les oppresseurs, c'est transformer la mentalité des opprimés et non pas la situation qui les opprime pour que ceux-ci, mieux adaptés à cette situation, soient mieux dominés. »

(Paulo Freire)

Le dernier rapport d'Oxfam¹ décrit et analyse ces rapports de pouvoir extrêmement inégaux via les chiffres de la répartition des richesses à l'échelle planétaire. Martine Orange en reprend les idées essentielles dans un article rédigé pour *Mediapart* : *« Les inégalités ont atteint un niveau sans équivalent (...) : 82% des richesses créées l'an dernier dans le monde ont été captées par 1% des plus riches. Loin d'être des créateurs, ces milliardaires sont d'abord des héritiers, ou des personnes en situation de captation de rentes monopolistiques à leur profit. Avec la complicité des États. (...) Ce sont ces mêmes grandes fortunes, qui tout en exigeant la mise à la disposition des appareils étatiques à leur profit et l'abandon des politiques publiques, ont édifié l'évasion fiscale en industrie. (...) Pour les pays en développement, le manque à gagner fiscal auprès des grandes fortunes et des grandes entreprises est d'au moins 170 milliards de dollars chaque année. (...) Au-delà de quelques indignations de circonstance, rien n'est fait au niveau des gouvernements pour s'attaquer à ces fraudes fiscales massives, qui ruinent les capacités d'intervention des États. L'abandon des politiques publiques en faveur de la redistribution, d'un meilleur partage des richesses, des services publics est pourtant au cœur des mécanismes inégalitaires (...). »²*

Cela, nous le savons, nous le vivons, les lieux institutionnalisés producteurs d'inégalités économiques, culturelles et sociales sont nombreux. Il ne suffira pas de remplir son obligation d'écologiste, c'est-à-dire d'être présent en classe jusqu'à ses 18 ans pour avoir accès aux savoirs. Il ne suffira pas non plus de suivre l'injonction de voter, de mettre un bulletin dans l'urne, de bien choisir parmi les partis et candidats pour avoir une place, pour que tous aient une place dans la société, pour qu'une voix égale une voix.

¹ www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2017-01-16/huit-hommes-possèdent-autant-que-la-moitié-de-la-population

² Martine ORANGE, *Rapport Oxfam : un monde toujours plus inégalitaire*, 22 janvier 2018, www.mediapart.fr/journal/international/220118/rapport-oxfam-un-monde-toujours-plus-inegalitaire?page_article=2

En excluant des prises de décisions une grande partie de l'humanité et en tentant de les réduire à des machines programmables, il n'est pas étonnant qu'un tel mépris provoque mutisme, désertion ou encore rébellion.

« Quand un pauvre entre dans l'isoloir, il me fait penser à un crocodile qui entre dans une maroquinerie. » (Coluche³)

Ils sont cent, mille et plus encore ceux qui désertent, ceux qui ne sont pas là où on les attend, où on voudrait qu'ils soient parce que c'est là qu'on a décidé qu'était leur place : ceux qui ne vont pas régulièrement à l'école, ceux qui ne viennent pas en formation, ceux qui ne vont pas aux réunions de parents, ceux qui ne consomment pas en faveur de la croissance économique, ceux qui n'ont pas de contrat de travail rémunéré,...

Toujours décrits en termes de manques, en termes négatifs, les « sans », sans emploi, sans qualification, sans logement, sans argent, sans formation, sans projet, sans papiers, sans culture, sans maîtrise de la lecture et de l'écriture, sans bulletin de vote... Et pourquoi pas les « sans-culottes »⁴ ?

Les frustrations à différentes échelles sont grandes : citoyens figurants, travailleurs précaires, chômeurs et allocataires sociaux activés, formés priés de se formater. La démocratie représentative, avec son langage qui lui est propre, ne leur laisse que peu de place ou bien de manière sporadique, faisant de la réussite de celui qui habituellement est exclu des lieux de pouvoir le contrargument face à une remise en question structurelle du système politique par hérédité ou par parrainage.

Nos représentants décriés souhaitent se rapprocher du « citoyen » déçu, qui lui tourne le dos, ne se rend plus au bureau de vote. Et le terme de « démocratie participative » se fait de plus en plus entendre, s'incarnant sous forme de « référendums », « consultations citoyennes »...

³ Humoriste et comédien français, bref candidat aux élections présidentielles en 1981.

⁴ À la révolution française, ce terme désignait les révolutionnaires issus du petit peuple de la ville et défenseurs d'une République égalitaire. Ils étaient jugés par les autres révolutionnaires comme « radicaux » car ils prônaient la démocratie (que nous appellerions « directe » de nos jours), c'est-à-dire sans intermédiaires comme les députés qui à l'époque se disaient antidémocrates car « la démocratie serait l'anarchie ». (Source : Wikipédia).

Un réel processus démocratique implique non seulement que les citoyens soient consultés mais qu'ils participent pleinement aux étapes suivantes que sont les délibérations et les prises de décisions. Or force est de constater que seule la phase de consultation est ouverte et que même celle-ci n'est pas ce qu'elle annonce être, renforçant les déceptions et laissant parfois un goût désagréable de s'être fait manipuler. Pascal Aubert du Collectif Pouvoir d'Agir⁵ explique ainsi que la non-participation des habitants aux espaces de démocratie participative organisés par les acteurs publics est finalement un signe de bonne santé mentale de leur part⁶. Il met en avant les constats suivants :

- Ce n'est pas la population qui choisit les sujets de débat mais l'institution. Ce qui signifie qu'on ne croit pas en la capacité des personnes à réfléchir car on décide à leur place de ce qu'il est utile de débattre.
- Il y a une difficulté à considérer les communautés, les collectifs existants comme des points d'appui et une autre à envisager que les gens puissent être acteurs de la solution.
- De manière générale, la distance sociologique entre les dirigeants (élus et travailleurs de la fonction publique) et les habitants des quartiers populaires s'est accrue, mais aussi celle entre les publics et les travailleurs du secteur associatif, qui, notamment en raison de la professionnalisation du secteur, doivent posséder un certain niveau de diplôme pour être engagés. Or qui est diplômé aujourd'hui ? L'enseignement étant tellement inégalitaire, ces professionnels sont presque tous issus de la classe moyenne. Et, malgré toutes leurs bonnes intentions, ils ne sont pas convaincus que les milieux populaires « sont capables », ils n'envisagent les classes populaires que sous l'angle de problèmes ou de difficultés et non de capacités : savoir survivre avec peu, utiliser des systèmes D (D comme débrouille),...

Ce cheminement réflexif nous ramène au sein de nos associations et au rôle que nous ne souhaitons pas jouer dans la reproduction des inégalités. **Mais comment faire pour remettre au centre de notre travail le pouvoir d'agir de tous ?**

5 www.pouvoirdagir.fr/le-collectif

6 Propos relevés lors de la 19^e journée d'étude de la FeBISP, *Citoyenneté et Insertion. Quelles pratiques d'éducation permanente au service de quelles émancipations ?*, 20 octobre 2015.

« Il serait naïf de penser que les classes dominantes vont développer une forme d'éducation qui permette aux classes dominées de percevoir les injustices sociales de manière critique. » (Paulo Freire)

En alphabétisation populaire, où l'on vise à « *prévenir et combattre les inégalités dans le but de construire une société plus juste et équitable, plus solidaire et démocratique* »⁷, la question qui se pose alors est : dans un monde inégalitaire et injuste, comment, quand on est un « sans », quand on est celui qui a des « manques », se faire entendre, avoir voix au chapitre, participer, sans tutelle, aux prises de décisions ? Autrement dit : comment démocratiser les espaces politiques et faire en sorte que la démocratie s'applique aux exclus ?⁸ À l'heure où le nombre d'exclus grandit, il semble urgent d'inscrire cette question au cœur des préoccupations des associations qui se revendiquent des valeurs de l'éducation populaire et ce, dans leurs différents espaces de travail.

En alphabétisation, nous dénonçons l'école productrice d'inégalités. Nous n'hésitons pas à la remettre en question parce que nous travaillons, agissons, pensons avec ceux du fond de la classe, avec ceux que l'école a exclus ou qui n'y ont pas eu accès, et nous revendiquons une autre école. Nous montrons que ce ne sont pas les individus qui sont à mettre en cause mais l'institution. Et surtout, nous tentons de vivre au quotidien, dans les formations, autre chose que l'école traditionnelle ; nous refusons la posture du maître pour prendre celle de l'animateur, du formateur en alpha populaire⁹.

*« Il n'y aura jamais assez de place pour nos rêves dans vos urnes. »
(sur un mur de Buenos Aires en 2002)*

Il en est de même pour la participation citoyenne et la question de la démocratie. Il ne s'agit pas seulement de penser, projeter un autre monde plus démocratique mais de vivre, de mener des expériences de fonctionnement

⁷ Extrait de la charte de Lire et Écrire (www.lire-et-ecrire.be/Charte-de-Lire-et-Ecrire).

⁸ Nancy GUBERMAN, *Vers une culture de démocratie*, in *Le monde alphabétique*, RGPAQ, n°16, printemps 2004, p. 10 (<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/rayonalphabetique/mondealpha/ma16/ma16c.pdf>).

⁹ Catherine STERCQ et Aurélie AUDEMAR (coord.), *Balises pour l'alphabétisation populaire. Comprendre, réfléchir et agir le monde*, Lire et Écrire, 2017.

démocratique au sein des associations et des groupes alpha, sans quoi la démocratie n'est que théorie décourageante car espoir lointain et inaccessible, et les animations sur le vote un cheveu sur la soupe, une obligation légale, ponctuelle et peu significative. Dans mes différentes expériences dans le secteur associatif, j'ai pu constater que questionner les rapports de pouvoir au sein des groupes, ses propres postures, ne pas se contenter d'informer ou de consulter mais construire ensemble les règles du quotidien, les projets et les savoirs est un éternel défi qui repose sur une réflexion et une volonté collectives de partage, une confiance mutuelle en les capacités des uns et des autres, une conviction que le changement social commence ici, entre et avec nous, qu'il ne peut attendre qu'on nous convie à y prendre part.

« Il n'y a pas de changement sans rêve, comme il n'y a pas de rêve sans espoir. » (Paulo Freire)

Aurélie AUDEMAR
Lire et Écrire Communauté française

Comment l'ASBL Formosa s'initie à la participation...

Un des axes prioritaires de l'appel à projets 2016-2020 en Cohésion sociale de la COCOF¹ était la mixité de genre. Cet axe prioritaire ainsi que des initiatives de la part de volontaires et d'apprenant·e·s de l'ASBL Formosa ont été le point de départ de la mise en chantier d'une réflexion autour de la participation et d'une mise en œuvre de premières pistes de réorientation de notre travail avec les différents acteurs² de l'ASBL. Pour ce faire, nous avons utilisé la méthode d'analyse en groupe (MAG) pour croiser les points de vue et dégager des pistes pratiques que nous avons commencé à mettre en œuvre en avril 2017.

Par Leïla LOUAHED

¹ Voir le texte de l'appel à projets de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (COCOF) : www.sfb.brussels/sites/default/files/documents/pro/appel%20%C3%A0%20projets%202016%20avec%20pr%C3%A9visions%20%288%29.pdf. Pour la définition de la cohésion sociale selon le décret bruxellois du 13 mai 2004 (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006), voir : www.cbai.be/page/66

² Par « acteurs », nous entendons : les apprenant·e·s, les formateur·rice·s (une salariée et des volontaires), la coordination et le CA.

En 2017, nous fêtons les 21 ans de l'ASBL Formosa. L'organisation de cet événement a impliqué tous les acteurs de l'ASBL. À l'initiative d'une formatrice volontaire, un comité d'organisation s'est mis sur pied, constitué de la coordination, d'un membre du CA et de formatrices. Quant aux apprenant-e-s, ils-elles ont également été impliqué-e-s lors de la création de l'affiche et de l'invitation.

Parallèlement, en 2016-2017, plusieurs formatrices ont proposé des ateliers créatifs de leur propre chef, un atelier d'expression corporelle et un atelier photo-écriture.

En cours d'année, nous souhaitions avoir l'avis des groupes concernant l'organisation de l'association, nous sommes donc passées dans tous les groupes, et avons été étonnées du manque de réponses de certains groupes. Ce qui nous a titillées... Nous en sommes arrivées à la conclusion que nous ne pouvions pas nous contenter de demander l'avis des apprenant-e-s une fois de temps en temps et espérer avoir des réponses constructives, mais qu'il s'agissait plutôt d'un travail de longue haleine.

Par ailleurs, nous avons entamé un questionnement sur le thème de la mixité de genre en suivant la méthode d'analyse en groupe (MAG).

Toutes ces expériences nous ont fait réfléchir sur l'importance de la participation. J'irai même plus loin, sur l'implication d'une personne au sein d'un projet. Cette implication nous semblait pouvoir constituer un levier vers plus d'autonomie dans la réalisation d'un projet. C'est pourquoi, je souhaiterais développer cette expérience positive qu'a été la MAG et qui nous a fait réfléchir sur le concept de participation.

Quand ça a commencé

Je pense que tout a commencé lors de l'appel à projets du dernier quinquennat (2016-2020) en Cohésion sociale. L'annonce que les ASBL favorisant la mixité de genre seraient privilégiées et que les autres devraient fortement motiver leur choix de continuer à travailler en groupes non-mixtes nous a beaucoup interpellées.

En effet, au sein de Formosa, nous avons six groupes en cours du jour et trois groupes en cours du soir, les cours du jour sont non-mixtes et réservés aux femmes depuis la création de l'ASBL en 1996, alors que les cours du soir, mixtes, ont été mis en place en 2010 suite à des demandes récurrentes lors des inscriptions.

Ma collègue et moi, seules salariées de l'ASBL, ne sommes pas à l'origine de Formosa et n'avons pas choisi expressément de ne travailler qu'avec des femmes. Par contre, la non-mixité de genre est un sujet sur lequel nous avons beaucoup réfléchi. Car, à priori, cette non-mixité remet en questions le fonctionnement habituel de notre société puisqu'elle va à contre-courant de ce qui se vit dans les espaces publics que nous fréquentons quotidiennement. Les cours non-mixtes n'étaient donc pas une évidence au départ pour nous et méritaient une réflexion continue.

Lors du lancement de l'appel à projets Cohésion sociale en 2015, nous nous sommes documentées et nous avons réfléchi à notre action et aux raisons pour lesquelles nous souhaitions les pérenniser en gardant des groupes non-mixtes la journée et des groupes mixtes en soirée. Nous nous sommes donc renseignées, nous avons lu la recherche d'Hélène Marcelle³, sociologue, nous avons discuté du contenu de plusieurs articles scientifiques en CA, travaillé sur les arguments, le pour, le contre... Et, à partir de là, nous avons construit notre argumentaire. Finalement, nous avons reçu une réponse favorable de la COCOF à notre demande. Nous étions soulagées de pouvoir continuer nos actions. Cependant, plusieurs questions restaient en suspens. En effet, nous n'étions pas convaincues que la mixité devait être un but en soi (la mixité pour la mixité) mais l'idée de la « plus-value » de la mixité s'est immiscée dans notre esprit. Cela nous a poussées à penser que, bien que nos cours soient réservés aux femmes en journée, il était « de notre devoir » de les familiariser avec le genre masculin en organisant des sorties dans des lieux publics, en proposant des activités communes avec les groupes du soir

3 MARCELLE H., *Le sens de la mixité et de la non-mixité dans la formation des adultes : le cas de l'alphabétisation francophone*, Lire et Écrire Bruxelles, 2011 (www.lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/recherche_20m8921.pdf). Voir également les articles d'associations qui ont participé à la recherche dans le *Journal de l'alpha*, n°184, mai-juin 2012 (www.lir-et-ecrire.be/ja184).

(mixtes), en acceptant des formateurs masculins au sein de l'équipe,... Car, dans notre tête, la mixité était en soi un objectif d'émancipation à atteindre. C'est pourquoi, nous avons pris toute une série de mesures que nous avons mises en place afin de « mixer » davantage nos cours du jour.

Et pourtant... des doutes subsistaient dans notre chef, liés à des questionnements du CA, de l'équipe des formateur-riche-s volontaires au sujet des cours réservés aux femmes. Cette situation a duré trois ans. Jusqu'au jour où ma collègue et moi avons décidé de poser la question aux groupes du jour et, suivant le conseil d'Hélène Marcelle, d'organiser une MAG qu'elle superviserait. Nous avons alors lu l'article qu'elle nous a renseigné⁴ afin de prendre connaissance de cette méthode.

Suite à cela, en avril 2017, nous avons posé la question suivante aux groupes (dont le français oral était suffisamment bon pour en débattre) : et si dans quelques années, il y avait un groupe du jour mixte à Formosa ? La plupart des apprenantes étaient plutôt récalcitrantes, certaines nous ont dit que s'il y avait des hommes, elles ne viendraient plus. Que si nous faisons des cours mixtes, presque toutes les femmes partiront. Que certaines femmes choisissent seules mais qu'il y en a d'autres que les maris ne laisseraient plus venir, etc. Toutefois, certaines apprenantes n'y voyaient aucun inconvénient. Quelques-unes ont même proposé de voter pour décider de l'ouverture de groupes mixtes à l'avenir. C'est pourquoi, nous avons proposé aux femmes qui souhaitaient partager et exprimer leurs points de vue, de participer à la MAG animée par Hélène Marcelle.

La MAG : qu'est-ce que c'est ?

En quelques mots voici en quoi consiste la MAG. Il s'agit d'« *une méthode de recherche et d'intervention ayant pour particularité d'associer directement des acteurs concernés par le problème étudié à l'ensemble de la démarche, du début jusqu'à son terme.* »⁵

4 VAN CAMPENHOUDT L., FRANSSSEN A. et CANTELLI F., La méthode d'analyse en groupe. Explication, applications et implications d'un nouveau dispositif de recherche, in *SociologieS, Théories et recherches*, 5 novembre 2009, <http://journals.openedition.org/sociologies/2968>

5 Ibid.

Cette méthode nous a permis de nous questionner en tant que travailleuses sociales sur nos pratiques, nos représentations et nos intérêts et de les mettre en relation avec ceux d'apprenantes et de volontaires de l'ASBL Formosa. Son avantage a été de pouvoir associer différents acteurs de l'ASBL ayant des représentations différentes et donc des interprétations diverses des pratiques quotidiennes. Chose que nous n'avions jamais faite auparavant.

Dans un premier temps, j'exposerai en quoi consiste la méthode et la manière dont nous l'avons appliquée. Ensuite, je parlerai des perspectives qui ont émergé de ces rencontres et de ce que nous avons commencé à mettre en place. Enfin, j'aborderai les difficultés liées à ce type de changement.

La MAG : comment nous l'avons appliquée

Concrètement, ont participé à cette MAG : trois apprenantes, les deux salariées (la coordinatrice de l'ASBL et la chargée de projets), et sept formateur-ice-s volontaires. Malheureusement, aucun membre du CA n'a pu y participer. Nous nous sommes rencontrés à trois reprises. Les deux premières fois sous la supervision de la sociologue sur base de récits des participant-e-s en lien avec la mixité de genre et la troisième fois, nous avons travaillé seul-e-s aux pistes pratiques.

Lors de la première séance, chaque participant-e a proposé un récit dans lequel il-elle était impliqué-e et ayant trait aux rapports de genre, aux relations hommes-femmes. Après ce premier tour de table, nous avons choisi un des récits. En l'occurrence, c'est celui d'une apprenante qui a été choisi. L'apprenante a recommencé son récit en donnant davantage de détails sur ce qui s'était passé. Ensuite, nous avons refait un tour de table afin de poser des questions de compréhension du récit. Lors de la deuxième séance, la chercheuse Hélène Marcelle a rappelé ce qui avait été dit lors de la séance précédente et proposé une première analyse. Puis le récit a été réécouté et nous avons émis des hypothèses, des interprétations quant à des pistes d'analyse de ce qui s'était passé. Afin de nous préparer à entamer la troisième séance, nous nous sommes finalement distancées de cet événement particulier (étant directement en lien avec la question du genre) et avons étendu notre réflexion afin d'envisager des pistes pratiques plus larges à mettre en place concernant ce qui avait été débattu au cours des deux premières séances.

En effet, comme le soulignent les auteurs de la méthode d'analyse en groupe : « *Ce dispositif favorise la réflexivité des participants qui sont appréhendés non pas de manière isolée et individualisée mais bien en tant qu'acteurs sociaux, engagés dans des rapports sociaux et des relations sociales avec d'autres acteurs dans des situations sociales et des arènes institutionnelles concrètes.* »⁶

La « valeur ajoutée » de cette méthode est le fait d'impliquer les acteurs directement concernés « *tant en termes de compréhension des phénomènes sociaux que de perspectives pour les acteurs eux-mêmes* »⁷. Ce ne sont désormais plus uniquement les décideurs (nous en l'occurrence) qui tiennent les rênes mais également toutes les personnes qui sont impliquées dans ces situations. Il y a eu, selon moi, un partage de savoirs, savoir-être et savoir-faire, les participant-e-s (apprenantes, formateur-ric-e-s, coordination) étaient à la fois acteurs, observateurs et chercheurs. Le savoir, la possibilité de décider n'est plus détenu par une seule personne, mais les conditions ont été créées pour que chacun-e puisse au travers de l'échange et du débat participer aux perspectives pratiques. La MAG a ainsi permis de mettre en lien les points de vue personnels des participant-e-s et de les analyser en groupe selon différents angles d'approche.

Par ailleurs, « *une analyse en groupe réussie conduit presque inévitablement à une redéfinition du problème pour lequel elle a été mise sur pied, échappant ainsi peu ou prou à l'intention initiale* »⁸. C'est ce que nous avons effectivement constaté. Nous avons commencé cette MAG suite à un questionnaire sur la mixité de genre dans les groupes, et les perspectives pratiques ont finalement révélé que c'est le manque de communication vis-à-vis des apprenant-e-s et leur absence de participation au processus de décisions les concernant qui étaient la source principale du malentendu.

Les recherches de pistes pratiques ont également révélé le manque de connaissance des formateur-ric-e-s et de la coordination dans la gestion de groupes mixtes ayant des codes culturels différents, il-elle-s ont pris conscience qu'elle n'allait pas forcément de soi.

6 Ibid.

7 Ibid.

8 Ibid.

Ce que la MAG a amené comme changements

Depuis avril 2017, la MAG nous a amené·e·s à réfléchir en équipe sur la participation. Ce que nous avons fait en abordant le *Journal de l'alpha* n°153 sur la *Participation des apprenants*⁹ : nous avons lu en équipe plusieurs articles de ce numéro traitant d'expériences de participation, puis nous avons discuté de ce qu'il était possible de mettre petit à petit en place au sein des groupes dans notre ASBL.

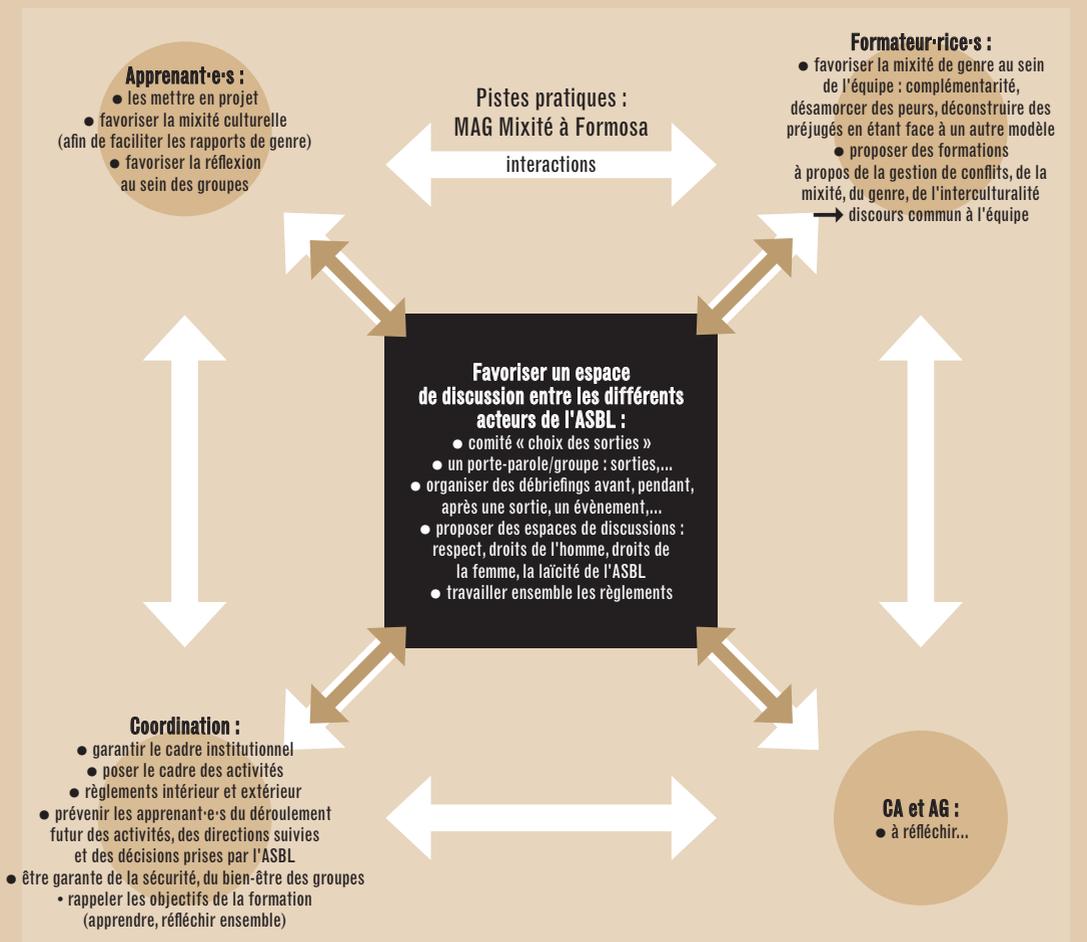
Voici ce qui a concrètement émergé de nos réflexions en équipe :

– L'idée de participation à l'organisation de l'ASBL va pour nous de pair, à présent, avec la notion de « prendre part à » son apprentissage. C'est pourquoi, nous estimons que la prise de conscience des procédés mis en œuvre lorsqu'on apprend permet davantage d'autonomie dans l'apprentissage. L'apprenant·e ne fait pas que recevoir le savoir, il·elle le traite également et devient acteur·rice de son apprentissage. Nous avons donc retenu les pistes suivantes qui nous paraissent favoriser cette idée de participation et d'autonomie dans l'apprentissage :

- Une démarche de métacognition hebdomadaire au sein des cours : se remémorer les étapes du cours et en comprendre les enjeux.
- Le billet d'humeur hebdomadaire : pouvoir se positionner par rapport à une activité ou dire tout simplement son humeur du jour sans se dévoiler complètement.
- Donner son avis sur une activité (du cours ou une sortie,...) : la choisir, être critique par rapport à ce qui est proposé, dire ce qu'on en a pensé.
- Choisir le thème de la prochaine sortie avec les familles et créer l'affiche pour la proposer aux autres groupes : entreprendre une démarche au bénéfice de toute l'association.
- Créer une adresse mail de groupe afin de communiquer avec la coordination et entre apprenant·e·s : se responsabiliser, ne plus passer par le·la formateur·rice pour faire une demande.
- Créer une affiche invitant les différents groupes aux ateliers de fin d'année : être partie prenante de l'organisation des activités au sein de l'ASBL.

⁹ *Journal de l'alpha*, Participation des apprenants, n°153, juin-juillet 2006 (www.lire-et-ecrire.be/ja153).

- Interventions dans les groupes plus fréquentes de la coordination : pour demander l'avis des apprenant·e·s au sujet des cours, des activités proposées,...
- Élaboration d'un plan de formation pour l'équipe : tout d'abord, concernant les intelligences collectives (avec le CA, l'équipe et la coordination), puis, concernant l'interculturalité dans l'approche de la question du genre dans les groupes et une sensibilisation à la pédagogie institutionnelle.
- Demande de feedbacks réguliers aux formateur·rice·s volontaires, sur lesquels nous baser pour prévoir les prochaines activités.



Ce n'est pourtant pas si simple...

La méthode d'analyse en groupe paraît égalitaire, participative. Cependant, nous nous rendons bien compte que c'est la coordination qui l'a initiée. Et que le fonctionnement d'une ASBL ne change pas du jour au lendemain. Jusqu'à présent, toutes les décisions et les réflexions concernant l'ASBL étaient prises par la coordination, puis validées par le conseil d'administration. Nous n'avions jamais laissé la parole aux apprenant-e-s alors que nos actions leur sont destinées. Cela semble aberrant aujourd'hui. Toutefois, les pratiques ancrées depuis des années dans un fonctionnement hiérarchique ne se changent pas facilement. Nous nous rendons bien compte que laisser les formateur-ric-e-s et les apprenant-e-s participer au processus de décision est un partage des responsabilités, ce qui finalement décuple la capacité d'agir, mais peut parfois faire peur. Pour la coordination, c'est accepter de perdre le contrôle mais c'est également faire confiance aux autres acteurs de l'ASBL. Il s'agit de faire AVEC tous les acteurs de l'ASBL et non plus POUR les apprenant-e-s.

Participer, c'est donc aussi avoir une part de responsabilité dans ce qu'il est en train de se passer, et la majorité des personnes qui fréquentent notre ASBL sont rarement consultées dans leur vie quotidienne, on leur demande peu leur opinion, de se positionner. Il est donc parfois difficile de les mobiliser si on se limite à ne leur demander que ponctuellement leur avis concernant l'ASBL.

Nous n'en sommes qu'au début du processus, toutefois, nous avons constaté que lorsqu'un sujet leur tient à cœur, les participant-e-s sont prêt-e-s à « se mouiller » et à sortir de leurs habitudes.

Je souhaiterais donc remercier tou-te-s les participant-e-s, les formateur-ric-e-s qui nous poussent à réfléchir et à reconsidérer nos positions, par leurs avis, leurs questionnements,... et même les pouvoirs publics qui, en émettant leur point de vue à travers leurs appels à projets, nous obligent à encore mieux définir nos positions.

Leïla LOUAHED, chargée de projets
Formosa ASBL

Adapter nos pratiques aux milieux populaires : à la recherche d'une participation de qualité

Mon parcours comme intervenante communautaire au Québec a été parsemé de doutes et de remises en questions. J'ai été en constante quête de cohérence entre principes et pratique. J'ai orienté ma pratique vers la recherche de stratégies d'animation efficaces et respectueuses des milieux populaires, et développé des outils et des formations à cet égard.

Je vais ici faire la narration de mon parcours, des constats qui m'ont amenée à développer des stratégies et outils d'animation qui, je crois, permettent une meilleure participation des apprenant·e·s analphabètes dans des processus d'apprentissage, de réflexion, d'action, décisionnels, citoyens, etc.

Par Esther FILION

Un malaise

Au début des années 2000, après plusieurs années d'expérience dans des groupes d'alphabétisation populaire, j'ai ressenti un malaise grandissant face aux pratiques dans lesquelles je baignais, et en particulier concernant les pratiques démocratiques. En alphabétisation populaire, au Québec, il y a une volonté d'horizontalité, d'égalité qui fait que les membres (ou participant-e-s) des organisations sont invités à prendre part à (au moins) une assemblée générale annuelle, dans laquelle seront décidés les objectifs de l'année suivante, dans laquelle le budget sera entériné et où le prochain conseil d'administration sera élu. Ce conseil d'administration, comprenant souvent des participant-e-s en processus d'alphabétisation, prend des décisions relatives à la gestion de l'organisme et s'assure qu'il respecte sa mission à travers les différentes activités et projets. À ces structures dites formelles s'ajoutent divers comités qui décident et mettent en pratique plusieurs types de projets, allant des sorties et fêtes aux actions collectives pour défendre les droits des communautés ou améliorer leurs conditions de vie.

Une recherche

J'ai entrepris une maîtrise en intervention sociale dans le but de développer ma réflexion critique sur les pratiques démocratiques dans les organismes. Plus précisément, j'ai voulu confronter les principes à partir desquels se sont élaborées les pratiques d'alphabétisation populaire aux pratiques elles-mêmes. Au moyen d'une recherche exploratoire basée sur une méthode ethnographique, j'ai cherché à comprendre comment les membres de nos groupes vivent et conçoivent les pratiques démocratiques des organismes d'alphabétisation auxquels ils participent¹. J'ai voulu comparer leurs interprétations aux intentions des formatrices ou animatrices, qui appartiennent à un autre groupe culturel, scolarisé (je parle donc de culture de classe). Et j'ai voulu voir si les pratiques étaient efficaces, c'est-à-dire si elles permettaient

¹ Esther FILION, *Les pratiques démocratiques dans les groupes d'alphabétisation populaire : libération ou insertion culturelle ?*, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en intervention sociale, Université du Québec à Montréal, 2005 (<http://bv.cdeacf.ca/documents/PDF/rayonalpha/84419.pdf>).

une réelle participation des membres. Pour ce faire, j'ai analysé mes observations avec une approche de relativisme culturel, c'est-à-dire sans interpréter la culture du milieu populaire en termes de manques mais plutôt comme des façons de faire, de comprendre et de dire différentes de celles des personnes scolarisées mais égales en valeur.

L'alphabétisation populaire au Québec se base notamment sur les principes de l'approche de conscientisation : rapport d'égalité, prise de parole des personnes opprimées, respect et reconnaissance de la culture des milieux populaires, démocratie authentique. La conscientisation vise la résolution des problèmes dus à des causes structurelles ainsi que la libération ou le changement des conditions de vie des personnes à travers la réflexion et l'action collective. Paulo Freire, qui a élaboré cette approche, a dénoncé l'éducation bancaire selon laquelle « *le savoir est une donation de ceux qui jugent qu'ils savent à ceux qu'ils jugent ignorants* »². Selon lui, l'éducation doit donc se faire à partir du langage des gens, de leur perception de la réalité, de leur façon de vivre. Pour que les personnes opprimées puissent prendre la parole, elles doivent se réapproprier leurs mots, leur vision du monde, leur histoire.

Je me suis donc intéressée à ce que les participant-e-s ont à dire sur les pratiques démocratiques telles qu'ils et elles les vivent et voient ; et j'ai confronté ces pratiques aux principes qui sont à la base de l'alphabétisation populaire québécoise. En plus des entrevues, j'ai fait des observations d'« activités démocratiques ».

De durs constats

Mon analyse du matériel récolté a fait ressortir plusieurs contradictions entre le discours (ou les intentions) des formatrices, basé sur les principes nommés plus haut, et les impacts des pratiques. Elle a mis en évidence une domination culturelle, à l'opposé des visées de conscientisation. Les pratiques démocratiques observées correspondent à une culture de milieux scolarisés, elles ne sont pas universelles.

² Paulo FREIRE, *Pédagogie des opprimés (suivi de Conscientisation et révolution)*, FM/Petite collection Maspero, 1977, p. 51.

Voici quelques exemples qui m'ont menée à déduire que ces pratiques ne favorisaient pas une réelle participation de tous et toutes :

- Les participant-e-s n'arrivaient pas à nommer les sujets de discussion dans les « activités démocratiques » auxquelles ils et elles avaient participé, sauf ceux liés à leur expérience (sorties, ateliers, horaires, locaux, prestations sociales).
- Ils et elles ne savaient pas utiliser les informations qui leur avaient été transmises, par exemple au conseil d'administration (le fonctionnement des subventions, les programmes des ministères, les partenaires, tous des sujets abstraits et éloignés de leur univers).
- Les sujets qui les préoccupaient (les ateliers, la pédagogie, les activités sociales) n'étaient pas ceux dans lesquels les salariées plaçaient leurs efforts démocratiques.
- Dans les « activités démocratiques », ils et elles s'exprimaient très peu, et quand c'était le cas, c'est qu'il s'agissait du choix et du contenu des ateliers, des animatrices, de l'espace physique, du mobilier, des sorties et des fêtes.
- Ils et elles ne distinguaient pas les différentes structures et leurs pouvoirs respectifs, et voyaient certaines instances comme des lieux informatifs et non décisionnels.

Au final, il m'est apparu que les explications ou autres formations données par les animatrices sur les différentes instances ne favorisaient pas la participation de façon significative, et même qu'elles pouvaient nuire (ne saisissant pas les explications, les participant-e-s étaient intimidé-e-s et ne se considéraient pas aptes à participer).

Trois constats importants sont ressortis de la recherche :

- Une approche éducative de la démocratie peut entretenir une identité d'apprenant : à force de toujours enseigner comment les choses fonctionnent (en plus des activités d'alphabétisation de base), les animatrices maintiennent les participant-e-s dans un rôle d'apprenant. Cela nuit à l'égalité ou horizontalité nécessaire aux pratiques démocratiques. Une anecdote à ce sujet : lors de mes premières entrevues, mon intention était de questionner les participant-e-s sur leur vision et leur expérience des pratiques démocratiques de l'organisme. J'ai pourtant réalisé après quelque temps que les témoins de

ma recherche cherchaient une bonne réponse et croyaient que je testais leurs connaissances. Ils n'ont jamais pensé que je pouvais être intéressée à leur propre vision. Certains m'ont dit aborder leur expérience dans les espaces démocratiques de la même façon : chercher la bonne réponse (et non apporter leur opinion ou contribution).

– Des pratiques ne tiennent pas compte de la réalité des participant-e-s. Les personnes analphabètes, de milieu populaire, ont grandi et passé leur vie dans le mépris des autres, la honte et la crainte d'être humiliés. Cela a des impacts au moins aussi forts que ceux conséquents au fait de ne pas être allées longtemps à l'école. Elles ont pour la plupart une très faible confiance en soi et doutent de leurs capacités. Dans ma recherche, elles se disent moins compétentes que les animatrices (de façon générale), leur reconnaissent un meilleur jugement et se disent responsables de leur mutisme dans les espaces démocratiques parce qu'incapables de comprendre.

– Des pratiques favorisent les intérêts des animatrices. Lors de mes observations, j'ai été frappée de la facilité avec laquelle les animatrices pouvaient favoriser leurs propres vues, et ce sans que personne ne le remarque. Elles sont tellement plus à l'aise que les participant-e-s avec les structures, procédures et contenus que c'est très facile pour elles d'utiliser ce pouvoir pour, par exemple :

- ignorer ou refuser une suggestion (et s'attarder seulement sur celles qui leur conviennent) ;
- utiliser ou non les procédures (par exemple, demander ou non qui appuie une proposition, affirmer que tel ajout à l'ordre du jour n'est pas légal) ;
- utiliser des arguments et explications au lieu d'exprimer une opinion de façon transparente (« vous n'avez pas compris, je vais vous expliquer... ») ;
- utiliser un vocabulaire ou un contenu inaccessible ;
- traduire une intervention en en changeant le sens.

Je précise que je ne crois pas que cela soit fait de façon préméditée, organisée ou même consciente. Je crois en la bonne volonté des intervenantes, et je me suis reconnue à plusieurs reprises dans ces pratiques. Il n'empêche que la différence culturelle est utile aux animatrices car source de domination ; elle

leur permet de conserver et d'amplifier leur pouvoir face aux participant-e-s. Il faut d'abord reconnaître cette différence culturelle pour changer la situation de domination.

J'en suis venue au constat que la démocratie que nous pratiquons est culturocentriste (ancrée culturellement), et que cela nuit à la prise de pouvoir des membres. Paulo Freire disait d'ailleurs que c'est la culture des éducateurs qui fait frein à l'action des personnes de milieu populaire. Et je me suis demandé si la démocratie est possible dans de telles conditions.

Pensons-y : est-ce que ceux et celles qui ne réussissent pas à apprendre comment fonctionne la démocratie, qui ne parviennent pas à comprendre le contenu si complexe des enjeux n'auraient pas la même possibilité que les autres de participer aux débats, ne pourraient pas influencer la vie de l'organisme et les choix qui y sont faits ? N'est-ce pas là que se situe l'enjeu de la démocratie ?

Donc, la participation démocratique ne devrait pas nécessairement passer par l'acquisition de compétences définies à l'extérieur du groupe de participant-e-s. Au lieu de les dire incapables ou pas intéressé-e-s, de dire que les dossiers sont complexes ou qu'ils et elles manquent de support ou d'informations, on pourrait aborder les difficultés concernant les pratiques démocratiques comme des pratiques trop éloignées de leur univers culturel, qui font appel à des habiletés et des intérêts différents des leurs. On pourrait alors parler du manque d'habiletés des intervenantes à s'adapter à la culture des membres, au lieu que ce soit toujours le contraire, et ainsi orienter le renouvellement des pratiques.

Mes observations d'éléments qui semblaient favoriser la participation tendaient à confirmer cela : de petits groupes de pairs ; des réunions pas trop longues et où l'on va lentement ; des réunions où les membres prennent des décisions sur des sujets qui les concernent directement, dont les enjeux sont concrets et importants pour eux.

Premières pistes

Après ces observations, constats et réflexions, j'ai formulé quelques pistes qui me semblaient pertinentes.

D'abord, écouter davantage les participant-e-s dans des contextes non formels afin d'entendre les sujets qui les intéressent et leurs préoccupations. Cela suppose de développer une habileté à écouter ce que sous-entendent les choix des personnes, leurs réactions et les sujets de discussion ou affirmations qui reviennent souvent (« qu'est-ce qu'ils sont en train d'exprimer ? »). Plus généralement, travailler à mieux connaître les participant-e-s, notamment leur façon de communiquer, et tenter de comprendre le sens donné par les personnes à ce qu'elles vivent et disent. Cela pourrait notamment permettre d'inclure les sujets qui les préoccupent dans le débat démocratique.

Ensuite, multiplier les occasions de prise de parole afin de développer confiance et habiletés. Nous y reviendrons plus loin.

Aussi, favoriser les conditions d'expression (ce qui permet aux gens de prendre la parole) : laisser les participant-e-s s'exprimer en premier ; poser une question à la fois ; noter les interventions hors propos pour y revenir ultérieurement (une personne analphabète qui a une pensée qu'elle ne peut noter est forcée de l'exprimer sur le champ, sinon elle devra soit abandonner son idée, soit ne pas écouter la discussion en cours jusqu'à ce que son propos soit bienvenu...). Également, faire preuve de flexibilité dans l'ordre du jour et les autres procédures (elles sont supposées favoriser le processus, non le contraire).

Enfin, valoriser l'action comme façon de mettre en œuvre la démocratie.

Pour réduire son influence comme animatrice, on peut prendre l'habitude de se poser des questions comme : est-ce que le groupe peut deviner mon avis ? Est-ce que ma voix, l'expression de mon visage, mon intonation, mes mots, peuvent influencer ? Est-ce vraiment une information, un fait, ou plutôt une opinion ? En tant qu'animatrice, il est important de développer l'habitude de toujours douter de la compréhension des participant-e-s ou, dira-t-on plutôt, de sa propre capacité à se faire comprendre. Mais attention ! L'inverse arrive aussi fréquemment. Souvent des commentaires de participant-e-s sont jugés

hors propos par des animatrices, alors qu'en réalité, ce sont elles qui les ont mal compris. Il est donc aussi important pour les animatrices de douter de leur habileté à bien comprendre les participant-e-s.

Tout cela suppose de réfléchir sur sa culture et ses référents, leurs impacts, et au poids de sa propre interprétation.

Bref, je me suis dit que c'était aux animatrices de s'adapter, pas toujours le contraire. Mais comment, plus précisément ?

À la recherche de solutions concrètes

Après ce travail exploratoire et critique, j'ai commencé la recherche de solutions avec une collègue, Nathalie Germain, avec qui je travaillais au Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA)³, un organisme situé dans un quartier populaire montréalais. Nathalie avait déjà commencé à créer des outils qui tenaient compte des critiques émises dans ma recherche et a été une vraie leader dans la recherche de solutions concrètes. Ensemble, nous avons cherché à :

- réduire l'influence des animatrices, ainsi que des participant-e-s plus confiant-e-s ;
- permettre aux participant-e-s de s'émanciper de leur statut d'apprenant-e-s ;
- respecter les intérêts, les réalités et le fonctionnement (culture) des milieux populaires.

Je m'intéressais désormais moins aux pratiques démocratiques et davantage aux pratiques liées à l'intervention collective. L'intervention collective (ou communautaire) est ce processus qui permet à une intervenante d'accompagner un groupe dans l'analyse de sa situation, l'identification d'une revendication, le choix de moyens d'action et la mise en œuvre de l'action. Le but est un changement social qui vise ultimement l'amélioration des conditions de vie des participant-e-s. Un groupe, par exemple, après avoir fait une démarche sur les préjugés envers les personnes pauvres ou analphabètes, pourrait décider de mener des actions de sensibilisation dans son quartier pour

3 www.cedamtl.org

revendiquer plus de respect de la part de ses concitoyens, ou encore demander à l'État de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation. Un autre, après avoir analysé les causes et conséquences de l'analphabétisme, pourrait décider de faire une action afin que les bulletins de vote contiennent des photos. Un autre encore, après avoir constaté que le coût de plus en plus élevé du transport en commun empêche de s'alphabétiser ou d'exercer sa citoyenneté, pourrait décider de revendiquer un tarif social.

Créer des outils visuels

Une des clés a été la visualisation de l'information. Inspirées par les approches et méthodes Reflect-Action et MARP⁴, nous avons intégré des outils visuels⁵ à tous niveaux, des ateliers d'alpha ou de théâtre jusqu'aux actions et autres projets collectifs. Par exemple, nous représentons toujours les informations sous forme de tableau ou de graphique, si cela est possible. Nathalie a utilisé des graphiques dans ses ateliers pour accompagner les participant-e-s dans l'évaluation de leurs progrès. J'ai utilisé des tableaux avec des illustrations pour « transcrire » le scénario d'une pièce de théâtre créée par les participant-e-s.

Nous avons aussi créé des outils pour favoriser l'analyse de sa situation-problème par un groupe. Par exemple, nous avons développé un outil que nous avons appelé « Analyse de situation par catégorisation ». Dans cette démarche, les membres du groupe sont amenés à prendre conscience de l'impact du contexte socio-économique sur leur possibilité d'apprendre quand ils étaient jeunes. À la fin, nous avons créé un mandala où chaque couche représentait les manifestations du problème, ses causes (et leur catégorie), et enfin les forces des participant-e-s. Dans une autre démarche, j'ai créé un tableau illustré qui recensait les préjugés auxquels les membres du groupe faisaient face et les arguments (basés sur l'expérience du groupe) permettant de répondre à chaque préjugé.

⁴ Voir : Frédérique LEMAÎTRE et Catherine STERCQ, *Reflect-Action dans la filiation de Paulo Freire et de la MARP* (édito), in *Journal de l'alpha*, n°163, avril 2008, pp.5-7 (www.lire-et-ecrire.be/ja163).

⁵ Pour avoir accès aux détails des outils décrits dans cette section, rendez-vous sur <http://engrenagenoir.ca/rouage/outils>



Mandalas réalisés par des participant·e·s, chaque couche représentant les manifestations d'un problème, ses causes et les forces des membres du groupe.

Pour ce qui est des prises de décisions, nous prôtons l'utilisation de tableaux d'analyse avec, notamment, l'utilisation de critères. Ce peut être aussi un tableau qui illustre et permet de comparer d'un coup d'œil le nombre d'avantages et de désavantages d'une solution.

Tableau illustrant le travail d'un sous-groupe pour analyser une solution en fonction des avantages ou problèmes réglés par cette solution (colonne de gauche) et des inconvénients ou problèmes restants (colonne de droite).



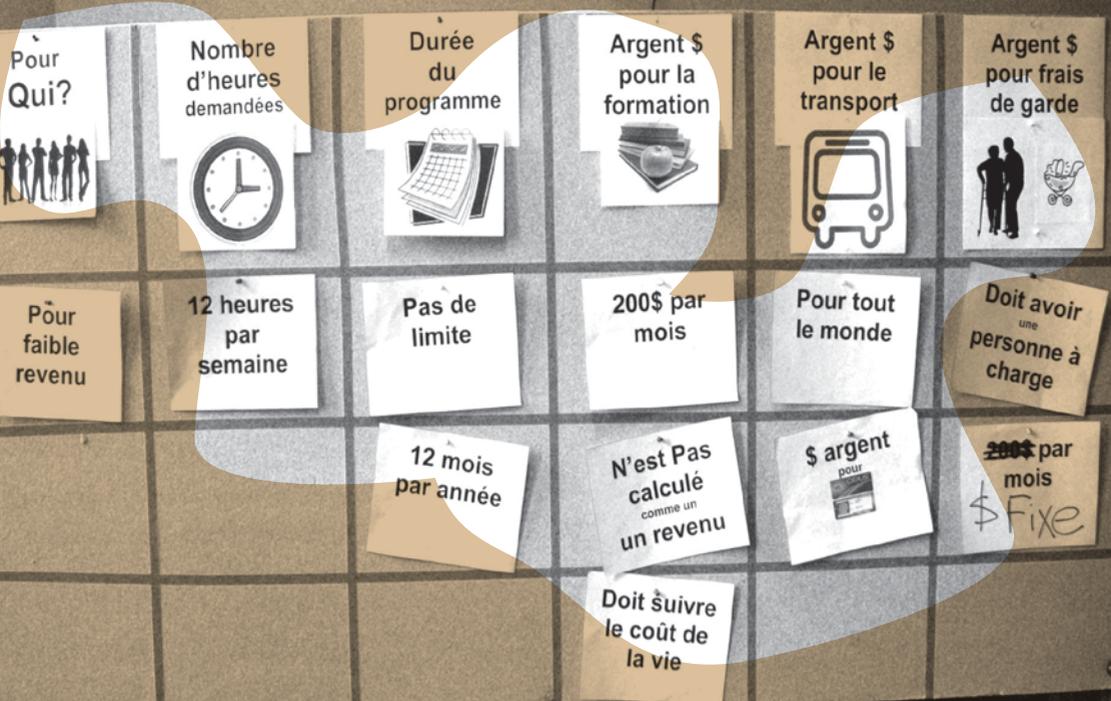
Il est important de garder une mémoire du processus et des décisions. En effet, c'est souvent un défi pour le groupe de se souvenir des raisons qui l'ont mené là où il se trouve. Et cela est nécessaire pour prendre des décisions éclairées, conserver l'adhésion du groupe aux décisions et favoriser l'intégration des nouvelles personnes dans le groupe. Pour ce faire, s'il n'est pas possible de tout conserver (faute d'espace ou de matériel, par exemple), on peut photographier les tableaux et autres outils visuels utilisés en cours de projets, puis les imprimer ou les projeter au besoin. On peut aussi créer un tableau représentant uniquement les décisions prises en groupe.

Enfin, les tableaux et les couleurs (souvent le rouge, le jaune et le vert) sont utiles pour évaluer un atelier, une solution, une action, une démarche,...

Selon le contexte de leur utilisation, les outils visuels auront les impacts ou avantages suivants :

- ils réduiront l'influence des leaders, de ceux ou celles qui s'expriment plus aisément ou qui ont plus de confiance en soi ;

Tableau de présentation des composantes idéales, du point de vue des participant·e·s, d'un programme gouvernemental de formation.



LA PARTICIPATION

- chaque membre du groupe sera à la même place du processus, au même moment ;
- on pourra voir les arguments de chacun-e ;
- chacun-e verra la même chose, comprendra pourquoi une idée a été retenue ou pas, verra où on en est, comprendra et connaîtra le chemin, comprendra d'où vient le résultat, la décision ;
- il y aura moins d'énergie utilisée pour se souvenir ;
- le rythme sera imposé par l'outil (pas par ceux et celles qui « comprennent » vite), donc ça réduira la distance possible entre les participant-e-s ;
- les outils nous assureront que chaque personne a pris position ;
- ils permettront d'éviter l'impression que tout le monde est d'accord (alors qu'il y en aura toujours qui n'oseront pas contredire ceux et celles qui se seront exprimés en premier) ;
- parfois, les décisions se révéleront d'elles-mêmes, elles seront presque des constats : on regardera et elles deviendront évidentes.

Tableau de recensement des problèmes vécus par les participant-e-s, le nombre d'étiquettes devant permettre d'identifier les problèmes prioritaires (idéalement, il faudrait que les étiquettes soient toutes de même taille pour que ce constat puisse se faire rapidement).



Repenser la communication

Malgré toute la bonne volonté du monde, il est habituellement difficile pour les personnes scolarisées de bien communiquer avec les membres de la classe populaire. Ça demande une vigilance constante et tout un apprentissage ! J'ai donc travaillé, au fil des années et avec le concours de différentes collègues, à améliorer ma communication et à créer des formations pour d'autres intervenantes et animatrices.

La distance culturelle entre les milieux populaires et les milieux scolarisés est parfois si grande, c'est presque comme si on parlait deux langues différentes. Dans la communication, j'ai cessé d'utiliser le mot « simplifier » pour privilégier le terme « traduire ». En effet, il ne s'agit pas seulement de remplacer les mots difficiles à lire par des mots plus simples mais plutôt d'aborder les sujets différemment, de changer la structure des communications. Je résumerais à ceci la pratique de la communication accessible :

- Toujours commencer par le concret, l'expérience. Les personnes scolarisées ont tendance à commencer leurs interventions par des concepts et éventuellement vont donner des exemples et des détails. Quand j'aborde un sujet avec des personnes de milieu populaire, j'essaie toujours de d'abord faire référence à leur expérience ou du moins à quelque chose de concret.
- Éviter les concepts. Un concept est une représentation abstraite. Nous utilisons une surabondance de concepts qui, s'ils sont pratiques, sont souvent stériles pour les personnes peu scolarisées : démocratie, mandat, échéancier, droits, capitalisme, majorité, dignité, ville/pays, patriarcat, etc. S'il n'est pas possible de les traduire par quelque chose de concret ou d'expérientiel, alors on tentera de simplifier le concept. Par exemple, on choisira « sujet » au lieu de « thème » et « but » au lieu d'« objectif ».
- Pour la communication orale, donner une consigne à la fois, éviter les pourcentages, considérer la difficulté à calculer le temps, etc.
- Pour la communication écrite, choisir et ordonner les informations, aérer la mise en page, illustrer,...

Une bonne stratégie est d'être à l'écoute et d'utiliser (noter et reprendre) les expressions des participant·e-s, leurs références, etc. Cela permet de respecter

leur culture et de travailler à partir de leur vocabulaire. Cela réduit aussi les risques d'incompréhension. Par exemple, il a été long pour ma collègue de réaliser que pour les membres de son groupe, il n'était pas souhaitable d'obtenir un « revenu décent » car ils voyaient ce revenu « descendre » alors qu'ils voulaient le voir monter.

Autres stratégies

Une autre façon d'illustrer des enjeux est de le faire à travers des scénarios. Nous avons remarqué que les participant-e-s réagissent parfois plus aisément à ce qui incarne leur expérience et fait appel à leurs émotions. Les réactions spontanées constituent ensuite des informations pour les animatrices.

Pour ce qui est des informations parfois utiles aux différentes démarches, ma recherche suggérait qu'elles peuvent être source d'exclusion (que se passe-t-il avec les personnes qui ne comprennent pas ou n'intègrent pas les informations ?). C'est pourquoi elles ne devraient être transmises que SI on en a besoin et QUAND on en a besoin.

Dans l'animation, il est facilitant de créer un équilibre entre apprendre, discuter, manipuler, être actif, etc. Une discussion ouverte ne devrait pas être trop longue (30 minutes semble être une durée maximale).

Le travail en sous-groupe facilite grandement la prise de parole. Idéalement, lorsque c'est possible et que cela n'alourdit pas la démarche, on invitera un ou plusieurs membres de l'équipe à présenter devant le grand groupe une partie du résultat du travail. Lorsque la prise de parole est plus longue ou plus difficile, proposer aux participant-e-s de s'entraîner pendant le temps de travail en sous-groupe peut être utile et permet de donner des conseils sur la prise de parole en public. Le travail en sous-groupe assure la participation d'un plus grand nombre de personnes, c'est une méthode de travail plus collective qui donne la chance à tous de contribuer à son rythme et selon ses capacités du moment.

Nous avons, parallèlement à cette stratégie d'animation, conçu une formation pour les participant-e-s afin de développer leur aptitude à prendre la parole en public.

En amont de la mise en œuvre de ces différentes stratégies, nous avons fait des démarches pour que les participant-e-s prennent conscience de leur valeur et de la légitimité de leurs actions. Nous les avons par exemple invités à identifier leurs forces comme individus ou communauté, ou encore à identifier leurs contributions (souvent non rémunérées) à la société. La grande difficulté qu'ils ont eue à le faire est un signe de l'importance de la démarche.



Affiches mettant en évidence la valeur des participant-e-s et leurs contributions sociales.

Enfin, nous avons mis en place différentes modalités de vote pour réduire l'impact des personnes qui ont tendance à influencer les autres membres du groupe. Ainsi, nous privilégions parfois le vote secret.

Et maintenant, l'art !

Depuis six ans le CEDA a la chance de recevoir le soutien d'artistes pour la réalisation de ses projets d'action collective. Cette voie nous est apparue exceptionnelle : l'art communautaire facilite l'expression des individus autrement que par les mots, il assure une première satisfaction liée à l'accomplissement d'une création artistique collective et il permet des actions originales. Surtout, il favorise la visibilité (ou l'audibilité) des personnes dans la société, ce qui constitue un grand potentiel de changement social. J'ai été tellement séduite par cette approche que je travaille maintenant pour l'organisme qui soutient ces projets d'art action communautaire : Engrenage Noir⁶.

⁶ Pour en savoir plus sur l'art action communautaire, venez nous rendre visite sur <http://engrenagenoir.ca/rouage>

Conclusion

Dans toutes ces stratégies, il y a pour moi des convictions et des zones de doute. D'abord, je ne peux prétendre que nous avons vraiment saisi la culture populaire et trouvé des alternatives entièrement satisfaisantes à ce que j'avais identifié comme pratiques culturocentristes. Je ne peux pas, par exemple, mesurer réellement dans quelle mesure le pouvoir des animatrices est « aplani » avec ces stratégies. Je me questionne aussi sur le degré de liberté et surtout d'initiative que permettent aux participant-e-s ces stratégies très encadrantes.

Néanmoins, j'ai pu observer une plus grande efficacité des démarches, une meilleure mobilisation des participant-e-s, des décisions assumées par le groupe et reflétant davantage l'avis du groupe que celui de certains de ses membres. La prise de parole par les participant-e-s se fait lentement, mais sûrement, et avec un souci des autres. Enfin, le degré de conscientisation évolue nettement et durablement.

Je terminerai en disant que le plus grand défi auquel sont confrontées les personnes qui souhaitent mettre en place de telles stratégies, c'est le temps. En effet, créer et préparer ces outils demandent du temps (et, idéalement, de la collaboration), et ce temps fait cruellement défaut aux animatrices qui doivent composer avec un budget très restreint et une population de plus en plus exclue et appauvrie.

Esther FILION

intervenante communautaire et formatrice
coordonnatrice à Engrenage Noir (Québec)

L'égalité, fondement ou illusion de la participation ?

Alors que l'on se contente généralement de critiquer l'incapacité des espaces de participation à influencer les décisions, ce texte propose d'examiner les formes d'exclusion et de fermeture qui se déploient *en-deçà de ce moment particulier*. Il nous invite ainsi à être attentifs aux charges que la participation fait peser sur les personnes. C'est sur cette base qu'il propose de travailler au renforcement de la dynamique démocratique de nos pratiques participatives.

Par Julien CHARLES

Les pratiques participatives sont régulièrement critiquées pour leur manque d'influence sur les décisions : les choix opérés et les actions qui en découlent se rapportent très peu aux convictions, avis ou opinions échangés et construits dans les espaces de rencontre entre participants et décideurs. Comme le roi parafant les textes votés au Parlement fédéral, les participants sont convoqués pour avaliser des décisions prises ailleurs, sans capacité de modifier quoi que ce soit.

Pour faire le tri entre fausse et vraie participation, différents spécialistes ont dessiné des échelles s'étendant depuis le niveau zéro de l'information jusqu'à l'autodétermination. Elles identifient ainsi un horizon à atteindre : une participation où la voix de chacun des contributeurs est entendue et prise en compte. Elles semblent également tracer un chemin pour progresser dans ce sens : de l'écoute plus ou moins attentive des prises de parole individuelles, on peut avancer vers la consultation ou la codécision, pour parvenir à l'autogestion. La métaphore de l'échelle évite de considérer comme une manipulation sournoise chaque espace de participation prenant ses distances avec l'idéal démocratique de l'exercice du pouvoir par et pour le peuple. Les écarts par rapport à cet horizon maximaliste peuvent même s'avérer temporairement nécessaires, pour peu que l'on examine les dynamiques préalables à la prise de décision.

8	Contrôle citoyen	Pouvoir des citoyens
7	Délégation du pouvoir	
6	Partenariat	
5	Conciliation	Coopération symbolique
4	Consultation	
3	Information	
2	Thérapie	Non-participation
1	Manipulation	

Les huit échelons de la participation citoyenne selon Sherry R. Arnstein¹

¹ Traduction personnelle de Sherry R. ARNSTEIN : *A Ladder of Citizen Participation*, in *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 35, n°4, 1969, p. 217.

Pour rendre compte de ces écarts, on peut remonter le temps avec différentes disciplines scientifiques. Le philosophe Mark Hunyadi décrit l'emprise du capitalisme sur nos modes de vie² : alors que l'on prétend être libres et autonomes, nous ne parvenons pas à nous défaire des attentes qui pèsent sur nous³. Pour sa part, le sociologue Pierre Bourdieu dévoile la façon dont les dominants bénéficient des règles démocratiques, voire le caractère arbitraire des institutions démocratiques⁴ qui entretiennent les inégalités bien plus qu'elles ne luttent contre celles-ci. Avec d'autres, on pourrait remonter plus loin encore dans l'histoire des personnes et des communautés pour révéler ce qui apparaîtra alors comme la supercherie démocratique. Mais *en tant qu'animateurs de dispositifs participatifs et dans l'espace-temps qu'ils ouvrent*, nous avons peu de prise sur ces dynamiques. C'est pourquoi, dans la suite de cet article, je m'arrêterai « au seuil de la participation »⁵, dans les lieux et les instants qui précèdent l'entrée des participants potentiels dans les associations, les projets, les endroits ou les moments participatifs. Ce choix n'est que méthodologique ; il ne doit surtout pas nous empêcher de traiter *en tant que citoyens*, sur d'autres scènes et avec d'autres moyens, les enjeux que l'histoire, la philosophie ou la sociologie nous donnent à voir.

Élargissement du public des participants

Le seuil de la participation sur lequel je propose de m'arrêter est cette zone tampon où se joue un tri entre l'ensemble des personnes concernées par l'enjeu de telle ou telle rencontre et les personnes effectivement rassemblées. Parmi les individus potentiellement affectés par un problème, quels sont ceux qui sont effectivement présents lorsqu'ils sont invités à en débattre ?

2 HUNYADI Marc, *La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*, Lormond, Le Bord de l'eau, 2014.

3 Comme par exemple être connecté, mobile, intégré dans le monde du travail et celui de la consommation.

4 BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979 (en particulier le chapitre 8 : *Culture et politique*). Voir aussi : GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

5 BERGER Mathieu et CHARLES Julien, *Persona non grata. Au seuil de la participation*, in *Participations*, n°9, 2014/2, pp. 5-36 (www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=PARTI_009_0005).

Le sentiment d'être à sa place dans ces lieux participatifs n'est pas réparti équitablement. Pour que je décide de m'y rendre, il faut que je considère avoir de bonnes raisons de (pouvoir) le faire. Suis-je capable d'avoir un avis et d'émettre une opinion ? Ce que je pense vaut-il la peine d'être énoncé et entendu par des inconnus ? Est-ce vraiment mon rôle de prendre part à cette réunion ? Pourquoi devrais-je y aller si aucun de mes voisins ne s'y rend ? Sentiments d'impuissance et d'exclusion se cumulent ici et conduisent à l'annulation de nombreuses rencontres, faute de participants présents au lieu prévu et au moment attendu.

Pour comprendre ces dynamiques de fermeture et d'exclusion, il faut *a minima* se rendre compte de ce que les espaces officiels de participation ne parviennent pas à accueillir. Doit-on dès lors aller sonner chez tous les habitants de la commune ou du quartier pour découvrir pourquoi ils n'ont pas assisté à tel évènement organisé par une association, à telle rencontre citoyenne mise en place par la commune, à telle réunion du comité de quartier ? Sans doute pas. Il suffit peut-être de faire un tour au marché, de déclencher une discussion avec un inconnu dans les transports en commun, de trainer attentivement à la sortie d'une école ou près d'un terrain de sport, de tendre l'oreille à la terrasse d'un café ou dans une file d'attente, de répondre aux interpellations d'un mendiant ou de prendre part aux conversations des collègues auprès de la machine à café. En se montrant perméable à ce qui est communiqué dans ces espaces-temps où il n'est pas attendu de se montrer comme « participant » ni même comme « citoyen », on remarque très vite que des avis, des critiques et des propositions y sont formulés, discutés, voire même parfois expérimentés.

Ce constat impose un retournement de perspective et de responsabilité : *ce ne sont pas les participants qui ne viennent pas là où ils sont attendus, ce sont les dispositifs participatifs qui sont inhospitaliers*. Une réflexion sur l'ouverture – y compris au sens très matériel – de ces espaces s'impose et doit nous conduire à frayer des chemins vers la participation avec et pour ceux qui se tiennent à son seuil.

Exigences de mise en conformité

Quel que soit le cadre que l'on donne à ces rencontres, elles produisent inévitablement des dynamiques d'exclusion. Pour que les contributions des participants soient reconnues comme un apport à l'œuvre commune, ces derniers doivent systématiquement s'ajuster aux contraintes propres à chaque technique ou méthode de participation, qu'il soit attendu d'eux qu'ils dansent, qu'ils dessinent, qu'ils réagissent à l'exposé d'un expert, qu'ils échangent des arguments, qu'ils notent trois idées sur trois post-it en trois minutes, qu'ils commentent une photo, qu'ils pointent un problème sur une carte, qu'ils s'expriment en se rapportant à un chapeau de couleur⁶, qu'ils prennent la parole au cours d'un tour de table systématique... Ceux qui se plient à ces attentes seront écoutés et leur apport sera peut-être même pris en compte. Ceux qui ne s'ajustent pas à ces exigences, aussi simples et banales soient-elles aux yeux des organisateurs, ne parviendront pas à se faire entendre. Bien que présents, des participants seront alors exclus, rendus incapables de produire autre chose que du « bruit »⁷, des informations à peine perceptibles, « hors sujet » ou incompréhensibles. Parce que les organisateurs ne parviennent pas à faire place à ce que les participants communiquent⁸, parce que leurs contributions ne sont pas conformes aux attentes qui pèsent sur leurs épaules, ces informations sont considérées comme des nuisances, elles sont négligées voire méprisées.

Dans ces espaces, et du point de vue de ces exclus, les animateurs imposent des codes arbitraires et produisent ainsi une violence, symbolique mais néanmoins brutale, sur ceux qui ne s'y conforment pas. Les formes contemporaines de participation seraient-elles condamnées à perpétuer l'exclusion des classes populaires qui caractérise l'histoire de nos sociétés modernes (*voir*

⁶ Voir à ce propos la présentation de la « méthode des six chapeaux pour penser » dans l'article de Murielle VAN BUNNEN : « Penser et agir autrement » : animations et outils, in *Journal de l'alpha*, n°187, janvier-février 2013, p. 90 (www.lire-et-ecrire.be/ja187).

⁷ RANCIÈRE Jacques, *Le Partage du sensible*, Paris, La fabrique, 2000.

⁸ Voir un exemple de non-prise en compte de l'intervention de participants à une réunion d'équipe dans l'interview que j'ai donnée à Manon LEGRAND : « La participation peut faire mal », in *Alter Échos.be*, 25 mars 2016, www.alterechos.be/julien-charles-la-participation-peut-faire-mal

encadré) ? Nous sommes en tous cas nombreux à avoir fait l'expérience de cette altération de l'idéal d'inclusion maximale, qui se manifeste souvent par le refus d'un animateur de prendre en compte l'intervention d'un « parano », d'une « emmerdeuse » ou d'une « bande de cons »⁹. Aussi problématiques que soient ces exclusions si elles ne s'accompagnent pas d'un travail d'inclusion, il faut aussi admettre que la répétition de ces interventions « déplacées » tend à libérer les prises de parole en public de toutes contraintes, y compris celles nécessaires au maintien de l'espace public démocratique lui-même¹⁰. Le plus souvent, ce sont malheureusement des réactions conservatrices qui répondent à ces irruptions maladroites ou dangereuses dans l'arène publique. Elles voient dans ces écarts à la tradition un péril pour la stabilité de nos sociétés¹¹.

Jürgen Habermas, l'un des philosophes contemporains les plus discutés, a écrit en 1962 une très intéressante histoire de l'espace public et de ses exigences¹². Il en décrit l'émergence progressive au cours du 17^e siècle. C'est à cette époque que les citoyens – les bourgeois – commencent progressivement à former une société civile, à travers la constitution de cercles où ils débattent initialement d'objets culturels. Ils s'autorisent ensuite, progressivement, à traiter de l'intérêt général et, ainsi, à exercer une forme de contrôle sur l'exercice du pouvoir par l'État aux mains de l'aristocratie. La masse des prolétaires, contrainte de vendre sa force de travail pour vivre, n'est évidemment pas conviée dans ces salons. Habermas en parle trop peu et, pour répondre à cette négligence, ses critiques ont développé des travaux stimulants autour de la notion d'espaces

9 Mathieu BERGER propose d'intéressantes analyses autour de ces situations dans un article de 2014 intitulé *La participation sans le discours* (www.espacestems.net/articles/la-participation-sans-le-discours).

10 Pour une réflexion très stimulante autour de cette problématique dans un tout autre contexte, lire les analyses que Joan STAVO-DEBAUGE a consacrées aux créationnistes dans *Le loup dans la bergerie* (Labor et Fides, 2015). Il démontre avec force comment ces derniers instrumentalisent la liberté d'expression à des fins mettant en danger les principes mêmes de la démocratie.

11 Ces feux et contrefeux ne contiennent pas systématiquement des propositions xénophobes, racistes ou sexistes, mais les uns comme les autres font le lit des populismes. Voir : CHARLES Julien, *Récupération populiste de la critique populaire*, CESEP, 2017, www.cesep.be/PDF/ETUDES/2017/recuperation_populiste.pdf

12 HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1988 (pour l'édition française).

publics subalternes, c'est-à-dire d'espaces qui « *constituent des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés [femmes, ouvrier·ère-s, gens de couleur et homosexuel-le-s] élaborent et diffusent des contre-discours, afin de formuler leur propre interprétation de leurs identités, leurs intérêts et leurs besoins* »¹³.

Dynamiques de transformation

Une politique participative qui a des ambitions démocratiques doit parvenir à mettre dos à dos les interventions déplacées et les rappels à l'ordre autoritaires. Tout comme un enseignant joue et se joue des erreurs de ses élèves pour leur apprendre à raisonner de façon autonome, la participation démocratique doit jouer et se jouer, à son seuil, des frontières entre l'acceptable et l'inacceptable, le dicible et l'indicible, la convention et l'exception. C'est ainsi qu'elle parviendra, pour reprendre les termes du philosophe Jacques Rancière, à rendre audible comme discours ce qui était jusqu'alors perçu comme du bruit, à produire de l'égalité là où se jouaient des processus arbitraires de domination.

Se pose alors la question, fondamentale pour nos démocraties, de la légitimité des principes de sélection inhérents à chaque méthode ou outil mobilisé pour animer ces espaces de participation¹⁴. Lorsque l'on examine ce qui se joue à son seuil, il apparaît clairement que l'expérience de la participation est vécue difficilement par ceux qui n'ont pas accès aux moments et aux espaces dans lesquels ces principes de sélection sont construits et validés. Elle fait peser sur les épaules de ces participants des exigences dont ils ne saisissent pas l'intérêt. Et on comprend bien pourquoi : en s'engageant dans ces espaces, ils sont contraints de se plier à des contraintes qui font disparaître ce qui a de la valeur à leurs yeux, ce qui vaut la peine d'être partagé. La participation devient alors une charge non pas au sens d'un mandat mais

¹³ FRASER Nancy, *Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement*, in *Hermès*, n°31, 2001, p. 138.

¹⁴ Y compris celui qui est devenu par l'usage synonyme de démocratie : le vote à la majorité.

plutôt d'un poids (trop) lourd à porter. La personne peut se trouver littéralement opprimée lorsque ces exigences vont radicalement à l'encontre de ce qui lui importe.

Une pratique participative démocratique nécessite donc de créer des espaces « interstitiels »¹⁵, qui permettent aux participants de construire des contributions non seulement audibles mais qui seront également prises en compte. En effet, la promesse de la participation n'est pas de se faire écho de tous les discours mais de peser sur les décisions. Autrement dit, le projet démocratique ne s'arrête pas à la liberté d'expression mais vise l'autodétermination. On retrouve alors ici, à sa juste place, la question de l'intensité des pratiques participatives dont il était question en début d'article : elle mérite d'être posée au terme d'une réflexion sur les exclusions antérieures au moment de la décision, laquelle vient conclure un processus plus long.

Ouvertures

Tout en semblant revenir à mon point de départ, j'espère être parvenu à déplacer le regard et, ce qui serait mieux encore, à inspirer une amélioration des pratiques. Dans quel sens ? On l'a vu, les participants doivent non seulement se sentir légitimes pour s'exprimer mais aussi identifier les principes de sélection qui sont d'application dans un espace participatif donné et s'y conformer. Lorsque leurs interventions ne rentrent pas dans ce cadre, elles peinent à être perçues, reçues et prises en compte. Ils doivent alors sacrifier ce qui ne peut être ni entendu ni pris en compte par l'animateur. Ne nous mettons pas pour autant à pleurer sur le triste sort de ces participants, n'abandonnons surtout pas l'idéal démocratique de la participation. Cherchons plutôt à prendre en compte les contraintes inhérentes à nos pratiques participatives et *rendre ces exigences à la fois légitimes et accessibles*. Passer cette problématique sous silence revient à réduire certains participants au

¹⁵ BREVIGLIERI Marc, *L'arc expérientiel de l'adolescence : esquive, combine, embrouille, carapace et étincelle...*, in *Éducation et Sociétés*, n° 19, 2007, pp. 99-113 (www.cairn.info/revue-education-et-societes-2007-1-page-99.htm).

silence. Pour l'éviter, à nous de fixer le principe d'égalité comme fondement de nos pratiques (ce qui est une révolution en soi, dans un contexte où ce principe est sans cesse méprisé) et de garantir l'exercice de cette égalité en posant un cadre de responsabilité collective, nécessaire à la constitution d'un commun démocratique.

Julien CHARLES

chargé de recherches et de formations au CESEP
chargé de cours invité à l'UGLouvain

Autres publications de l'auteur à lire en complément :

La participation en actes. Entreprise, ville, association, Paris,
Desclée de Brouwer, coll. Solidarité et société, 2016

La participation : quelle place pour les participants ?, CESEP, 2013,
[www.cesep.be/index.php/74-publications/analyses/pratiques-de-formation/
470-la-participation-quelle-place-pour-les-participants](http://www.cesep.be/index.php/74-publications/analyses/pratiques-de-formation/470-la-participation-quelle-place-pour-les-participants)

En coécriture avec Myriam van der Brempt :

Vous avez dit « participation » ?, CESEP, 2015, [www.cesep.be/index.php/
72-publications/analyses/enjeux-de-societe/688-vous-avez-dit-participation](http://www.cesep.be/index.php/72-publications/analyses/enjeux-de-societe/688-vous-avez-dit-participation)

Un atelier citoyenneté où les participants font l'expérience de la démocratie profonde

Si, les années précédentes, l'atelier citoyenneté du Collectif Alpha de Saint-Gilles était centré sur des questions de société¹, à la rentrée 2016-2017, l'atelier s'est orienté vers le thème de la culture. Titulaires de l'atelier depuis plus de 8 ans, Anne Loontjens et Joëlle Dugailly se sont, en janvier 2017, ouvertes aux démarches de la médiation culturelle et de la démocratie profonde, en partageant l'animation avec Muriel Bernard (asbl Article 27 # Bruxelles), formée à ces méthodologies. La participation approchée via les outils de la médiation culturelle² et de la démocratie profonde³ sera donc le fil conducteur de cet article.

Rencontre avec Muriel BERNARD et Joëlle DUGAILLY

1 Voir : Joëlle DUGAILLY et Anne LOONTJENS, **Comprendre, analyser et agir dans une société complexe : on y travaille !**, in *Journal de l'alpha*, n°195, 4^e trimestre 2014, pp. 62-76 (www.lire-et-ecrire.be/ja195).

2 Voir la présentation de ce qu'est la médiation culturelle sur le site d'Article 27 # Bruxelles : www.article27.be/bruxelles/Notre-engagement-125

3 Voir par exemple le site Deep democracy Belgique qui présente les outils utilisés en démocratie profonde : www.deepdemocracybelgie.com/frans/tools.htm et www.deepdemocracybelgie.com/frans/blog.htm

Le groupe Alpha 4 - Promotion sociale (niveau avancé) vient en formation au Collectif Alpha 21 heures par semaine. Sur ces 21 heures, trois (une après-midi) sont consacrées à l'atelier citoyenneté. Joëlle est la formatrice du groupe et Anne, en tant que militante de l'Université populaire de Saint-Gilles, la coanimatrice de l'atelier. Muriel les a rejointes en janvier 2017 dans le cadre du partenariat entre le Collectif Alpha et Article 27 # Bruxelles où elle est médiatrice culturelle.

En octobre 2016, le groupe Alpha 4 avait entamé une réflexion sur la culture avec Els De Clercq et Iria Galvan, de la Mission Recherche de Lire et Écrire Bruxelles, qui s'intéressaient aux cultures populaires dans le cadre d'une recherche en éducation permanente. En janvier 2017, le travail du groupe a continué sans elles mais, avec l'arrivée de Muriel Bernard, c'est une nouvelle aventure qui a commencé. Avec ce changement de cap, la participation s'est concrétisée à travers le développement de projets culturels en coresponsabilité et la prise de décision selon les principes de la démocratie profonde.

Le texte qui suit est une mise en forme issue d'une rencontre avec Joëlle et Muriel. La présentation – qui alterne le récit des séquences de l'atelier, la présentation des méthodologies mises en œuvre et les paroles des participants – rend compte conjointement des animations menées de janvier à juin 2016 et de septembre à décembre 2017 avec un nouveau groupe, toujours actif au moment d'écrire ces lignes.⁴

Les activités d'amorce et de fin d'atelier

Muriel : On introduit et on clôture chaque atelier par un moment collectif. On introduit par une ronde d'ouverture. On peut utiliser différentes méthodes. Cette année, ce sont les participants qui animent à deux ce moment. Certains qui ont déjà participé à un atelier théâtre en reprennent une technique, d'autres qui sont musiciens le font en musique, proposent un exercice de yoga, un jeu *Ni oui ni non...*

⁴ En entendant Joëlle et Muriel me faire le récit de cet atelier, j'ai rapidement fait un rapprochement entre ce qu'elles me racontaient et ce que j'avais lu à propos de l'empowerment dans le livre de Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, *L'empowerment, une pratique émancipatrice* (La Découverte, 2013). Voir : Sylvie-Anne GOFFINET, *L'empowerment, un concept à s'approprier en alpha ?*, en ligne (www.lire-et-ecrire.be/ja210).

Se concentrer sur l'ici et maintenant

Muriel : C'est un moment où, dans l'atelier, on se concentre sur l'« ici et maintenant ». On laisse un peu les soucis de côté. Chacun prend la mesure de comment il va et de comment vont les autres. On donne de la place aux ressentis. C'est aussi une manière de se relier à soi et aux autres, de se mettre en condition pour vivre et partager cet espace collectif qu'est l'atelier citoyeneté.

Muriel : Pour terminer l'atelier, on fait une ronde de clôture. Là c'est plutôt une animation sur comment on a vécu l'atelier. Ça peut aussi prendre différentes formes. Ce moment-là, c'est plutôt nous, les facilitatrices⁵, qui le portons pour s'assurer que tout le monde puisse s'exprimer. Ça nous permet de prendre la température du groupe et de chacun individuellement.

Donner une place aux ressentis

Muriel : Dans l'atelier, on parle des ressentis, on leur donne de la place. C'est ce qu'on fait avec la ronde d'ouverture et la ronde de clôture : dire comment on se sent. Et Anne, Joëlle et moi, on partage aussi nos ressentis, de la même façon que les autres membres du groupe. Et donc, du coup, en tant qu'êtres humains, on se rencontre. On décide de faire quelque chose ensemble et que ça se passe le mieux possible avec même de la joie... Il y a une réelle volonté de soigner l'espace commun qu'on se crée les jeudis. La manière de se placer dans l'atelier – on se met tous en cercle – n'y est évidemment pas étrangère.

Joëlle : Je ne dois rien préparer avec les participants avant le jeudi. Je leur ai dit que j'étais disponible si certains voulaient discuter avec moi pour préparer la ronde d'ouverture. Mais jusqu'à présents, ils se sont débrouillés tout seuls. C'est très dynamique !

⁵ En démocratie profonde, les animatrices sont appelées « facilitatrices », car participants et animatrices échangent, construisent et réalisent ensemble les projets, les animatrices assumant par ailleurs un rôle de facilitation et de régulation du processus.

Notre vision de la culture

Muriel : Il s'agit d'une animation où chacun réalise sa silhouette culturelle. On commence par faire les silhouettes en détournant chacun à taille réelle, puis chacun remplit sa silhouette en y mettant ce que signifie pour elle ou pour lui la culture. On met à disposition de la peinture, des pastels, du papier coloré, des collages..., et chacun utilise ce qu'il veut. Il ne faut pas forcément avoir plein d'idées sur la culture ni une grande expérience artistique. Si quelqu'un pense que la culture, ce n'est pas son truc, eh bien, c'est ça qu'il va mettre dans sa silhouette : « *Moi, je ne peux pas en parler parce que...* ».

Quand toutes les silhouettes sont terminées, on fait une exposition et le groupe va aller découvrir les silhouettes des uns et des autres. On demande : « *Qui veut nous inviter chez elle ou chez lui ?* » Et on se déplace devant la silhouette de la personne qui nous invite pour qu'elle nous partage ce qu'elle a mis dans sa silhouette, c'est-à-dire son rapport à la culture.



Quatre silhouettes parmi d'autres...

Un moment d'intimité

Muriel : Comme on sait que c'est un moment d'intimité – parce que des personnes en ont témoigné –, c'est comme si on passait une porte et qu'on entraînait dans la maison de quelqu'un. Pour cette raison, on n'a pas non plus envie d'imposer un ordre de présentation.

Une commune humanité

Muriel : Quand les silhouettes sont mises les unes à côté des autres, elles nous interpellent, parfois nous touchent et peu importe qui les a réalisées. On ne peut pas les catégoriser : « *Ça c'est la silhouette d'un formateur, d'une directrice, d'un participant...* ». Cette animation permet d'aller retrouver la commune humanité qu'on peut partager tous ensemble et créer des liens plus profonds.

« J'ai écrit 'Manger avec la main'. C'est culturellement important pour moi. Au Congo, on mange toujours la semoule, le pundu, le fufu avec la main par exemple. Lorsque je suis invitée, je le dis, désolée. Les Européens mangent toujours avec des couverts, je peux manger avec des couverts mais si je mange avec des couverts, je ne suis pas rassasiée et chez moi je me referai à manger. Même dans les restaurants, les restos africains, je mange avec la main.

En swahili, NAKUPENDA = je t'aime. MAPENDA = j'aime.

J'ai mis ça parce que j'aime ma culture. » (Aline)

Joëlle : À la séance suivante, on étale des photos d'œuvre d'art et les participants vont piocher dans ces photos pour aller en poser à côté des silhouettes culturelles. Ensuite, ils expliquent pourquoi ils ont déposé telle œuvre d'art au pied de telle silhouette.

Découvrir le regard de l'autre

Muriel : Les participants choisissent les œuvres d'art en s'attachant à des choses comme une technique, une couleur,... C'est assez précis et donc ça montre bien le regard que chacun porte sur l'autre. C'est une sorte de découverte de l'autre...

« En ajoutant les photos d'œuvres d'art à nos silhouettes, c'est comme quand on fait une tajine... on a rajouté quelque chose, une épice,... »
(Abdelaziz)

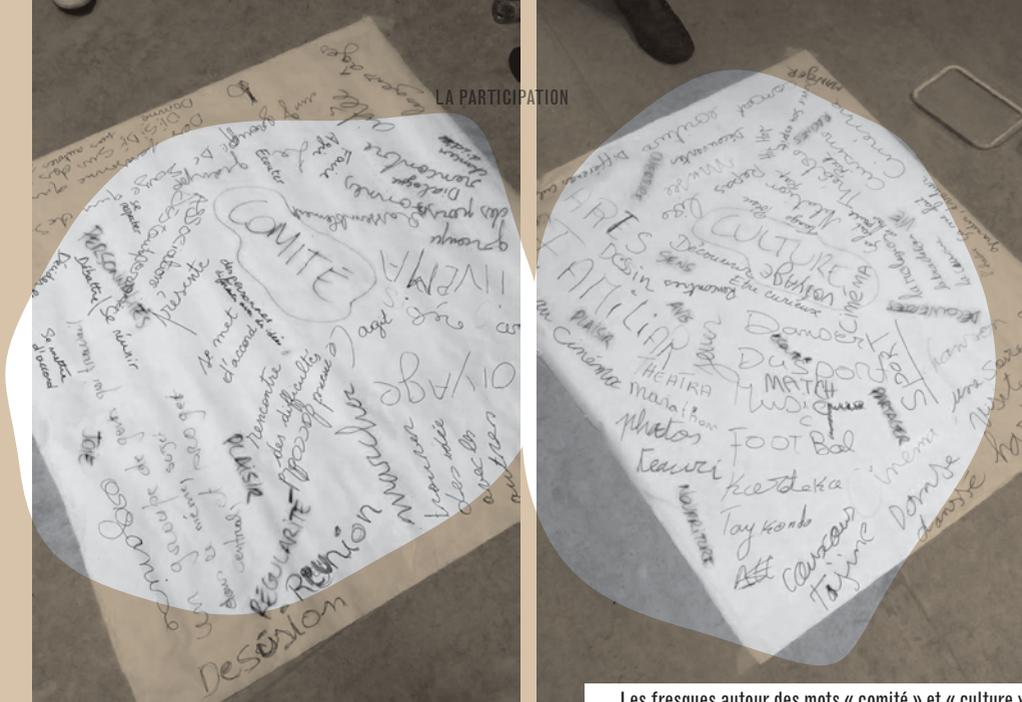
Muriel : Après tout ce travail autour de la culture à travers les silhouettes, on retranscrit le contenu des témoignages et ce contenu servira ensuite de point de départ au groupe pour établir son programme culturel.

« Connaitre ses voisins, une personne d'une autre culture ou pas, c'est important parce qu'il suffit de briser cette glace : dire bonjour, merci, faire un sourire, tout ça... pour voir qu'en fait, on n'est pas si différent que ça. Comme on le dit souvent, on a peur de ce qui est différent, peur de l'inconnu. » (Kadiatou D.)

Notre programme culturel

Muriel : Dans un premier temps, les feuilles avec les témoignages retranscrits sont distribuées aux participants répartis en sous-groupes pour qu'à partir de là, ils donnent leur vision commune de la culture. Ce qui va nous permettre de construire une synthèse assez costaute de ce qu'est la culture pour nous, en tant que groupe.

Puis, on continue à tirer, toujours sur le même fil. On place deux grandes feuilles sur le sol, une où est inscrit le mot « culture » et une autre le mot « comité », sur lesquelles on va faire des fresques d'émergence : on invite chacun à venir écrire sur les feuilles ce que ces deux mots évoquent pour lui. Une fois les mots écrits, chacun en choisit deux, un sur chaque feuille, qui font résonance pour lui et explique au groupe les raisons de son choix. À ce stade, notre travail de facilitatrices est de dégager des mots clés, ceux qui reviennent le plus souvent. Comme mots clés retenus l'an dernier, nous avons : apprendre, échanger, découvrir, plaisir, agir/participer, solidarité.



Les fresques autour des mots « comité » et « culture ».

Muriel : Ensuite, on repasse à nouveau sur grande affiche pour creuser, approfondir chaque mot clé, le faire évoluer pour que ça devienne de plus en plus concret : dans le programme de ce qu'on voudrait faire ensemble, apprendre, ce serait quoi ? échanger, ce serait quoi ? plaisir... ? etc. L'objectif ici c'est que les mots clés, qui sont les valeurs du groupe, se transforment en pistes d'actions.

Nos valeurs/objectifs	Nos actions
Apprendre	– Inviter quelqu'un d'extérieur à venir nous rencontrer pour présenter quelque chose : <ul style="list-style-type: none"> • un métier dans le domaine du bâtiment • une formation qualifiante • l'informatique et les dangers d'internet • une personne qui a fait le tour du monde • un homme politique : <ul style="list-style-type: none"> ■ qui s'occupe du logement à Bruxelles ■ de la commune de Saint-Gilles pour expliquer la loi ■ de la Belgique pour éclaircir les idées sur les élections
Échanger	– Comprendre et rencontrer l'autre et sa culture – Rencontrer un autre groupe qui a aussi une charte – Communiquer à d'autres sur notre projet
Découvrir	– Faire une sortie en groupe : <ul style="list-style-type: none"> • voir un spectacle de danse • voyager dans une ville qu'on ne connaît pas • regarder un film comique, une pièce de théâtre comique • aller écouter les chants de la chorale d'Agnès

Plaisir	– Faire une fête pour danser (entre nous, au Collectif Alpha,...)
Agir/participer	– Jouer de la comédie – Se mettre en scène, raconter une histoire (chacun raconte une histoire de quand il était petit, pour nous faire rire, pour vivre soi-même les activités)
Solidarité	– Vivre en paix, vivre ensemble avec les différentes communautés – Aider des gens qui en ont besoin

Un groupe fort composé d'individualités fortes

Muriel : L'intérêt de la démocratie profonde est qu'elle garantit à chaque membre du groupe de pouvoir garder sa singularité. Elle part du principe que pour avoir un groupe fort, il faut qu'il y ait des individus qui puissent s'exprimer en toute confiance et avec leur point de vue. On a besoin d'avoir des personnalités fortes pour avoir un groupe fort. La démocratie profonde met en œuvre le principe d'équivalence : une personne égale une personne, chaque personne égale une voix. À certains moments, on va faire des tours de cercle systématiques pour s'assurer que chaque personne puisse s'exprimer, donner son point de vue. Ce n'est pas évident pour certains mais c'est quelque chose qui s'instaure. Peut-être qu'au début, ce ne sera qu'un seul mot qui va sortir mais la confiance va s'établir petit à petit et ils s'exprimeront de plus en plus. Et ceux qui ont peur de ne pas avoir la parole sont par ailleurs assurés qu'ils l'auront à leur tour.

Joëlle : Ils ont dit qu'ils aimaient bien ça parce que c'est apprendre à parler, à parler vrai d'une autre façon que dans le cours de français, parler de soi en tenant compte des autres, en ressentant véritablement qu'on fait partie d'un groupe. Cette manière de travailler, pour les participants tout comme pour moi, c'est une véritable découverte...

« C'est un lieu où tu peux être libre, dire oui ou non, être d'accord, pas d'accord. » (Rachid)

Notre charte

Muriel : La charte, c'est ce qui matérialise le cadre de fonctionnement du groupe et sa consolidation. C'est un document où on compile tout ce dont le groupe a témoigné et échangé dans les étapes précédentes. On informe le groupe que c'est ça qu'on va faire. Puis on revient avec le document. Concrètement, la charte reprend : le nom du groupe, la fréquence des ateliers et ce qu'on y fait ensemble, le prénom de chaque membre du groupe, pourquoi on a fait une charte, ainsi que les valeurs et actions de notre groupe.

Le comité « Liberté » du Collectif Alpha de Saint-Gilles

Tous les jeudis après-midi (sauf pendant les congés scolaires), une réunion du comité est organisée au sein du Collectif Alpha de Saint-Gilles pour définir et mettre en place le programme d'activités culturelles.

Les membres du groupe

Agnès, Alex, Alhassane, Anne, Hadja, Jacqueline, Jean-Camille, Joëlle, Kadiatou D., Kossiwa, Mohamed, Muriel, Najat, Néné Issa, Omar, Rachid, Rita

Le groupe est composé de personnes de plusieurs nationalités qui forment une communauté mélangée !

Pourquoi la charte ?

Nous nous rassemblons autour de valeurs communes : apprendre, échanger, découvrir, plaisir, agir/participer, solidarité.

Ces valeurs se traduisent en actions concrètes.

Ces valeurs et actions constituent la charte de notre comité.

On s'engage à respecter ce qu'on a décidé en groupe.

Comment ? Fonctionnement

Dans les réunions du comité, chacun donne son point de vue. Ensuite, on analyse et on choisit tous ensemble ce qui est important (votes pour/contre, démocratie profonde,...).

Dans les réunions du comité, on fait attention à ce que chacun ait la parole, à s'écouter pour bien comprendre l'autre.

Le comité souhaite garder une trace de ses rencontres et leur donner un titre pour :

— faire du lien avec les absents

— se souvenir d'une semaine à l'autre

Février 2017 — Signatures :

Joëlle : Ça devient un document officiel, solennel que tout le monde va illustrer et signer pour montrer qu'il s'engage bien avec les autres. C'est aussi un moment inoubliable pour les membres du Comité Liberté.



La charte embellie et signée par les participants.

« Tout ça c'est ce qu'on a construit, c'est la maison de ce qu'on a construit et on a fait les fondations de notre charte, comme les fondations d'une maison. » (Agnès)

« Si cette charte était mondiale, il n'y aurait plus de problème. »
(Nazehra)

Muriel : Cette charte, on l'a encadrée. C'est vraiment la symbolique du cadre parce que c'est le cadre de notre groupe. Chacun en reçoit un exemplaire. On la lit ensemble. « *Est-ce qu'on comprend les mots ?* » « *Qu'est-ce qu'on ne comprend pas ?* » Cela nous amène soit à remplacer certains mots par des mots plus simples, soit de laisser des mots que certains ne comprenaient pas mais qui, une fois expliqués, sont devenus clairs. L'idée, c'est que chacun puisse être en accord avec ce qu'il signe et, pour cela, il faut qu'il comprenne bien le sens de ce qui est écrit.

Apprentissage d'un nouveau vocabulaire

Muriel : Comme chacun est amené à beaucoup s'exprimer, les participants apprennent de nouveaux mots, et donc cela renforce leur apprentissage de la langue. Les mots qui sont dans la charte forment comme une sorte de petit lexique, un nouveau vocabulaire. Avec le travail sur la charte, ils découvrent le sens plus abstrait de certains mots.

« Je parle français tous les jours mais il y a des mots qu'on n'entend pas tout le temps. Et ici, on les entend et on arrive à les expliquer plus.

On ne les passe pas, on les explique. »

(Nazehra)

« J'aime bien cet atelier. J'ai appris des choses. Il y avait des mots que je ne connaissais pas, des mots difficiles comme 'charte' et 'échanger'. On peut échanger l'argent, les habits et les choses. Mais je ne savais pas qu'on peut échanger la parole. » (Jacqueline)

« Hier, on a travaillé ensemble sur la charte. Pour moi, c'est bien parce que ça m'a aidé à m'améliorer, à comprendre le texte et aussi parler correctement. Avant, je faisais beaucoup de fautes, mais maintenant, ça va.

Je suis satisfait du travail du jeudi. » (Mohamed)

Joëlle : La charte est le document de référence de notre comité. En cours d'année, on va évaluer si on respecte ce que nous y avons acté : nos valeurs, le mode de fonctionnement qu'on s'est donné, où on en est dans nos actions. Et on décide si on continue sur cette base-là ou si on change quelque chose.

Notre ligne du temps

Joëlle : Soit pendant l'atelier, soit au cours de français, on construit notre ligne du temps qui compile tout ce qui est vécu au fil des ateliers : la charte qu'on construit ensemble, les projets menés (les actions),... Pour chaque atelier, les participants réalisent une affiche où ils reprennent la date et le titre de l'atelier, écrivent de courts textes qui relatent ce que nous avons fait ou des textes-témoignages de ce qu'ils ont partagé. Muriel prend systématiquement des photos. Je les imprime et les participants choisissent les photos qu'ils vont placer sur l'affiche et ajoutent une légende. L'affiche est ensuite accrochée sur une corde qui est notre ligne du temps.

La ligne du temps telle qu'elle se construit au fil des ateliers.



Garder des traces

Joëlle : Pour les participants, c'est une manière de garder des traces. On doit pouvoir se rappeler. Rien que d'avoir un titre, une photo et une légende de la séance permet de se rappeler ce qu'on a fait. Ils relisent souvent ces affiches. Cette année, j'ai fait la même chose dans un cahier. Certains ont plaisir à ouvrir leur cahier et à regarder où on en est. Pour moi, c'est totalement inédit... La facilité avec laquelle les gens parlent, donnent leur avis, évoquent quelque chose...

Muriel : Comme on réalise la ligne du temps, on peut voir tout ce qu'on a construit ensemble... L'année passée, il y avait une dame qui disait qu'elle pouvait voir l'évolution du groupe dans les apprentissages, dans le vocabulaire, dans tout ce qu'on avait fait à partir de cette ligne du temps. Ça donne un sentiment de réelle fierté. Je pense aussi que la ligne du temps témoigne de la variété du travail réalisé : en sous-groupes, en cercle, en mouvement (les animations où on bouge beaucoup),...

« J'ai trouvé que c'est bien de mettre les photos à chaque activité qu'on fait.
Chaque image montre l'activité qu'on a faite. »

(Omar)

« Quand tu vois la présentation des affiches, tu vas directement
comprendre le travail qu'on a fait. »

(Kadiatou S.)

Joëlle : Une autre manière de garder des traces, c'est la prise de notes par les facilitatrices tout au long des ateliers. Il est essentiel de noter succinctement et à la vue de tous ce que les membres du groupe disent, proposent, critiquent ; bref, l'essentiel des échanges. Les facilitatrices retranscrivent aussi dans leur carnet respectif les phrases prononcées par les participants pour pouvoir s'en resservir lors d'ateliers ultérieurs ou les reprendre lors de la réalisation d'un livre-souvenir.

Nos projets

Les projets présentés ci-dessous sont ceux de l'année scolaire 2016-2017 vu qu'au moment de la rencontre avec Joëlle et Muriel (janvier 2018) qui a servi de base à la rédaction de cet article, les participants à l'atelier 2017-2018 en étaient encore à la construction de leur programme.

La participation à un rassemblement contre la levée du secret professionnel des travailleurs sociaux

Joëlle : Un jeudi (16 février 2017), Rachid est venu me trouver : « *Aujourd'hui, c'est le rassemblement contre la levée du secret professionnel au Palais de justice*⁶. On nous a expliqué et je voudrais y aller. » J'aurais pu dire : « *Tu veux y aller ? C'est très bien, tu vas avec mes collègues. Tu vois dans le groupe qui veut t'accompagner et nous on reste avec les autres et on fait l'activité qu'on a prévue.* » Mais je lui ai dit : « *Ramène la proposition à tout le groupe.* »

Muriel : Rachid a expliqué sa proposition au groupe et on a fait un vote pour voir si on y allait tous ensemble. Lors du vote, la majorité s'est prononcée pour y aller mais trois personnes ont voté contre. Dans ce cas-là, on donne la parole à la minorité pour que chacun explique pourquoi il ne veut pas y aller. Et donc on leur a demandé : « *Qu'est-ce qui fait que tu ne veux pas y aller ? Qu'est-ce qui pourrait faire en sorte que tu nous accompagnes quand même ?* » On ne se cantonne pas à « ceux qui veulent y aller y vont et ceux qui ne veulent pas y aller n'y vont pas ». On essaie de savoir ce qui fait blocage. Pour une, c'était : « *Moi je suis fatiguée, je n'ai pas envie de marcher.* » Pour le deuxième, c'était : « *Je suis pris par surprise et j'aime pas être surpris.* » On lui a dit : « *Tout le monde a été pris par surprise. Personne n'était au courant mais c'est maintenant que ça se passe, qu'est-ce qu'on fait ?* » Le troisième n'avait pas vraiment d'argument, c'était quelqu'un qui avait déjà du mal à se mobiliser, il était en décrochage... Finalement, ils sont tous venus. Rita qui avait dit qu'elle n'avait pas envie de marcher est même revenue à pied !

⁶ Rassemblement pour protester contre une proposition de loi dont l'application aura comme effet de fragiliser le lien de confiance entre les allocataires sociaux et les travailleurs des institutions de sécurité sociale en soumettant ces derniers à l'obligation de déclarer au procureur du Roi toute information « *pouvant constituer des indices sérieux de l'existence d'une infraction terroriste* ». (Source : **Le secret professionnel : une valeur fondamentale des droits sociaux en danger**, www.cire.be/sensibilisation/evenements/secret-professionnel-le-cire-rejoint-le-front-peu-commun).



Le rassemblement contre la levée du secret professionnel des travailleurs sociaux et l'affiche réalisée par les participants dès leur retour au Collectif Alpha.

« C'est la première fois que j'assistais à un rassemblement. Au départ, je n'étais pas d'accord avec cette décision mais je suis contente d'y avoir été. J'ai compris que c'était important. Et dire que bientôt ma fille va être assistante sociale ! » (Rita)

« On a appris que les assistants sociaux peuvent venir chez nous mais pas ouvrir les armoires. Ils peuvent demander la carte d'identité mais la personne peut refuser. C'est important de connaître ses droits. » (Jacqueline)

« Heureuse d'y être allée avec vous, de faire partie du groupe. Il y a de la confiance dans le groupe. C'est très riche. » (Muriel)

Le processus de décision

Muriel : En démocratie profonde, les décisions sont prises à l'aide d'outils qui visent à ce que tout le monde puisse s'exprimer. Dans un groupe, quand on vote, il y a toujours une majorité qui se dégage. Mais, qui dit majorité, dit qu'il y a aussi une minorité. L'intérêt de la démarche, c'est de donner la parole aux personnes dans la minorité et de voir comment elles peuvent rejoindre le choix de la majorité. En donnant la parole à celui qui n'est pas dans la majorité, on est avec lui, on fait en sorte qu'il reste en lien avec le groupe. On est d'ailleurs très souvent surpris des arguments qui sont donnés, là où on pourrait imaginer qu'on est face à des énormes blocages... C'est une manière de ne pas fantasmer sur les arguments de l'autre. Et, en fin de compte, quand une personne exprime ses réticences, il arrive très souvent qu'elle rallie le groupe ou, si ce n'est pas possible, qu'on trouve des aménagements en fonction des besoins qu'elle exprime.

« Des fois on est d'accord, des fois pas d'accord. On collectionne tout ensemble. La démocratie profonde, c'est différent du vote à la majorité. On a appris à approfondir l'explication. On a appris à convaincre en positif. On a appris à ne pas laisser tomber quelqu'un, à tenir compte de l'avis de la minorité. L'important, c'est de décider ensemble. » (Alhassane)

Le voyage à Namur

Muriel : Quand on est parti à Namur, on a également mis en place un processus de décision collective. À partir du moment où le groupe avait décidé qu'une des actions menées serait « voyager dans une ville qu'on ne connaît pas », il fallait faire un choix : dans quelle ville aller ? Joëlle avait pris des livres à la bibliothèque pour montrer un peu les différentes villes qu'on pouvait visiter⁷ et Anne, Joëlle et moi avons présenté les grandes villes et ce qu'on en connaissait. Puis, on a voté.

Joëlle : Lors du vote pour le choix de la ville, c'était Namur qui ressortait mais il y a eu une opposition. Une dame avait voté contre car elle était déjà allée à Namur avec le Collectif Alpha de Forest. Muriel a agi comme précédemment en mettant en œuvre la méthodologie de la démocratie profonde. Elle lui a donné la parole et, à la fin, la dame a dit : « *Bien sûr je serai avec vous !* » Et elle est venue.

Ensuite, il a fallu décider ce qu'on allait faire à Namur en commençant par la question : « *Pourquoi vous voulez visiter une ville ?* » Il n'y en a qu'une personne qui a dit « *pour faire du lèche-vitrines* ». Toutes les autres ont dit « *pour connaître l'histoire de la ville* », « *il y a peut-être un musée à voir* », « *il y a peut-être ceci* », « *il y a peut-être cela* », etc. « *Eh bien, informons-nous.* » Nous avons alors ramené des fiches d'Article 27 sur ce qu'il y avait moyen de faire comme visites à Namur. Le comité avait décidé que le voyage devait coûter le moins cher possible. Et avec ces fiches comme support⁸, le groupe a construit le programme de la journée.

⁷ Pour bénéficier des entrées au tarif Article 27 (1,25 €/personne) dans le cadre des partenariats de l'asbl avec des lieux culturels, le choix était dès le départ limité aux villes de Wallonie.

⁸ Les facilitatrices ont préalablement retravaillé certaines fiches qui étaient plus difficiles d'accès.



Une carte de Belgique pour situer différentes villes, des livres pour s'en faire une idée et des fiches pour choisir les visites.

Un processus de coconstruction

Joëlle : L'intérêt de la démarche c'est que nous, les facilitatrices, on ne décide pas, on est chacune une voix, on est à parité égale avec les apprenants, on a aussi le droit de dire qu'on est d'accord ou pas d'accord mais on ne décide pas.

Muriel : Ce qui est important, c'est autant ce qu'on vit que ce qu'on fait. On a vraiment une expérience humaine très enrichissante. Tout le monde contribue à ce que l'atelier se passe au mieux, on en est tous garants. Évidemment, Anne, Joëlle et moi, on a aussi un autre rôle, on vient quand même avec un cadre et on veille à ce que ce cadre soit respecté, il y a un timing à observer... Si on voit par exemple que le temps de l'atelier va être dépassé parce qu'on est pris dans une discussion, on va dire : « *On va dépasser le temps, qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce que tout le monde est prêt à rester un quart d'heure de plus pour qu'on termine ou est-ce qu'on doit écourter ?* » C'est typiquement le genre de décision qu'on va ramener au groupe.

Plus le temps passe, plus le groupe s'empare des outils de la démocratie profonde. Quand il faut prendre une décision et que quelqu'un n'est pas d'accord, il y en a un autre qui va dire : « *Attends, on va lui donner la parole.* » L'année passée, les participants l'avaient formulé en disant que c'était vraiment un espace de liberté, d'où le nom qu'il avait donné au groupe, « *Comité Liberté* ». Ils se rendaient compte qu'ils pouvaient être d'accord ou pas d'accord, qu'ils pouvaient exprimer leur point de vue, qu'ils pouvaient construire ce qu'ils avaient envie de construire.

« On se découvre, on se donne des idées.
On construit quelque chose ensemble. » (Rachid)

« Le groupe et la participation évolue avec le temps,
avec plus de force. » (Anne)

Muriel : On a vraiment tout construit ensemble, étape par étape, que ce soit le budget, l'horaire, le programme, les autorisations, les réservations, tout ça a été fait avec le groupe. Par exemple pour les déplacements. « *Comment est-ce qu'on y va ?* » « *En train.* » « *Ok, mais combien ça va coûter ?* » Après, il faudra prendre le bus et donc payer le bus, puis les entrées. Le groupe a alors établi un budget. Puis : « *Comment on fait pour payer tout ça ?* » Là, quatre propositions sont sorties : chacun paie tout, chacun paie la moitié et on demande au Collectif Alpha de payer l'autre moitié, chacun paie la moitié et on fait une sorte de buffet pour vendre ce qu'on a préparé et récolter de l'argent, le Collectif paie tout. « *Si on veut que le Collectif apporte tout ou une partie du budget, comment on va s'y prendre ?* » « *On demande à Olivier⁹.* » « *Et concrètement, comment on s'organise ? Qui va aller lui demander ?* » « *Ben, vous !* » « *Pourquoi nous ? On construit le projet tous ensemble. Il n'y a pas plus de raisons que ce soit nous que quelqu'un d'autre du groupe. On fait partie du groupe comme vous.* » Le groupe a finalement décidé d'envoyer deux personnes demander un rendez-vous à Olivier, un homme et une femme pour que ce soit équilibré.

Joëlle : Au départ, ce n'était pas clair si les délégués allaient exposer le projet à Olivier ou lui demander de venir dans le groupe. Dans un premier temps, ils sont allés voir Olivier qui leur a dit qu'il pouvait les recevoir à trois heures moins vingt. Mais les autres ont réagi en disant que ça n'allait pas car ils n'entendraient pas ce que les délégués diraient. Alors un des deux délégués a dit : « *Vous ne nous faites pas confiance ?* » « *Si, mais on voudrait quand même entendre ce qu'il va répondre. Demandez à Olivier de venir dans le groupe.* » Ils ont répondu : « *Ok, mais vous ne direz rien quand on parle à Olivier devant vous.* » « *Promis, on parlera après.* »

9 Olivier Balzat, coordinateur général du Collectif Alpha.

Muriel : Quand Olivier est venu dans le groupe, les deux délégués ont pris la parole. C'était un moment un peu solennel. Tout le monde était en cercle. Les délégués ont exposé le projet et Olivier a posé des questions. Plusieurs participants ont apporté des précisions, puis Olivier a dit que le Collectif Alpha pouvait soutenir le projet en prenant le voyage en charge. Et on a pu lui donner le budget puisqu'on l'avait construit ensemble. C'était la fête. On ne s'y attendait pas...

Joëlle : C'était magique. Les deux délégués qui parlaient et les autres qui laissaient parler... Olivier était fort touché et impressionné par tout le travail effectué par le Comité Liberté. Puis le groupe a proposé à Olivier de participer à la sortie et il a rédigé une invitation à son intention. Olivier accepté et est venu avec nous à Namur.

Muriel : C'était vraiment riche car on construisait tous ensemble. La journée telle qu'elle était préparée, c'était le programme de tout le monde, co-construit avec tout le monde et tous savaient ce qu'on allait faire à Namur. Et donc il y a eu vraiment une implication de chaque participant, tout comme de nous, dans la préparation.

Évaluation collective du cout et programme de la journée à Namur.

bp

Combien ça va coûter notre visite à Namur ?

Trajets	train (aller retour)	7
	bus (base Namur + La Citadelle)	0,66
Activités		
Matin :	La Citadelle guide	1,25
Après-midi :	Bateau guide	1,25
		<u>10,16</u>
	[Boisson]	2,50
		<u>12,66</u>

mm

VISITE À NAMUR

Le matin, on se rend en bus de la gare de Namur à la Citadelle. On fait la visite libre du musée à la Citadelle puis on prend le petit train. On mange. On redescend de la Citadelle vers l'embarcadre. On fait la promenade en bateau pendant 1 heure puis on repart vers la gare pour rentrer à Bruxelles.



MARDI 25/04 2017

- 08h00 : Rendez-vous à la gare du Midi
- 08h30 : Départ du train
- 09h04 : Arrivée à Namur
- 10h00 : Bus vers la Citadelle depuis la gare
- 10h20 : Arrivée à la Citadelle
- 10h40 : Visite du centre des Visiteurs, musée (45 minutes)
- 11h30 : Petit train (25 minutes)
- 12h00 : Pique-nique (45 minutes)
- 13h00 : Marche pour aller au débarcadère Quai des Chasseurs Ardennais, près du pont de Jambes
- 13h30 : Croisière sur le Sambre et Meuse sur le bateau "Meuse Ardennaise" (± 1 heure)
- 14h20 : Retour du bateau au Quai des Chasseurs Ardennais
- Marche au bus vers la gare
- 15h45 : Départ du train vers Bruxelles
- 16h57 : Arrivée gare de Bruxelles-Midi

AVEC LE SOUTIEN DE

FRANÇOISPHON

LA PARTICIPATION

Muriel : Et le jour J, tout le monde était au rendez-vous à 8 heures du matin à la gare du Midi, avec retour prévu à 17h. Tout le groupe était là sauf une personne qui avait trouvé du boulot entretemps et avait arrêté la formation. Elle était triste de ne pas pouvoir venir et nous a appelés sur le temps de midi.

Joëlle : Dans le groupe, il y avait des mamans seules avec des bébés. Il fallait qu'elles s'organisent et ça n'a pas posé de problème. La joie à la gare du Midi au fur et à mesure que chacun arrivait !

Muriel : Aucune promesse n'avait été faite, il n'y avait aucune contrainte. C'était vraiment : on a dit qu'on allait faire quelque chose et on le concrétise.

« Je ne croyais pas qu'on allait réaliser ce qu'on a dit. Je ne m'attendais pas que le groupe puisse réaliser le voyage. Je suis très contente de ce qu'on a fait parce que c'est le travail du groupe. » (Agnès)

« Namur, c'est une autre planète. Pour moi, c'est comme un bébé qui découvre le monde. Après, le bateau, on était comme des clowns, c'était la joie. Ce voyage-là s'est gravé dans ma mémoire. »

(Kadiatou D.)

Un voyage où tous étaient présents et qui restera dans les mémoires.



Joëlle : Pour moi, c'était une découverte incroyable. L'année passée, je n'en revenais pas. Je me suis dit qu'en travaillant comme ça, ça va dix fois mieux. Ça me fait beaucoup réfléchir sur mes cours où je pourrais utiliser une grosse partie des outils que Muriel amène dans le groupe et que je ne connaissais pas... Je suis très intéressée, je me mets à l'école de cette manière de faire...

« Moi, je trouve super intéressant ce qu'on fait le jeudi. C'est très bien les façons de travailler. C'est ce que j'ai à dire : apprendre des choses qu'on ne connaît pas, faire des échanges avec les gens, découvrir plein... »

(Alex)

Notre repas de fin d'année

Joëlle : On a clôturé l'année par un repas « auberge espagnole ». On a demandé à chacun ce qu'il voulait apporter et on a fait un menu. C'était un vrai succès parce que tout le monde était là, la table était remplie, chacun s'émerveillait des plats des autres et les invitait à goûter le sien.

Un repas auquel chacun a apporté sa contribution, à l'image de la participation de tous au Comité Liberté.

Auberge espagnole

Groupe « Liberté »
18 mai 2017

Menu

Mananes plantain
Briwats aux fruits de mer
Poisson grillé

Poulet
Riz gras

Nems à la viande hachée

Plat syrien aux aubergines

Salade de chicons aux
crisettes

Salade de quinoa
Salade composée

et fenouil à l'orange

Beignets
Pastèque, melon,
menthe

Raisins, pommes,
oranges

Coca, Fanta

Kossiwa
Mohamed
Rita, Agnès

Néné Issa
Jacqueline

Khadiatou

Najat

Anne
Muriel

Hadja

Omar

Alex

Alhassane



« Je suis très contente que chacun a amené un plat.
C'est la première fois avec la classe. »

(Hadja)

« Hommage au groupe Comité Liberté
Je vous remercie d'avoir su se réunir ici aujourd'hui
Dans cet endroit où chacun a pu apporter à manger
C'est un jour que je n'oublierai jamais

De toute ma vie

Je remercie le groupe Comité Liberté. »

(Alex, en rappant)

Muriel : Ce qui est assez percutant, ce sont les paroles de certains participants comme « *ça fait longtemps que je n'avais plus mangé avec d'autres* ». On peut imaginer l'immense solitude qui se vit au quotidien...

Joëlle : Le jeudi, c'est un moment particulier. Ils le disent. C'est un moment avec davantage de plaisir. Rater le jeudi, ce n'est pas la même chose que rater un autre jour de cours.

Le plaisir

Joëlle : Je pense qu'une des dimensions de la manière dont on fonctionne, c'est d'éprouver du plaisir, d'avoir du plaisir à être ensemble, d'attendre l'atelier du jeudi, de le vivre. L'année passée, il y en avait plusieurs qui disaient : « *On veut s'éloigner des soucis, arrêter de penser qu'on vit dans les difficultés, que le monde va mal, on veut éprouver du plaisir.* » Et ce plaisir a été de plus en plus évident au fur et à mesure des rencontres.

« On a découvert comment mettre son problème personnel
de côté pendant l'atelier. »

(Néné Issa)

« J'aime les jours du jeudi après-midi parce que tout le monde doit
participer. Ce que moi j'aime le plus, c'est les jours où on a fait la charte.
C'était l'ambiance totale. »

(Rita)

Notre livre et... une suite possible ?

Muriel : L'an dernier, en fin d'année, nous (les facilitatrices) avons fait un livre qui reprenait tout ce qui était sur la ligne du temps mais organisé un peu autrement dans le sens où la charte faisait un chapitre, chaque projet un chapitre, etc. Les contenus, c'étaient leurs affiches, leurs textes, leurs paroles...

Joëlle : En juin, quand Muriel leur a donné ce livre souvenir, c'était un moment très fort ! Et il y en a une qui a dit : « *Moi, je n'ai vraiment pas envie de partir.* » Et un autre : « *Nous, on a vraiment formé un groupe.* » Olivier, qui était là, a alors proposé : « *Pourquoi vous ne faites pas une prolongation, un comité x..., vous ne prenez pas une date de rencontre... ?* » Ce serait en dehors de la grille horaire, mais ça pourrait se passer ici au Collectif Alpha, peut-être avec l'une ou l'autre d'entre nous pour accompagner le groupe comme facilitatrice.

Muriel : Ce serait le projet du groupe mais au sein du Collectif, et donc ce serait à discuter et à construire avec le Collectif : dans quel local, à quelle plage horaire, avec qui ? Chez Article 27, en tout cas, c'est le genre de projet qu'on soutient sur le long terme. On est par exemple impliqués dans des comités culturels qui fonctionnent dans des CPAS qui en sont à leur deux, trois, quatre et même septième année, avec la même méthodologie et les mêmes outils.

Joëlle : Ce serait révolutionnaire !

Rencontre avec Muriel BERNARD, médiatrice culturelle

Article27 # Bruxelles

et Joëlle DUGAILLY, formatrice

Collectif Alpha Saint-Gilles

Propos recueillis et mis en forme par Sylvie-Anne GOFFINET

Lire et Écrire Communauté française

Quand des bénévoles participent à l'accueil de « nouveaux habitants » dans une bibliothèque municipale

En tant que responsable d'une bibliothèque à La Charité-sur-Loire, une petite ville de 5000 habitants dans le centre de la France, j'ai dû organiser avec mes collègues, en un temps record, l'accueil d'une vingtaine de réfugiés qui venaient travailler quotidiennement leur français. Ils étaient arrivés dans notre ville en 2016, après le démantèlement du camp de Calais et le déploiement de l'accueil des étrangers sur le territoire français. Nous n'y étions pas préparés et nous devons répondre à nos missions de service public sans nous transformer en professeurs de FLE. Pour ce faire, nous avons fait appel à des volontaires et mis en place plusieurs ateliers. Une belle occasion de se confronter à la réalité des flux migratoires que nous ne faisons que lire dans les journaux ou que nous suivions sur les écrans ! Et une sacrée leçon de vie !

Par Sabine MANIAS

Avec la participation de Françoise GERBIER et d'Annick LOYE

C'est par les réseaux sociaux que j'ai eu la nouvelle. Par le déversement de haine et de bêtises que j'ai pu y lire. Notre petite ville allait « accueillir » des migrants. Les posts y allaient fort :

- « *Nous ne pourrons plus laisser jouer nos enfants dehors.* »
- « *Ils viennent prendre nos aides sociales.* »
- « *On est pas capables d'aider nos pauvres et eux, ils vont être logés, nourris gratuitement par les mairies...* »

J'en passe et des meilleures. Mes voisins, ma propre famille participaient à ces échanges. J'ai aussitôt supprimé mon compte Facebook. J'étais écœurée. Finalement, nous avons appris officiellement que notre ville se portait volontaire pour accueillir des migrants mais elle restait discrète pour ne pas affoler la population. C'était juste avant le démantèlement du camp de Calais.

Quelques réunions avec les acteurs locaux ont été proposées mais la bibliothèque n'a pas été identifiée comme un partenaire éventuel.

Aux alentours de l'été 2016, un article est paru dans la presse pour expliquer la nouvelle et la mise en place d'un CADA (Centre d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile) dans les locaux du prieuré de la ville.

Nous n'avons vu personne arriver : pas de défilé de bus ou d'arrivée massive dans le centre-ville. Tout s'est fait avec beaucoup de discrétion. Le CADA de notre ville peut accueillir environ 100 personnes. Les logements sont répartis dans le centre-ville et aussi dans le quartier des immeubles collectifs.

Le premier bénévole qui s'est présenté à la bibliothèque, c'est Loïc, pour aider Hamad. Hamad faisait partie des migrants arrivés dans notre ville, il ne parlait pas du tout français. Il est soudanais. Loïc, lui, vit ici mais travaille à Paris où il avait l'habitude d'aider des apprenants dans les bibliothèques. Une association parisienne met en relation des volontaires avec des migrants. Ils se retrouvent dans des lieux publics, comme les bibliothèques. Loïc est donc venu naturellement travailler à la bibliothèque avec Hamad dont l'association parisienne lui avait donné le nom.

Puis, en quelques jours, nous avons vu arriver Samir, Sami, Hassan et finalement notre toute petite bibliothèque s'est retrouvée avec parfois 20 personnes à la fois, surtout des hommes célibataires et quelques hommes avec leurs enfants.

En tant que responsable de la structure, je me suis tout de suite dit qu'il fallait réagir. J'ai envoyé un mail à tous les abonnés et je leur ai demandé de l'aide. Des volontaires (retraités pour la plupart) se sont vite proposés : un bénévole, ou deux parfois, par demi-journée pour aider les apprenants avec les bibliothécaires.

Nous n'avons pas posé de questions, nous avons laissé les choses se faire naturellement.

Voici ce que nous avons pu mettre en place :

- Nous avons beaucoup joué, utilisé les imagiers et les jeux où l'on pouvait découvrir des mots en français, *Le Lynx*¹ par exemple (nous avons aussi une ludothèque dans nos locaux).
- Nous avons fait des mises en situation avec les *Playmobil*. Nous jouions à aller au marché, chez le docteur, ou à la gare.
- Nous avons cherché les villes et villages d'origine des apprenants sur *Google Earth* et révisé notre géographie sur les atlas : Erythrée, Soudan, Afghanistan, Syrie ou encore Albanie.
- Certains apprenants ont travaillé sur notre plateforme numérique qui propose des cours de FLE.
- Nous avons cherché aussi des applications sur tablette et lu des histoires ensemble.
- Nous avons proposé aux apprenants qu'ils empruntent des livres et des films, en leur offrant un abonnement gratuit.
- Nous avons installé le wifi public (seul point d'accès gratuit de la ville). Cela leur permettait d'appeler la famille ou les amis sur leurs téléphones portables, regarder un match de cricket ou visionner un film !
- Les bénévoles ont visité la ville avec les apprenants, leur ont prêté ou offert des vélos, les ont invités au concert de l'école de musique.
- Annick a fait des cerfs-volants avec les Afghans².

1 Jeu de société composé de 400 images montrant autant d'objets de la vie quotidienne.

2 Faire voler les cerfs-volants est une tradition populaire en Afghanistan : petits et grands se retrouvent à des points précis pour se livrer à des batailles de cerfs-volants. L'interdiction du cerf-volant par les Talibans à la fin des années 1990 a beaucoup marqué l'opinion internationale. C'était le symbole de la suppression de toute liberté pour les enfants, mais aussi pour les adultes. C'est ce qui a inspiré à Khaled Hosseini son roman, *Les cerfs-volants de Kaboul*, qui a connu un succès mondial et a été porté à l'écran, sous le même titre.

Françoise raconte : « *Il y avait plusieurs profils : ceux qui n'avaient aucun niveau de français, ni d'anglais et qui étaient analphabètes dans leur langue maternelle ; ceux qui n'avaient aucun niveau de français mais se débrouillaient en anglais et dans leur langue, ils pouvaient se servir du dictionnaire, la communication était lente mais pas impossible ; ceux qui avaient déjà une connaissance du français, ayant déjà bénéficié de cours à Paris. Certains se sont montrés d'emblée demandeurs d'une aide ; ils voulaient se perfectionner, se montraient impliqués dans leur apprentissage et venaient régulièrement. Personnellement, je me suis intéressée à ceux qui n'avaient aucune connaissance du français mais comment faire ? Nous avons utilisé des imagiers et cherché des sites internet d'apprentissage. Nous avons joué aux Playmobil, visité la ville en commentant et parlant. Nous avons ensuite utilisé une méthode d'apprentissage basée sur des récits en images. Puis nous avons enregistré des petits livres pour qu'ils entendent une prononciation correcte. Choisir les livres était très difficile car les livres pour enfants sont souvent basés sur l'humour et le second degré est très complexe à comprendre pour les apprenants. Nous avons toujours voulu une atmosphère détendue et il y a eu de bonnes parties de rigolade.* »

Certains apprenants suivaient des cours à l'AFPLI (Association Familiale de Prévention et de Lutte contre l'Illettrisme), association missionnée par les CADA pour offrir des cours de français aux nouveaux arrivants. Ce sont les volontaires de l'AFPLI qui donnent des cours de français aux réfugiés, ils ont été recrutés dès l'ouverture du CADA, en urgence, il fallait tout créer très vite. Dès lors, la consigne entre nous était claire : ne pas essayer de remplacer l'AFPLI, c'est-à-dire ne pas donner des cours de FLE, nous en étions d'ailleurs incapables.

Annick témoigne : « *Les migrants ayant déjà des cours de français à l'AFPLI, nous les avons aidés à faire leurs devoirs et répéter leurs leçons. Nous avons travaillé avec des bandes dessinées de français langue étrangère. Nous leur avons fait lire des livres pour enfants très simples, avec des verbes au présent et des situations concrètes illustrées au premier degré (Petit Ours Brun, Tchoupi). Puis nous avons enregistré les textes sur leur téléphone portable pour qu'ils puissent les réécouter. Nous avons discuté avec eux de sujets variés (par exemple : est-ce que la terre est plate ?). Il y a eu des quiproquos absurdes et drôles. Nous nous sommes beaucoup amusés.* »

Précisons que nous avons rencontré les représentants de l'AFPLI et le CADA, avec les bénévoles de la bibliothèque, pour leur présenter notre situation et caler ensemble une complémentarité. Les échanges ont été un peu difficiles, la coordinatrice de l'AFPLI nous voyait comme des concurrents et était très sceptique. Le CADA, lui, restait dans un rôle très administratif et était débordé par l'afflux des arrivées et des prises en charge.

Les autres bénévoles ont aussi apporté leurs savoir-faire :

- Catherine est allemande et leur a beaucoup parlé du droit des femmes en France et de l'égalité hommes-femmes.
- Bernard les a aidés à former les lettres de notre alphabet et leur a appris à se présenter.
- Loïc a lu avec les apprenants et discuté en français, les bibliothécaires aussi.

Certaines personnes ne venaient pas apprendre mais juste chercher un peu de chaleur humaine.

Depuis septembre 2017, nous avons moins d'apprenants à la bibliothèque : certains ont obtenu leurs papiers et sont partis, d'autres travaillent (grâce notamment à l'aide de certains bénévoles très investis). D'autres se sont inscrits dans des associations de rénovation du patrimoine local, pour réparer les murs des remparts par exemple. Ils trouvent qu'il n'y a pas beaucoup de jeunes dans notre ville ni beaucoup de travail.

Aujourd'hui, il nous faut revoir notre organisation : comment aider les personnes qui viennent d'arriver, comment se faire connaître, comment aider ceux qui sont déjà là depuis longtemps. Dès que les personnes sortent du dispositif CADA, elles sont perdues.

Nous avons de nouveau reçu le CADA et l'AFPLI qui nous soutiennent désormais et ont insisté sur les points les plus urgents à voir avec les nouveaux apprenants : la prononciation, les syllabes, mais aussi les maths et la géographie.

Nous allons demander des subventions pour acquérir des documents pour les accueils de primo-arrivants : applications sur tablette pour entendre et répéter le français, livres de FLE, imagiers, livres bilingues, cahiers d'écriture, livres sur le fonctionnement de l'école, du monde de l'emploi, des institutions françaises, etc.

Ces rencontres ont été bouleversantes pour moi en tant que professionnelle comme en tant que citoyenne. Je suis contente que la bibliothèque puisse être un lieu à part, non officiel dans les démarches des demandeurs d'asile, où chacun est juste un être humain comme les autres.

Je sais que nous ne sommes qu'une goutte dans l'océan mais cette petite goutte apporte du bonheur et c'est sûrement beaucoup.

Annick : « Quand la confiance s'est installée, certains se sont confiés mais la plupart avaient un grand désir d'aller de l'avant sans trop se retourner. Quant à moi, j'ai passé de très bons moments, très joyeux et j'ai reçu beaucoup d'amitié et de reconnaissance. Nos premiers élèves sont maintenant partis, qui à Dijon en apprentissage, qui à Nevers à l'école de la deuxième chance. Nos vœux de réussite accompagnent ces jeunes plein d'entrain. De nouveaux migrants sont arrivés au centre d'accueil. Nous espérons qu'ils auront eux aussi envie de venir à la bibliothèque de 'Madame Sabine' ! »

Les habitants de ma ville ne sont pas tous pareils à ceux qui s'expriment sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, certains rencontrent les migrants à la bibliothèque et dans leur vie quotidienne. Comme quoi les habitants de ma ville savent aussi faire preuve de solidarité, d'empathie et de générosité.

Sabine MANIAS

responsable de la bibliothèque municipale de La Charité-sur-Loire
(Bourgogne, France)

Avec la participation de Françoise GERBIER et d'Annick LOYE
bénévoles

*Merci également à mes collègues Loïc Chantillon et Pascale Gagnepain
et à toutes les personnes qui aident ou ont aidé, de façon ponctuelle.*

Sélection bibliographique

Dans le contexte actuel (État social actif, contraintes des pouvoirs subsidiaires, professionnalisation et institutionnalisation des associations,...)¹, ce qui devrait être un processus d'appropriation d'un pouvoir d'agir en vue d'une transformation sociale tend à se transformer, en bien des lieux de formation, en un management participatif visant l'efficacité et la légitimation de l'action, ainsi que la responsabilisation du public (dans le sens d'une participation aux mesures d'activation). Or, pour faire de la participation avec une visée émancipatrice, il faut que les responsables et les travailleurs des associations puissent lâcher du pouvoir et mettre en œuvre un cadre permettant une réelle confrontation des points de vue et des décisions. La participation démocratique suppose une gestion permanente de la tension entre coopération et conflit puisqu'elle vise à forger des citoyens impliqués et critiques, capables de s'investir dans l'élaboration du destin collectif quand le projet est conforme à leurs intérêts, mais pareillement prompts à s'opposer si nécessaire pour défendre leurs positions.

Marion Carrel, après avoir examiné les forces et faiblesses des dispositifs visant la participation des habitants dans le cadre des politiques de la ville, fait le pari suivant : « *Entre, d'un côté, la force des ressorts de la domination en politique et, de l'autre, l'idéal des politiques émancipatrices, gageons que le champ des possibles, en théorie et en pratique, reste ouvert. Il s'agit de rechercher les moyens pour rendre la participation des pauvres moins improbable en démocratie, développer leur pouvoir d'agir, de parler et de prendre part aux débats et décisions qui les concernent.* »² Et comme nous l'écrivions précédemment³, il faut se dégager du carcan idéologique dominant et envisager de manière novatrice la question du pouvoir et de la régulation

1 Voir à ce propos : MORVAN Alexia, **Pour une éducation populaire politique. À partir d'une recherche-action en Bretagne**, Université de Rennes, 2011, pp. 14–126 ; CARREL Marion, **Faire participer les habitants ? Citoyenneté** et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, ENS Éditions, pp. 33–40.

2 CARREL Marion, op. cit., p. 238.

3 In *Journal de l'alpha*, n°199, 4^e trimestre 2015, p. 113 (www.lire-et-ecrire.be/ja199).

des conflits, tout en reconnaissant les contradictions que pose l'existence du rapport salarial au sein de nos organisations. Il est parallèlement tout aussi indispensable de questionner le rapport pédagogique au sein des formations, rapport intrinsèquement inégal lui aussi. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrions inscrire nos associations, nos projets et nos actions dans une perspective politique réellement démocratique et participative.

Dans le choix des matériaux qui constituent cette sélection, notre option a été de privilégier les armes théoriques et pratiques pour pouvoir concrétiser cet idéal démocratique dans nos associations. Ainsi, les trois premiers ouvrages replacent la problématique de la participation dans le cadre du processus global de l'éducation populaire. Pour autant, il ne s'agit pas d'œuvres purement théoriques car toutes les trois se réfèrent à une praxis vécue par les auteurs (recherche-action dans une coopérative d'éducation populaire en Bretagne, accompagnement de formateurs en alphabétisation populaire au Québec, mise en place de campagnes d'alphabétisation en Amérique latine). Les trois documents qui suivent envisagent la question de la citoyenneté et de la conscientisation de publics populaires, et même exclus, dans des contextes très concrets (dispositifs de consultation des habitants des quartiers populaires sur les politiques d'urbanisation en France, atelier de croisement des savoirs d'ATD Quart Monde, réflexions et pratiques à propos de la citoyenneté dans les groupes québécois d'alphabétisation). Enfin, les quatre dernières références proposent des démarches à mettre en œuvre avec les groupes d'alpha ou d'éducation populaire afin d'initialiser des pratiques de participation démocratique (intelligences citoyennes, Reflect-Action, démarches participatives).

Par Eduardo CARNEVALE

MORVAN Alexia, *Pour une éducation populaire politique. À partir d'une recherche-action en Bretagne*, Université de Rennes, 2011, 632 p.

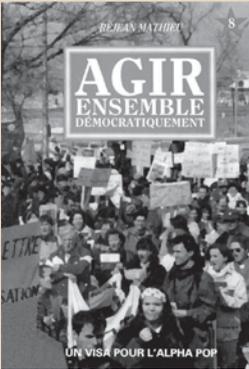
Cette thèse de doctorat, écrite dans un langage clair et accessible, porte sur des pratiques d'éducation populaire articulées à une intention d'éducation au politique. L'auteure y fait l'hypothèse que la mise en œuvre d'une éducation populaire politique nécessite un travail rigoureux d'instruction des conflits, qui suppose lui-même une pratique démocratique intense et une démarche qui subvertit les logiques de fragmentation empêchant habituellement de comprendre et par là même de transformer la société existante dans sa totalité. Elle postule également qu'il n'y a pas d'experts en la matière.

Pour commencer, l'auteure propose une histoire politique de l'éducation populaire au sein de la société française capitaliste et démocratique. Elle indique ensuite comment l'acception des termes « politique » et « démocratie » varie selon les courants de pensée et quelles approches de l'éducation au politique se sont forgées plus particulièrement en milieu scolaire. L'éducation populaire politique, avec la question centrale de l'émancipation, est alors problématisée en regard d'une critique de la démocratie électorale et du capitalisme du début du XXI^e siècle : quelles sont les démarches collectives d'apprentissage issues des milieux de l'éducation populaire qui permettent de faire conflit à l'endroit des formes de domination contemporaines et d'œuvrer à leur dépassement ? Par quelles dynamiques et avec quelles pédagogies peut-on relever le défi de l'éducation populaire politique et répondre ainsi au postulat de départ ?

Cette problématique est explorée au travers d'une recherche-action menée de 2003 à 2007 par des acteurs de l'éducation populaire en Bretagne, et de son prolongement sous la forme de l'action d'une coopérative d'éducation populaire, Le Pavé, de 2007 à 2010.

En ligne : <http://la-trouvaille.org/wp-content/uploads/2015/10/These-education-populaire-politique-Alexia-Morvan.pdf>

Site du Pavé : www.scoplepave.org



MATHIEU Réjean, *Agir ensemble démocratiquement. Réflexion sur les structures et le fonctionnement des groupes*, RGPAQ, Un visa pour l'alpha pop, n°8, 1993, 112 p.

Ce document, à la fois théorique et pratique, part de la réalité des groupes locaux d'alphabétisation populaire du Québec au début des années 1990. Pour ce faire, l'auteur a animé des sessions de formation et d'échanges avec des formatrices et

formateurs sur les structures et le fonctionnement des groupes populaires en alphabétisation.

Pour Mathieu Réjean, au centre de la réflexion sur la participation, il y a la question du pouvoir : *« Il est important, dans une perspective d'élargissement de l'espace démocratique, que les groupes populaires se donnent les structures qui leur permettent d'assurer le développement du plus grand nombre de pouvoirs possible, afin que les personnes et catégories de personnes impliquées puissent vraiment prendre en charge leurs intérêts, et qu'elles puissent également prendre pleinement leur place dans la société. »* Ce qui implique de *« rompre avec les inégalités qui caractérisent trop souvent les organisations sociales en général. Cela signifie, entre autres, que les rapports à l'interne doivent respecter les intérêts et les besoins des divers groupes présents : participantes et participants, animatrices et animateurs, permanentes et permanents, bénévoles, etc. En ce sens, il faut instaurer à l'intérieur de nos groupes des rapports qui permettent à toutes les catégories de personnes impliquées d'avancer, de se développer à partir de leur situation initiale. »* C'est seulement ainsi que *« les groupes populaires resteront des lieux privilégiés d'expression des intérêts des couches populaires, dans la mesure où on n'aura pas peur de créer des mécanismes d'expression des idées et de [leur] prise en charge ».*

Donc, même si l'organisation et les structures des groupes locaux peuvent varier selon les besoins et les conditions du milieu, ils doivent partager un même objectif : aménager la plus large place possible au développement collectif et à l'épanouissement de chacun.

En ligne : http://bv.cdeacf.ca/RA_PDF/2686.pdf

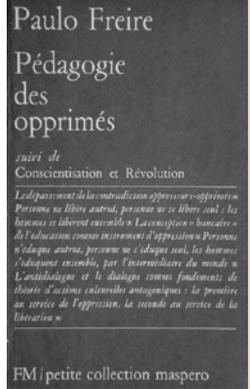
**FREIRE Paulo, Pédagogie des opprimés (suivi de
Conscientisation et révolution), FM/Petite collection
Maspero, 1977, 202 p.**

Dans cet ouvrage, Paulo Freire développe les fondements de sa réflexion pédagogique qui vise la transformation des rapports sociaux à partir des réalités vécues par les opprimés.

Dans le premier chapitre, il analyse la situation d'oppression et la contradiction oppresseurs/opprimés. La question est de savoir si nous pouvons sortir de cette contradiction et comment. Pour Paulo Freire, il ne s'agit pas d'inverser la situation d'oppression mais de transformer les relations oppresseurs/opprimés inscrites dans notre quotidien. Cette transformation ne peut se réaliser qu'à travers une prise de conscience de chacun et une analyse critique de la réalité et de sa propre inscription dans cette réalité. L'acte pédagogique doit partir de la réalité de l'apprenant et le mener, par la formation, à une analyse critique et un engagement personnel. Parallèlement, une transformation de l'attitude du formateur est tout autant nécessaire.

Les deux chapitres qui suivent sont consacrés à deux conceptions antagonistes de l'éducation, respectivement la conception « bancaire » et la conception « dialogique », base d'une pédagogie émancipatrice selon Paulo Freire. Dans la conception bancaire, les éducateurs sont ceux qui savent et qui transmettent aux autres leurs connaissances comme s'il s'agissait de déposer une matière inerte et prédéfinie dans un contenant vide prêt à recevoir. L'éducation dialogique, quant à elle, fonctionne selon le principe suivant : « *Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde.* »

Enfin, le dernier chapitre examine les caractéristiques d'une action anti-dialogique, en lien avec la conception bancaire de l'éducation, qui vise le maintien de l'oppression – la conquête, la division, la manipulation et l'invasion culturelle – et celles d'une action dialogique intrinsèque à toute action culturelle visant le dépassement d'une situation d'oppression – la coopération, l'union, l'organisation et la synthèse culturelle.





CARREL Marion, Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, ENS Éditions, 274 p.

Partant des contradictions de la politique des villes en matière de participation des habitants, l'auteure étudie la portée de dispositifs institutionnels participatifs et leur réception par les habitants des quartiers populaires. Elle constate qu'en la matière, deux thèses s'affrontent. La première pointe les dérives de « l'injonction participative » où on demande aux habitants d'entrer dans des modalités formatées de participation, autour d'objets prédéfinis, avec comme résultat le renforcement des inégalités sociales. La seconde, quant à elle, voit dans la participation un levier pour l'émancipation des habitants et l'amélioration de l'action publique. Le croisement de plusieurs perspectives d'analyse permet de dépasser cette vision binaire et de rendre compte de la manière dont les problèmes sociaux et urbains sont débattus dans l'espace public. À partir d'enquêtes de terrain, l'auteure montre comment les habitants prennent part, ou non, à la définition et à l'évaluation des politiques publiques qui les concernent.

L'ouvrage est divisé en quatre chapitres. Le premier reprend les grands courants présents dans le débat sur la participation ainsi que le point de vue de l'auteure sur la question. Le chapitre 2 analyse les freins à la participation observés dans un certain nombre de démarches de terrain. Le chapitre 3 se centre sur la question du pouvoir d'agir, également à partir d'initiatives concrètes. Enfin, le dernier chapitre éclaire certaines contradictions qui traversent les politiques de la participation et débouche sur des pistes pour mieux la penser. L'ouvrage montre in fine que l'apathie des habitants des quartiers populaires n'est qu'apparente, ou, en tout cas, qu'elle s'explique lorsqu'elle est mise en contexte. Sous certaines conditions, au contraire, de nouvelles formes de contrepouvoirs, engendrées par l'activité délibérative de ceux que l'auteure appelle les « artisans de la participation », peuvent émerger dans ces mêmes quartiers.

DUQUESNE Delphine, De la participation au croisement des savoirs. Faire grandir la démocratie [DVD], ATD Quart Monde / Rix Productions, 2015, 65 min.

Dans ce DVD, le documentaire principal permet de suivre le déroulement d'une coformation, où « se croisent » les points de vue de professionnels du travail social et ceux de militants d'ATD Quart Monde vivant des situations de grande pauvreté. La caméra suit l'évolution des représentations, le cheminement des uns et des autres et nous fait comprendre de manière sensible l'intérêt de la démarche. Elle montre comment des personnes en grandes difficultés économiques, sociales et culturelles peuvent être des partenaires à part entière d'un processus démocratique, ayant une réflexion à apporter sur les grands enjeux de la société : lutte contre la pauvreté, développement durable, mieux vivre ensemble au sein de son quartier. Pour ATD Quart Monde, ce partenariat n'est pas un but à atteindre mais une donnée de départ qui nécessite de mettre en place des conditions favorisant une réelle participation.

Le DVD comprend également trois entretiens : avec une militante Quart Monde, avec une professionnelle de terrain qui travaille avec des habitants de cités à Poitiers pour développer leur pouvoir d'agir, et avec une universitaire dont le champ de recherche porte sur la politique de la ville et la démocratie participative.

DVD en ligne (uniquement le documentaire principal) : www.atd-quartmonde.fr/de-la-participation-au-croisement-des-savoirs-le-film





HANSOTTE Majo, *Mettre en œuvre les intelligences citoyennes*, Le Monde selon les femmes, 2013, 98 p.

Ce document méthodologique s'adresse à des formatrices, formateurs, intervenant-e-s et citoyen-ne-s. La méthode proposée par Majo Hansotte tourne autour de l'exigence démocratique de dire le Juste et l'Injuste pour agir à travers des intelligences collectives (narrative, déconstructive, argumentative et prescriptive) appelées « intelligences citoyennes ». Les participant-e-s impliqué-e-s dans la démarche témoignent de situations injustes vécues. Sur base de ces témoignages, le groupe construit une parole solidaire et élabore des revendications, des pistes d'actions ou des projets de vie, des initiatives de quartier, des innovations culturelles et sociales...

Le document est divisé en trois parties : *Repères* propose des balises théoriques ; *Jalons* présente la dynamique des quatre intelligences citoyennes, telle qu'elle se dégage des processus historiques ; et *Démarches* transpose les acquis des deux premières parties en démarches concrètes d'animation, d'autoformation ou de formation, et propose une progression menant à une action collective.

Ainsi, il s'agira d'adopter une posture qui incite chacun-e à s'impliquer sur les plans personnel et organisationnel pour lutter contre les inégalités – de genre, de classe sociale, d'origine culturelle, etc. – en prenant position et en sortant d'une attitude de neutralité.

En ligne : www.rcentres.qc.ca/files/mettre-en-oeuvre-intelligences-citoyennes.pdf

ARCHER David, COTTINGHAM Sara, Manuel de conception de Reflect. Alphabétisation freirienne régénérée à travers les techniques de renforcement des capacités et pouvoirs communautaires, Actionaid, 1997, 328 p.

L'approche Reflect s'est construite dans des pays du Sud à partir d'expériences d'alphabétisation s'inspirant à la fois de la pédagogie de la libération de Paulo Freire et de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP) utilisées pour la définition et la mise en œuvre de projets de développement durable en milieu rural. Ces méthodes participatives confient la gestion du processus de recherche à la communauté locale, le rôle des « facilitateurs Reflect » se limitant à familiariser les membres de la communauté avec les méthodes utilisées et, par la suite, à les aider à les appliquer. Depuis, l'approche Reflect a été utilisée partout dans le monde, y compris en Belgique francophone comme en rend compte un précédent *Journal de l'alpha*⁴.

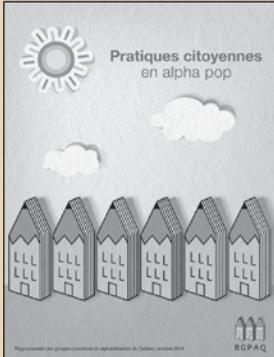
Destiné à un public de praticiens, ce manuel rassemble les meilleures pratiques issues des premières expériences Reflect. Il explique en quoi consiste l'approche, et permet aux praticiens de l'adapter à leur contexte local en fonction des enjeux sociaux, économiques, politiques et culturels qui sont les leurs. Après une introduction aux origines et à la philosophie Reflect-Action, le lecteur trouvera une présentation détaillée de la méthode et de son utilisation. Les auteurs lui proposent ensuite une présentation des différentes unités thématiques de Reflect-Action (habitations, ressources, santé, travail, culture, éducation,...) pour terminer par des idées d'adaptation dans des contextes spécifiques (zones urbaines, communautés pastorales, réfugié-e-s,...).

En ligne : http://bv.cdeacf.ca/EA_PDF/50737.pdf

> Pour en savoir plus, également en prêt à notre centre de documentation : DEKEYSER Myriam, LOONTJENS Anne, *Reflect-Action : présentation d'un processus*, Collectif Alpha, 1001 idées pour enrichir sa pratique en alphabétisation, 2006, 62 p.



⁴ N°163, avril 2008 (en ligne : www.lire-et-ecrire.be/ja163).



Pratiques citoyennes en alpha pop, RGPAQ, 2016, 68 p.

Ce document sur les pratiques citoyennes vise à soutenir les groupes populaires en alphabétisation pour qu'ils suscitent l'implication des participant-e-s et leur permettent de trouver des moyens concrets pour améliorer leurs conditions de vie. Il a été réalisé suite à deux constats. Le premier porte sur la dégradation importante des conditions de vie des adultes

peu alphabétisés. Le travail devenant de plus en plus précaire et les risques d'exclusion se multipliant, ils doivent se battre pour leur survie et se heurtent à des informations et des services de plus en plus difficiles d'accès. Le deuxième constat concerne le manque de ressources permettant aux groupes d'alphabétisation de partager les acquis tirés de leur expérience. Les activités, les actions et les projets en alphabétisation populaire devraient pourtant garder toutes sortes de traces : tout d'abord les acquis qu'en tirent les participant-e-s, ensuite les textes publiés et les vidéos réalisées, enfin les évaluations et les bilans faits pour le groupe lui-même ou le bailleur de fonds. Toutefois, les occasions sont rares où les groupes peuvent diffuser largement leurs démarches et les résultats obtenus. Une fois l'activité terminée, il leur faut souvent passer au projet suivant, entraînant une perte de connaissances précieuses pour le développement futur de l'alphabétisation populaire.

Ce document est structuré en cinq parties. La première présente des exemples concrets de pratiques citoyennes en alphabétisation populaire. La deuxième propose des repères, des façons de faire, soit des éléments clés pour faciliter la mise en œuvre de telles pratiques. La troisième présente trois récits plus détaillés de pratiques citoyennes et des schémas résumant chacune de ces démarches. La quatrième apporte des pistes de réflexion liées au thème de la participation citoyenne, et la cinquième rassemble un certain nombre de ressources pour soutenir les pratiques participatives.

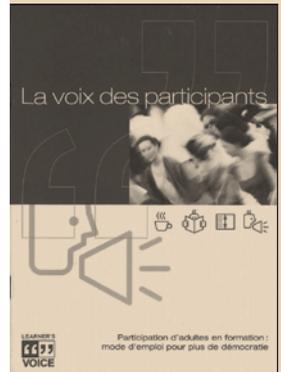
En ligne : http://bv.cdeacf.ca/RA_PDF/56808.pdf

La voix des participants. Participation d'adultes en formation : mode d'emploi pour plus de démocratie, Giving Adult Learners a Voice (2000-2002), Les Éditions du Collectif Alpha, 25 p.

Comment évaluer ses compétences, exprimer ses besoins et ses désirs, chercher, négocier dans un groupe, s'entraider, créer seul ou à plusieurs,...

Réalisé dans le cadre du programme Socrates de la Communauté européenne, ce recueil a été produit par une équipe transnationale composée de partenaires belge (le Collectif Alpha), hongrois, lituanien, espagnols (à Barcelone et Madrid), écossais et suisse.

Après quelques pages consacrées à une réflexion sur la définition et le sens des pratiques démocratiques avec les participants, chacun des partenaires présente une ou deux démarches participatives. Certaines de ces démarches relèvent de la gestion quotidienne du lieu de formation, d'autres du processus d'apprentissage, d'autres encore de la planification et du développement des organismes, de leur représentation et leur travail de lobbying, de la résolution de conflits, ... Si les mises en œuvre concrètes ne sont pas abordées dans un si bref document, les exemples de pratiques réussies fournissent néanmoins des pistes et des balises pour ceux qui souhaitent entamer une démarche participative ou rendre la démocratie plus effective.



Eduardo CARNEVALE

Centre de documentation du Collectif Alpha

Centre de documentation du Collectif Alpha :
rue d'Anderlecht, 148 – 1000 Bruxelles
tél : 02 540 23 48 – courriel : cdoc@collectif-alpha.be
Catalogue en ligne : www.cdoc-alpha.be

LIRE ET ÉCRIRE COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

rue Charles VI, 12 - 1210 Bruxelles

tél : 02 502 72 01

lire-et-ecrire@lire-et-ecrire.be

www.lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE BRUXELLES

rue de la Borne, 14 (3e étage) - 1080 Bruxelles

tél : 02 412 56 10 - fax : 02 412 56 11

info.bruxelles@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE EN WALLONIE

rue Artoisenet, 7 - 5000 Namur

tél : 081 24 25 00 - fax : 081 24 25 08

coordination.wallonnie@lire-et-ecrire.be

LES RÉGIONALES WALLONNES**LIRE ET ÉCRIRE BRABANT WALLON**

boulevard des Archers, 21 - 1400 Nivelles

tél : 067 84 09 46 - fax : 067 84 42 52

brabant.wallon@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE CENTRE-MONS-BORINAGE

place communale, 2a - 7100 La Louvière

tél : 064 31 18 80 - fax : 064 31 18 99

centre.mons.borinage@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE CHARLEROI-SUD HAINAUT

rue de Marcinelle, 42 - 6000 Charleroi

tél : 071 30 36 19 - fax : 071 31 28 11

charleroi.sud.hainaut@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE LIÈGE-HUY-WAREMME

rue Wiertz, 37b - 4000 Liège

tél : 04 226 91 86 - fax : 04 226 67 27

liege.huy.waremme@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE LUXEMBOURG

rue du Village, 1 - 6800 Libramont

él : 061 41 44 92 - fax : 061 41 41 47

luxembourg@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE NAMUR

rue Relis Namurwès, 1 - 5000 Namur

tél : 081 74 10 04 - fax : 081 74 67 49

namur@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE VERVIERS

bd de Gérardchamps, 4 - 4800 Verviers

tél : 087 35 05 85 - fax : 087 31 08 80

verviers@lire-et-ecrire.be

LIRE ET ÉCRIRE WALLONIE PICARDE

rue des Sœurs de Charité, 15 - 7500 Tournai

tél : 069 22 30 09 - fax : 069 64 69 29

hainaut.occidental@lire-et-ecrire.be

Le Journal de l'alpha est publié avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
et du Fonds social européen



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



UNION EUROPÉENNE
Fonds social européen

Dans ce *Journal de l'alpha* consacré à la participation, les pratiques liées ont en commun de s'attacher concrètement au renforcement du pouvoir de penser, de dire et d'agir des personnes en processus d'alphabétisation.

Cette montée en pouvoir se décline sous différents modes : construire une pensée complexe et critique ; développer et exprimer un point de vue propre, le porter à l'extérieur, le mettre en débat, interpeler, revendiquer ; se fixer des objectifs, mettre en œuvre des stratégies d'action, accueillir l'inattendu ; s'engager dans un changement personnel, collectif ou social ; obtenir le changement espéré... ou pas, ou gagner tout autre chose.

Ces pratiques sont précieuses. Chacune d'entre elles mobilise une intelligence collective, des connaissances et des compréhensions nouvelles, de l'expertise remontant « du bas vers le haut », des expressions créatives, des solidarités, des fiertés retrouvées, de l'autonomie, des rencontres... Elles jalonnent et construisent des chemins d'émancipation individuelle et collective.

ILLUSTRATION DE COUVERTURE
Comité de participation des apprenants du Centre alpha
de Molenbeek Dubrucq – Lire et Écrire Bruxelles
Crédit photo : Eduardo Costanza

